

# Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION 2

QUARANTE-DEUXIÈME ANNÉE - N° 12619 - 6 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

DIMANCHE 25-LUNDI 26 AOUT 1985

## LES DÉBOIRES DES SERVICES SECRETS

### Le dilemme des démocraties

Comment les démocraties contrôlent-elles leurs services secrets ? La question est d'actualité quelques jours avant la publication des conclusions du rapport Tricot sur l'affaire du Rainbow Warrior. Quelles que soient les recommandations de M. Bernard Tricot, elles posent en effet indirectement un problème dont souffrent régulièrement les démocraties, et auquel il n'existe aucune solution miracle.

Toutes les grandes démocraties ont eu leur part de scandales en la matière : États-Unis, Allemagne de l'Ouest, Grande-Bretagne, Italie... Certaines ont réagi, ont modifié ou institué un système de contrôle des services plus ou moins efficaces. D'autres n'ont pas su ou pas voulu s'attaquer de front au problème, la France notamment.

A se pencher sur les mésaventures qu'ont vécues les démocraties leurs services secrets depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, deux principes doivent être rappelés : les services doivent dépendre directement d'une autorité politique responsable, et un minimum de contrôle parlementaire doit exister.

Le premier principe est indispensable si l'on veut éviter le crépuscule d'un État dans l'État ; mais il implique alors également toute puissance politique assume "serinement", la nécessité de services secrets au lieu de fermer pudiquement les yeux et de feindre d'ignorer cette réalité, peu enthousiasmante il est vrai. Le second principe, même s'il n'est exercé qu'a posteriori par le biais de la possibilité d'enquêtes parlementaires sur les "bavures" et s'il doit être appliqué avec prudence, a le mérite de mettre un frein aux éventuelles initiatives intempestives des services.

Trois démocraties se sont dotées depuis peu d'un contrôle parlementaire : les États-Unis, depuis 1980, à la suite des innombrables et nombreux affaires dont la CIA fut au centre ; l'Italie, depuis 1977, après qu'il eut été établi que les services secrets couvraient en faveur de la déstabilisation de l'État ; la République fédérale, enfin, depuis 1978.

Seules la Grande-Bretagne et la France se refusent à tout contrôle parlementaire : Londres pousse la fiction jusqu'à ne donner aucune existence légale à ses services. Quant à Paris, on s'y contente de deux missions annuelles - l'une de la Cour des comptes, l'autre des rapporteurs de la commission de la défense à l'Assemblée nationale et au Sénat - qui sont censées vérifier les comptes de la DGSE.

À moins qu'il ne tourne court, le débat qui va peut-être enfin s'ouvrir devrait éviter deux écueils : l'hypocrisie et l'angélisme, qui souvent se confondent. Réclamer, comme l'a fait M. Lajoinie (PC), un contrôle parlementaire total grâce à une commission où les groupes politiques seraient représentés à la proportionnelle, revient tout simplement à réclamer la suppression des services secrets ou à encourager l'urgence de services parallèles. Encore faut-il qu'un plus haut niveau politique la nécessité et l'existence de services de renseignement ne soient pas considérées comme une maladie honteuse.

JACQUES AMALRIC.

#### LIRE NOTRE DOSSIER :

#### Une délicate cohabitation

avec les articles de HENRI DE BRESSON, FRANCIS CORNU, HENRI PIERRE et PHILIPPE PONS (Pages 4 et 5.)

### Désarroi à Bonn

La défection d'un des chefs du contre-espionnage oblige la République fédérale à réorganiser ses réseaux de renseignement

De notre correspondant

Bonn. - Le passage à l'Est d'un des meilleurs experts du contre-espionnage ouest-allemand, Hans Joachim Tiedge, quarante-huit ans, a provoqué un branle-bas de combat à Bonn.

Alors que le ministre de l'Intérieur, M. Friedrich Zimmermann, interrompait précipitamment ses vacances, tous les organes chargés du renseignement en RFA s'efforçaient d'évaluer l'étendue du désastre pour prendre les mesures qui s'imposent. Le chancelier Kohl, qui achève lui aussi ses vacances et devait rencontrer, ce samedi 24 août, le président Mitterrand à Brégonville, n'est pas attendu avant la fin du week-end à Bonn. Après avoir accusé, jeudi dernier, la RDA de porter ombrage par ses activités d'espionnage aux relations entre les deux Allemagnes, il s'est abstenue de tout nouveau commentaire après les derniers rebondissements.

Trop d'incertitudes demeurent sur les conditions du passage à

l'Est de Tiedge, sur la durée de son travail au service de la RDA, pour permettre, pour le moment, une juste évaluation de la situation. Personne ne conteste, cependant, parmi les responsables du renseignement, que sa défection porte un coup sévère au dispositif du contre-espionnage.

Né en 1937 à Berlin, le transfuge travaillait depuis dix-neuf ans au Bundesverfassungsschutz, l'office fédéral chargé du contre-espionnage sur le territoire ouest-allemand. Depuis 1979, il était chef de service, spécialisé dans les opérations sur l'Allemagne de l'Est. Son ancien patron, M. Meier, a indiqué qu'il connaissait toutes les méthodes du contre-espionnage, l'identité de tous les agents qui y travaillaient et le rôle de chacun.

Le procureur général, M. Rohmann, a estimé, pour sa part, qu'une partie au moins des services de contre-espionnage devrait être réorganisée. Au cours d'une conférence de presse, le secrétaire d'État à l'Intérieur, M. Neppel, n'a pas hésité à

dire, vendredi matin, que si Tiedge livrait tout ce qu'il savait, « il en résulterait un sérieux dommage pour la sécurité de la République fédérale allemande ».

Les premières mesures prises pour tenter de « limiter les dégâts » visent à mettre à l'abri les agents ou les contacts dont disposaient les services de renseignement ouest-allemands en RDA. Bien qu'on ne sache pas très bien quels documents le transfuge a pu emporter avec lui, on parle notamment d'une liste de cent soixante agents, ce qui n'a été ni démenti ni confirmé par M. Neppel, interrogé à ce propos.

Selon le quotidien Bild, deux importants informateurs ont pu être retirés à temps de l'Est, et le service de renseignement fédéral (Bundesnachrichtendienst, BND), chargé des opérations d'espionnage et de contre-espionnage à l'étranger, a, lui aussi, depuis quelques jours, pris des mesures de précaution pour ses propres agents.

HENRI DE BRESSON.

(Lire la suite page 3.)

## LA LOI SUR LA NOUVELLE-CALÉDONIE CONFORME A LA CONSTITUTION

### L'opposition déboutée et dépitée

Le Conseil constitutionnel a rejeté, le vendredi 23 août, les recours formés par l'opposition à propos de la loi sur l'évolution de la Nouvelle-Calédonie.

La promptitude avec laquelle le gouvernement a commenté la décision du Conseil constitutionnel suffit à mesurer son soulagement et sa satisfaction.

Soulagement, parce qu'une nouvelle censure du Conseil constitutionnel - sur la Nouvelle-Calédonie - mais aussi, au passage, sur les pouvoirs du président de la République - aurait sans nul doute provoqué un beau chahut politique aux conséquences imprévisibles. Le pouvoir a bien assez de l'affaire Greenpeace pour occuper son été. Elle aurait aussi rendu inextricable le dossier calédonien.

« J'avais bien été sûr du résultat, cela fait plaisir », remarque M. Edgar Pisani, qui refusait, ces derniers jours, d'envisager une perspective aussi « terrifiante » qu'une nouvelle mise en cause de son texte. Le ministre chargé de la Nouvelle-Calédonie estime que les élections dans le territoire pourront être organisées le 29 septembre ou, au plus tard, le 6 octobre.

Il nous a indiqué qu'un premier train d'ordonnances relatives à l'organisation des nouvelles institutions territoriales sera transmis dès la semaine prochaine à l'Assemblée territoriale. Elles seront promulguées dès l'ouverture de la campagne électorale. Le second train d'ordonnances, qui concernent les compétences des conseils de région et du Congrès du territoire, sera adressé au Congrès dès son installation.

Satisfaction parce que - le premier ministre l'a noté - il s'agit d'un « dénouement catégorique » infligé à l'opposition. La décision du Conseil qui n'a retenu aucun des griefs dirigés contre la loi, est un revers pour tous ceux qui ont pris la tête de cette bataille, MM. Valéry Giscard d'Estaing, Alain Pothier et tous les anciens premiers ministres d'avant 1981, à l'exception de M. Raymond Barre. M. Giscard d'Estaing est tonché plus que les autres. Son combat visait à démontrer que M. François Mitterrand, par la procédure qu'il a utilisée en la matière, outrepassait ses droits et fourbisait ses armes afin d'entraver, autant que possible, après les élections législatives, l'action d'un nouveau gouvernement



constitué sur la base d'une éventuelle victoire de la droite.

De ce point de vue, M. Louis Mermaz a tort de considérer la décision du Conseil comme « un non-événement », mais il a raison de relever, avec une certaine jubilation,

que le président de la République, le gouvernement et le Conseil constitutionnel ont « la même lecture » de la Constitution. C'est aussi un échec pour ceux qui comptaient sur une nouvelle annulation pour retarder d'autant l'application de la loi, com-

promettant ainsi l'organisation des élections sur le territoire.

Satisfaction enfin pour M. Laurent Fabius qui a sauté sur cette occasion pour sortir d'un silence que l'opposition lui reproche abondamment et que certains socialistes com-

mençaient à trouver pesant. Certes, le premier ministre est attendu sur l'affaire Greenpeace au lendemain de la publication du rapport Tricot, mais la décision du Conseil est de nature à dissiper provisoirement les turbulences qu'affronte le pouvoir.

Le bilan est d'autant plus négatif pour l'opposition que le Conseil constitutionnel a lancé au passage un avertissement à ceux qui seraient tentés de retarder les processus législatifs sur quelque sujet que ce soit. La « leçon » vaut pour l'opposition d'aujourd'hui, qui a largement usé de cette méthode. Mais elle s'adresse aussi à l'opposition de demain et donc, peut-être, aux socialistes d'après 1986.

Elle vaut aussi pour ceux - tous les dirigeants de l'opposition, du moins l'affirment-ils - qui veulent revenir, après 1986, au scrutin majoritaire pour les élections législatives. En définitive, même vaguement, un code moral de représentativité des élus, en Nouvelle-Calédonie, par rapport à la population, ils les plaçant dans un fameux embarras.

ANNE CHAUSSEBOURG.  
(Lire nos informations page 7.)

### A qui appartient Paris

Si on mesurait son pouvoir à l'étendue de ses territoires et à l'importance de ses immeubles, M. Jacques Chirac serait, dans la capitale, assurément plus puissant que M. François Mitterrand.

La municipalité parisienne est maîtresse en ses murs puisque, sur les 10 450 hectares de Paris, elle en possède 4 910, soit 46,5 %. En regard, l'État ne peut annoncer qu'un peu plus de 1 000 hectares, soit un peu 10 %. Les sociétés et les particuliers font beaucoup mieux. Ils sont parvenus à s'approprier plus du tiers de la surface, 34,4 %, le reste faisant partie du patrimoine de grands établissements publics comme le SNCF (470 hectares), la RATP (154 hectares) ou l'Assistance publique (138 hectares).

M. Chirac règne d'abord sur les jardins, dont les plus beaux fleurons sont évidemment les bois de

Boulogne et de Vincennes, qui furent cédés à la Ville par l'État au siècle dernier. Avec les squares et les parcs, ce capital - qui ne cesse de s'agrandir - représente près de 2 300 hectares. Une magnifique propriété convertie d'une forêt de 400 000 arbres.

L'État n'a ni propre dans Paris que les poussiéreux espaces des Tuilleries et du Luxembourg, mais aussi les jardins plus secrets et plus touffus de l'hôtel Matignon et de quelques ministères. Au total une misère : 84 hectares.

M. Chirac a encore la maîtrise des rues et des boulevards, qui couvrent 2 260 hectares, des cimetières - et cas unique en France - des canaux qui sillonnent sa bonne ville. Mais, là, il est battu par l'État. Le Flacourt ne margarine et la nef qui ornent les armes de la Ville ne sont que fio-

tion puisque c'est l'État qui contrôle la Seine et ses quais, magnifique avenue d'eau de 12 kilomètres. De même qu'il possède 31 des 36 ponts enjambant le fleuve. La Ville ne possède que deux ou trois passerelles qui, comme celle des Arts, rattrapent leur maigre envergure par le charme et la notoriété.

Les 120 stades dont celui du Parc des Princes et celui de Bercy, les 80 gymnases, les 800 maternelles, écoles primaires et collèges, la moitié des lycées et même les six casernes de la Garde républicaine, tous ces immeubles figurent sur le cadastre au nom de la Ville.

Idem pour une douzaine de musées, les trois hippodromes, plusieurs théâtres, 60 fontaines dont beaucoup ont été restaurées et une belle collection de statues. On vient d'ailleurs d'en éditer le

catalogue pour bien montrer à M. Jack Lang qu'il n'est pas le seul protecteur des artistes.

Bien entendu les services municipaux ont la haute main sur ce qu'on appelle le mobilier urbain, autrement dit le décor de nos rues : 352 kiosques à journaux, 1 800 nrbibus, 440 colonnes Morris, des centaines de panneaux d'affichage et même les 220 boîtes des bouquinistes, la mairie a les moyens de faire savoir...

Mais l'orgueil de Paris, c'est évidemment la tour Eiffel, symbole international de la capitale. La plus belle pièce du patrimoine municipal. Et, à ce titre, elle vient d'être entièrement réhabilitée, allégée de plusieurs milliers de tonnes de mauvaise graisse, modernisée et repeinte de neuf.

MARC AMBROISE-RENDU.  
(Lire la suite page 7.)

# Dates

## RENDEZ-VOUS

**Lundi 26 août.** - Rimini : rencontre entre M. Genscher et M. Andreotti (jusqu'au 27). Bangkok : visite du prince Sihanouk.

**Mardi 27 août.** - Genève : ouverture de la conférence pour le renouvellement du traité sur la non-prolifération nucléaire ; reprise des négociations sur l'Afghanistan.

**Mercredi 28 août.** - Pékin : visite en Chine de M. Roland Dumas (jusqu'au 29 septembre).

**Jeudi 29 août.** - Argentine : grève générale.

**Vendredi 30 août.** - Tournée de M. Genscher, ministre des affaires étrangères de RFA, en Syrie, au Koweït et en Egypte (jusqu'au 3 septembre).

## SPORTS

**Dimanche 25 août.** - Automobile : Grand Prix des Pays-Bas de Formule 1 à Zandvoort et arrivée du rallye des 1000 Lacs en Finlande ; Cyclisme : championnat du monde sur piste et sur route en Italie (jusqu'au 1er septembre).

**Mardi 27 août.** - Tennis : championnats internationaux des Etats-Unis à Flushing Meadow (jusqu'au 8 septembre).

**Vendredi 30 août.** - Football : championnat de France (9e journée).

## Le Monde

5, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09  
Tél. MONDOPAR 690572 F  
Tél. : 246-72-23

Edité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beau-Méry (1944-1969), Jacques Favet (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 500.000 F

Principaux associés de la société : Société civile

« Les Rédacteurs du Monde », MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beau-Méry, fondateur.

Administrateur : Bernard Wouts

Rédacteur en chef : Daniel Vermet

Correspondant en chef : Claude Salas

Impression : 5, rue des Italiens, PARIS-IX

Reproduction interdite de tous articles sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications n° 577 ISSN : 0395-2037

ABONNEMENTS

1 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE 354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOTE NORMALE 687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par messagerie) L. - BELGIQUE/LUXEMBOURG/PAYS-BAS 399 F 762 F 1 089 F 1 380 F

IL - SUISSE, TUNISIE 504 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (ou virement) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines au plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande sur formulaire au moins deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez nous adresser vos lettres de félicitation ou vos suggestions en capital de l'impression.

PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 8 dir. ; Tunisie, 800 m. ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 40 fr. ; Canada, 1,80 \$ ; Chine, 40 yens ; Espagne, 100 pes. ; États-Unis, 7,50 \$ ; France, 354 F ; Grèce, 100 dr. ; Italie, 2 000 L. ; Libye, 0,360 DL ; Luxembourg, 40 F ; Norvège, 11 kr. ; Pays-Bas, 2,50 f. ; Portugal, 120 esc. ; Royaume-Uni, 480 F ; Suède, 11 kr. ; Suisse, 504 F ; Tchécoslovaquie, 110 sk.

## IL Y A QUATRE-VINGTS ANS, INDÉPENDANCE A OSLO

# La « décolonisation » de la Norvège

Il y a quatre-vingts ans, la Norvège « décolonisée » par la rupture de son union avec la Suède retrouvait son indépendance et sa souveraineté perdue peu à peu vers la fin du quatorzième siècle. A partir de 1380, le royaume indépendant de Norvège avait subi d'abord l'hégémonie danoise jusqu'en 1814, élargie, avec quelques interruptions, à la Suède, en vertu de la fameuse « union de Kalmar », première manifestation de la solidarité scandinave.

La dissolution de l'Union suédo-norvégienne est proclamée unilatéralement le 7 juin 1905 par le Storting, Parlement de Norvège. Elle préluce à des négociations et à un règlement pacifique. Un plébiscite approuve la rupture des liens avec Stockholm par 368 208 voix contre 184. Un autre décide que le pays indépendant restera un royaume. Le prince danois Carl, âgé de trente-trois ans, accepte la couronne qui lui est offerte par le Parlement norvégien et prend le nom de Haakon VII. Le 25 novembre 1905, il fait son entrée solennelle dans la capitale avec, à ses côtés, la reine Maud, fille d'Édouard VII d'Angleterre, et leur fils âgé de deux ans, l'actuel roi Olav V.

Pour la Norvège, le dix-neuvième siècle a vu une conscience nationale s'éveiller et s'épanouir en une lente préparation de l'indépendance.

Vassale du Danemark, la Norvège est donc, au début du siècle, dans le camp de la France napoléonienne. Elle souffre du blocus anglais. La Suède, qui en 1809 a dû abandonner la Finlande à la Russie, a une succession délicate à régler. Gustave IV Adolphe, ayant été chassé par une révolution de palais, son fils âgé de neuf ans ne pourrait devenir roi qu'en laissant la réalité du pouvoir aux nobles. Les conjurés portent donc au trône l'oncle du roi déchu, le duc Charles, qui régnera de 1809 à 1818 sous le nom de Charles XIII. Mais il a soixante et un ans quand il accède au trône et n'a pas d'héritier. On désigne le duc Christian-Auguste, mais il meurt en mai 1810. Le roi de Danemark propose sa candidature comme prince héritier désigné, ce qui permettrait, à terme, de réunir les royaumes danois et suédois.

## Rattachée à la Suède

Un petit groupe d'officiers suédois, dans le souci de plaire à Napoléon tout en préservant l'indépendance du royaume — et en rêvant à la possibilité de reprendre la Finlande à la Russie, — suggèrent donc la candidature d'un maréchal d'Empire. Jean-Baptiste Bernadotte est élu le 21 août 1810 héritier au trône de Suède. Le nouveau prince

Charles-Jean prend rapidement les affaires du pays en main et, dans le souci d'assurer son propre avenir (il ne règnera qu'à partir de 1818), s'oppose à Napoléon lorsque celui-ci occupe la Poméranie suédoise. En août 1812, la Suède rejoint l'alliance anglo-russe et, les troupes danoises défaites, demande que la Norvège lui soit désormais rattachée.

Le tsar Alexandre Ier n'y voit que des avantages : en s'agrandissant à l'ouest, la Suède oublierait plus facilement la perte de la Finlande. La cession est consacrée en janvier 1814 par le traité de Kiel.

Comme souvent dans de tels cas, les principaux intéressés n'ont pas été consultés, et la révolte gronde dans les esprits. La politique danoise n'a rien apporté de bon à la Norvège : le blocus imposé par la Grande-Bretagne a durement frappé son économie, tributaire des échanges avec l'Angleterre. Dans l'esprit des Norvégiens, la défaite du Danemark n'est pas la leur. Elle peut être l'occasion de retrouver l'indépendance.

Dès le mois de février, le prince Christian-Frederick, cousin du roi de Danemark et vice-roi de Norvège, poussé par l'ambition, accepte les suggestions des « patriotes ». Il reconnaît la « souveraineté du peuple norvégien » et convoque une Assemblée constituante.

## Une Constitution démocratique

Elle se réunit dans le manoir d'un riche fabricant à Eidsvoll, à partir du 10 avril 1814. En trente-sept jours, cent douze représentants des propriétaires terriens et de la bourgeoisie (surtout des fonctionnaires, des militaires et des membres du clergé) élaborent la Constitution qui fondera l'avenir démocratique du pays. Le 17 mai 1814, l'Assemblée proclame à l'unanimité Christian-Frederick, roi d'une Norvège, « libre et indépendante ».

La loi fondamentale est, avec quelques amendements, encore en vigueur de nos jours. Jean-Jacques Fol l'analyse dans son ouvrage, *Les Pays nordiques aux XIXe et XXe siècles* (PUF « Nouvelle Clio »), en ces termes :

« Par cette Constitution, la Norvège, royaume libre, indépendant et indivisible, confie le pouvoir exécutif à son souverain. (...) Le pouvoir législatif est confié à une Assemblée élue par des électeurs censitaires à deux degrés : le Storting. (...) Le roi est tenu de faire appliquer les lois, même s'il les désapprouve. Le souverain dispose toutefois d'un veto qu'il ne peut cependant renouveler plus de trois fois pour

la même loi. Le pouvoir judiciaire est indépendant, et, par le biais d'une haute cour, le Storting a la possibilité de mettre en accusation les ministres, les juges ou des membres de l'Assemblée. Enfin, cette Constitution garantit les libertés fondamentales, dont la liberté d'expression, en même temps qu'elle interdit la création de titres nobiliaires. (...) En 1814, alors que les Alliés balayaient les derniers restes de la Révolution française et de son esprit, la Constitution du royaume de Norvège est certainement la plus démocratique qui soit en vigueur en Europe ».

Les Suédois et leurs alliés en sont évidemment ulcérés. Après

tre est responsable devant le Parlement, et fait abaisser le cens électoral. Le suffrage universel est introduit en 1898 (les femmes attendront jusqu'en 1913). De nombreuses mesures sociales, bien en avance sur le reste de l'Europe, sont prises.

C'est à propos de la compétence en matière d'affaires étrangères que la crise éclate entre la Norvège et la Suède. La Norvège, dont la marine marchande est plus développée que celle de la Suède, demande qu'un service consulaire purement norvégien soit créé. Son commerce est orienté surtout vers la Grande-Bretagne, alors que celui de la Suède se fait surtout avec l'Alle-

magne.

En mai 1905, à bout de patience, le Storting vote une loi établissant des bureaux consulaires propres. Le roi Oscar II oppose aussitôt son veto. Le cabinet norvégien, présidé par Christian Michelsen, démissionne immédiatement et remet ses pouvoirs au Storting en affirmant que « le roi de Suède ne peut plus gouverner en Norvège ». Le roi ne trouve, en effet, aucun autre chef de parti qui accepterait de diriger le gouvernement. C'est alors que, le 17 mai 1905, le Storting proclame la dissolution de l'Union suédo-norvégienne, et donc l'indépendance du pays.

Avant d'en arriver là, les Norvégiens avaient expédié à l'étranger de nombreux émissaires pour plaider la cause d'une Norvège indépendante. L'explorateur Nansen, célèbre aussi pour ses actions humanitaires, est l'un de ceux qui gagnent des sympathies à la cause norvégienne. Si les Norvégiens ont fixé le jour de leur fête nationale au 17 mai, c'est parce qu'ils savent que sans la fameuse réunion d'Eidsvoll rien n'eût été possible. Cette fête nationale n'est jamais célébrée par des défilés militaires : elle est l'affaire d'orchestres d'enfants qui lui donnent un caractère allégorique. Personne, et surtout pas l'étranger en visite, n'est alors laissé à sa solitude, bien que les fanatiques de la liberté que sont les Norvégiens aiment certes à s'isoler complètement de temps à autre.

Mais ce jour-là, ils partagent la joie de l'indépendance retrouvée.

ANNE-MARIE BORGEAUD.



## Etats-Unis. Le système scolaire est implanté dans les campagnes.

En 1869, Sverdrup obtient que le Storting soit réuni chaque année et non plus une fois tous les trois ans. C'est, en fait, assurer la prééminence de l'Assemblée. Dès 1872, le poste de gouverneur général du roi en Norvège est supprimé. Puis, après trois vides successifs, le roi est contraint d'accepter que les ministres soient officiellement responsables devant le Storting.

Les événements vont s'accélérer à partir de 1884. Le roi est obligé de nommer premier ministre Johann Sverdrup. C'est l'introduction d'un véritable système parlementaire : le premier mini-

strat est élu par le Storting.

En 1899, Sverdrup obtient que le Storting soit réuni chaque année et non plus une fois tous les trois ans. C'est, en fait, assurer la prééminence de l'Assemblée. Dès 1872, le poste de gouverneur général du roi en Norvège est supprimé. Puis, après trois vides successifs, le roi est contraint d'accepter que les ministres soient officiellement responsables devant le Storting.

Les événements vont s'accélérer à partir de 1884. Le roi est obligé de nommer premier ministre Johann Sverdrup. C'est l'introduction d'un véritable système parlementaire : le premier mini-

strat est élu par le Storting.

En 1899, Sverdrup obtient que le Storting soit réuni chaque année et non plus une fois tous les trois ans. C'est, en fait, assurer la prééminence de l'Assemblée. Dès 1872, le poste de gouverneur général du roi en Norvège est supprimé. Puis, après trois vides successifs, le roi est contraint d'accepter que les ministres soient officiellement responsables devant le Storting.

Les événements vont s'accélérer à partir de 1884. Le roi est obligé de nommer premier ministre Johann Sverdrup. C'est l'introduction d'un véritable système parlementaire : le premier mini-

strat est élu par le Storting.

En 1899, Sverdrup obtient que le Storting soit réuni chaque année et non plus une fois tous les trois ans. C'est, en fait, assurer la prééminence de l'Assemblée. Dès 1872, le poste de gouverneur général du roi en Norvège est supprimé. Puis, après trois vides successifs, le roi est contraint d'accepter que les ministres soient officiellement responsables devant le Storting.

Les événements vont s'accélérer à partir de 1884. Le roi est obligé de nommer premier ministre Johann Sverdrup. C'est l'introduction d'un véritable système parlementaire : le premier mini-

strat est élu par le Storting.

En 1899, Sverdrup obtient que le Storting soit réuni chaque année et non plus une fois tous les trois ans. C'est, en fait, assurer la prééminence de l'Assemblée. Dès 1872, le poste de gouverneur général du roi en Norvège est supprimé. Puis, après trois vides successifs, le roi est contraint d'accepter que les ministres soient officiellement responsables devant le Storting.

Les événements vont s'accélérer à partir de 1884. Le roi est obligé de nommer premier ministre Johann Sverdrup. C'est l'introduction d'un véritable système parlementaire : le premier mini-

strat est élu par le Storting.

En 1899, Sverdrup obtient que le Storting soit réuni chaque année et non plus une fois tous les trois ans. C'est, en fait, assurer la prééminence de l'Assemblée. Dès 1872, le poste de gouverneur général du roi en Norvège est supprimé. Puis, après trois vides successifs, le roi est contraint d'accepter que les ministres soient officiellement responsables devant le Storting.

Les événements vont s'accélérer à partir de 1884. Le roi est obligé de nommer premier ministre Johann Sverdrup. C'est l'introduction d'un véritable système parlementaire : le premier mini-

strat est élu par le Storting.

En 1899, Sverdrup obtient que le Storting soit réuni chaque année et non plus une fois tous les trois ans. C'est, en fait, assurer la prééminence de l'Assemblée. Dès 1872, le poste de gouverneur général du roi en Norvège est supprimé. Puis, après trois vides successifs, le roi est contraint d'accepter que les ministres soient officiellement responsables devant le Storting.

Les événements vont s'accélérer à partir de 1884. Le roi est obligé de nommer premier ministre Johann Sverdrup. C'est l'introduction d'un véritable système parlementaire : le premier mini-

strat est élu par le Storting.

En 1899, Sverdrup obtient que le Storting soit réuni chaque année et non plus une fois tous les trois ans. C'est, en fait, assurer la prééminence de l'Assemblée. Dès 1872, le poste de gouverneur général du roi en Norvège est supprimé. Puis, après trois vides successifs, le roi est contraint d'accepter que les ministres soient officiellement responsables devant le Storting.

Les événements vont s'accélérer à partir de 1884. Le roi est obligé de nommer premier ministre Johann Sverdrup. C'est l'introduction d'un véritable système parlementaire : le premier mini-

strat est élu par le Storting.

En 1899, Sverdrup obtient que le Storting soit réuni chaque année et non plus une fois tous les trois ans. C'est, en fait, assurer la prééminence de l'Assemblée. Dès 1872, le poste de gouverneur général du roi en Norvège est supprimé. Puis, après trois vides successifs, le roi est contraint d'accepter que les ministres soient officiellement responsables devant le Storting.

Les événements vont s'accélérer à partir de 1884. Le roi est obligé de nommer premier ministre Johann Sverdrup. C'est l'introduction d'un véritable système parlementaire : le premier mini-

strat est élu par le Storting.

En 1899, Sverdrup obtient que le Storting soit réuni chaque année et non plus une fois tous les trois ans. C'est, en fait, assurer la prééminence de l'Assemblée. Dès 1872, le poste de gouverneur général du roi en Norvège est supprimé. Puis, après trois vides successifs, le roi est contraint d'accepter que les ministres soient officiellement responsables devant le Storting.

Les événements vont s'accélérer à partir de 1884. Le roi est obligé de nommer premier ministre Johann Sverdrup. C'est l'introduction d'un véritable système parlementaire : le premier mini-

strat est élu par le Storting.

En 1899, Sverdrup obtient que le Storting soit réuni chaque année et non plus une fois tous les trois ans. C'est, en fait, assurer la prééminence de l'Assemblée. Dès 1872, le poste de gouverneur général du roi en Norvège est supprimé. Puis, après trois vides successifs, le roi est contraint d'accepter que les ministres soient officiellement responsables devant le Storting.

Les événements vont s'accélérer à partir de 1884. Le roi est obligé de nommer premier ministre Johann Sverdrup. C'est l'introduction d'un véritable système parlementaire : le premier mini-

strat est élu par le Storting.

En 1899, Sverdrup obtient que le Storting soit réuni chaque année et non plus une fois tous les trois ans. C'est, en fait, assurer la prééminence de l'Assemblée. Dès 1872, le poste de gouverneur général du roi en Norvège est supprimé. Puis, après trois vides successifs, le roi est contraint d'accepter que les ministres soient officiellement responsables devant le Storting.

Les événements vont s'accélérer à partir de 1884. Le roi est obligé de nommer premier ministre Johann Sverdrup. C'est l'introduction d'un véritable système parlementaire : le premier mini-

strat est élu par le Storting.

## La bataille des consulats

Pendant une dizaine d'années, c'est un dialogue de sourds. En 1896, le Storting décide d'effacer tout emblème suédois du pavillon de la marine marchande norvégienne. Un compromis temporaire intervient : il y a au moins un Norvégien dans chaque consulat suédois et, dans certains pays, il dirige le poste. Ce n'est qu'un répit : les Norvégiens continuent à vouloir un service consulaire purement norvégien.

En mai 1905, à bout de patience, le Storting vote une loi établissant des bureaux consulaires propres. Le roi Oscar II oppose aussitôt son veto. Le cabinet norvégien, présidé par Christian Michelsen, démissionne immédiatement et remet ses pouvoirs au Storting en affirmant que « le roi de Suède ne peut plus gouverner en Norvège ». Le roi ne trouve, en effet, aucun autre chef de parti qui accepterait de diriger le gouvernement. C'est alors que, le 17 mai 1905, le Storting proclame la dissolution de l'Union suédo-norvégienne, et donc l'indépendance du pays.

Avant d'en arriver là, les Norvégiens avaient expédié à l'étranger de nombreux émissaires pour plaider la cause d'une Norvège indépendante. L'explorateur Nansen, célèbre aussi pour ses actions humanitaires, est l'un de ceux qui gagnent des sympathies à la cause norvégienne. Si les Norvégiens ont fixé le jour de leur fête nationale au 17 mai, c'est parce qu'ils savent que sans la fameuse réunion d'Eidsvoll rien n'eût été possible. Cette fête nationale n'est jamais célébrée par des défilés militaires : elle est l'affaire d'orchestres d'enfants qui lui donnent un caractère allégorique. Personne, et surtout pas l'étranger en visite, n'est alors laissé à sa solitude, bien que les fanatiques de la liberté que sont les Norvégiens aiment certes à s'isoler complètement de temps à autre.

Mais ce jour-là, ils partagent la joie de l'indépendance retrouvée.

ANNE-MARIE BORGEAUD.

## CORRESPONDANCE

### A propos de la bataille d'Angleterre

M. Jacques Sigot nous écrit à propos de l'article consacré à la bataille d'Angleterre (Le Monde daté 14-15 juillet) pour préciser le sort des Britanniques en France à l'époque :

Vers le 15 août, et ce pendant trois ou quatre jours, tous les civils anglais ou originaires de l'Empire, ont été arrêtés sur l'ordre des autorités allemandes et internés dans des camps de concentration. Tous ceux qui vivaient dans l'ouest de notre pays, parfois depuis très longtemps, furent dirigés sur Montreuil-Bellay, où existait un stalg aménagé par l'ennemi dans une ancienne poudrière construite de janvier à juin 1940 par des réfugiés espagnols enrégimentés par l'administration française. Les femmes, elles, furent

envoyées à Besançon. Au début de l'hiver, on videra Montreuil-Bellay et on expédia les prisonniers à Saint-Denis, près de Paris. Les couples furent regroupés à Vittef. L'internement ne prit fin qu'à la libération de Paris.

Le grand camp de Montreuil-Bellay fut, dès 1941, récupéré par les Français, qui y enfermèrent les Triganes qu'ils avaient internés dans une multitude de petits centres bien avant l'arrivée des Allemands et dans lesquels ils les maintinrent bien après la libération du territoire.

Histoire peu connue, dont il faudra bien parler un jour. Toujours est-il qu'ainsi la bataille d'Angleterre se déroula aussi en France.

## LES DEVOIRS DES Désarrois

Les désarrois, c'est-à-dire les personnes qui, pour diverses raisons, ne sont pas en mesure de remplir leurs obligations légales, sont nombreux. Ils peuvent être dus à une incapacité physique ou mentale, à une absence de ressources financières, à une situation de précarité, etc. Les pouvoirs publics ont le devoir de leur venir en aide, en leur fournissant des services sociaux, des aides financières, etc. Les désarrois sont un problème complexe, qui nécessite une approche globale et coordonnée.

## Enchaîné avec le versaire

La situation, dans les pays développés, est en constante évolution. Les défis sont nombreux : vieillissement de la population, chômage de longue durée, précarité, etc. Les pouvoirs publics doivent adapter leurs politiques et leurs services pour répondre à ces nouveaux défis. La coopération internationale est également essentielle pour faire face à ces problèmes globaux.

## Une série de en All

Les séries de données sont essentielles pour l'analyse et la prise de décision. Elles permettent de suivre l'évolution de phénomènes complexes et d'identifier des tendances. Les séries de données peuvent être temporelles, spatiales, ou combinées. Elles sont utilisées dans de nombreux domaines, tels que l'économie, la médecine, l'écologie, etc. La qualité et la fiabilité des données sont primordiales pour garantir l'efficacité des analyses.

## Maroc

Le Maroc est un pays riche en histoire et en culture. Il a connu de nombreuses transformations au cours de son histoire. Aujourd'hui, le Maroc est un pays moderne et dynamique, qui s'engage activement dans le développement économique et social. Les Marocains ont fait de nombreux progrès, mais il reste encore beaucoup à faire pour améliorer la situation de tous.

مكتبة الأمل

# Etranger

## LES DÉBOIRES DES SERVICES SECRETS

### Désarroi à Bonn

(Suite de la première page.)

On ignore pour le moment si la défection du super-agent ouest-allemand aura des conséquences pour les autres services occidentaux, notamment pour les Américains, qui travaillent en étroite collaboration avec le siège du BND, près de Munich.

Les circonstances de cette défection restent assez mystérieuses. Le secrétaire d'Etat à l'Intérieur a indiqué que, compte tenu de la personnalité à problèmes de l'individu, souffrant de dépression et d'éthylisme, ses supérieurs croyaient davantage à un geste irrationnel plutôt qu'à une collaboration de longue durée avec les services d'Allemagne de l'Est. Cela reste à prouver.

#### En cheville avec l'adversaire

La disparition, dans les semaines qui ont précédé, de la secrétaire du ministre de l'Économie, d'une documentaliste de la Fédération des réfugiés et d'un employé du ministère de la Défense, qui ont probablement tous été raptés à Berlin-Est, laisse penser que, depuis quelque temps au moins, Tiedge travaillait en cheville avec l'adversaire. Ursula Richter, la documentaliste de l'Union des réfugiés de l'Est, s'est évanouie dans la salle de l'assemblée même du jour où l'ordre avait été donné de la surveiller étroitement. Or le responsable chargé de l'enquête s'était autre que Tiedge lui-même.

On ne dispose pas plus d'informations sur les raisons qui ont poussé Berlin-Est à retirer précipitamment ses agents, provoquant ainsi la découverte de Tiedge. Le fait que Sonia Lénineburg, la secrétaire du ministre de l'Économie, se soit sentie menacée parce qu'elle devait à nouveau faire l'objet de l'enquête périodique de sécurité à laquelle sont astreints les fonctionnaires habilités au secret, ne paraît pas à lui seul suffisant. Des informations contradictoires, en revanche, sur le cas d'Ursula Richter, qui serait l'agent de liaison de la première et qui aurait déjà fait l'objet d'une enquête discrète il y a plusieurs mois, toujours sous la responsabilité de Tiedge.

D'après la réaction de ses chefs, qui ont en moins donné l'impression aussi longtemps que possible de refuser de croire à la possibilité de son passage à l'Est, le transfuge a joué jusqu'à son dernier moment d'une confiance aveugle de tout soupçon. Ses problèmes personnels étaient pourtant un sujet de préoccupation constant pour les responsables du Bundesverfassungsschutz, mais ils avaient voulu attendre, selon le quotidien *Die Welt*, l'arrivée, début août, du nouveau chef de l'Office, M. Holger Pfahls, pour que l'on pose sérieusement la question de savoir si on pouvait le maintenir dans ses importantes fonctions.

Dans ces conditions, personne ne comprend très bien pourquoi on a cherché, à Cologne, à accré-

diter, jusqu'à vendredi matin, c'est-à-dire jusqu'à l'annonce officielle par l'agence ouest-allemande ADN de l'arrivée en RDA de Tiedge, la thèse qu'il n'y avait pas forcément de lien entre sa disparition et les truis autres qui l'avaient précédée. Jeudi soir, on laissait encore entendre à Cologne, au siège du Bundesverfassungsschutz, qu'il pouvait s'agir d'un suicide. Après la disparition de Tiedge, l'alerte n'aurait été donnée que fort tard. Même si certaines mesures de précaution ont été prises, l'ordre de l'intercepter aux frontières n'a été donné que mercredi dernier, selon le secrétaire d'Etat à l'Intérieur, M. Neusel.

#### Responsabilités

Les critiques des responsables politiques et de la presse se concentrent, en fin de semaine, sur cet aspect de la question. Le secrétaire d'Etat à l'Intérieur a tenté d'expliquer, vendredi, qu'il aurait été tout aussi dangereux de mettre Tiedge à l'écart en raison de ses problèmes personnels plutôt que de le maintenir en fonction et de tenter de l'aider. Mais ces explications n'ont convaincu personne.

En point de mire, figure aujourd'hui M. Herbert Hellensbrich, qui a été président du Bundesverfassungsschutz de 1983 à 1985, avant d'être nommé tout récemment à la tête du Bundesnachrichtendienst par le chancelier Kohl. Il ne fait pas de doute que, comme l'année dernière pour les

services de renseignement de l'armée, après le scandale provoqué par le limogeage du général Kieselring, alors adjoint au commandant en chef de l'OTAN et accusé fausement de fréquenter les bars londoniens de Cologne, une sérieuse réorganisation du Bundesverfassungsschutz sera nécessaire.

L'ensemble des partis politiques jouent pour le moment la carte de la solidarité avec le gouvernement. Le chef du groupe parlementaire social-démocrate, M. Hans-Jochen Vogel, a indiqué que son parti était prêt à jouer un rôle constructif et ne voulait pas lancer d'accusation en l'air avant d'avoir tous les éléments d'information. Il n'en a pas moins, dans une interview, mis en cause les responsabilités du ministre de l'Intérieur, M. Zimmermann, dans son rôle de supervision du Bundesverfassungsschutz, qui est placé sous la tutelle de son ministère.

Quant aux conséquences sur les relations avec la RDA, la tendance est plutôt, pour le moment, à vouloir tenter de calmer les choses. Aussi bien M. Vogel que M. Franz-Josef Strauss, le chef du parti social-chrétien de Bavière, ont fait des déclarations prudentes à ce sujet. « *La République fédérale d'Allemagne*, a déclaré M. Strauss, ne vacille pas pour une telle affaire. Sa sécurité ne va pas s'effondrer. »

HENRI DE BESSON.

« L'homme qui fait couler beaucoup d'encre depuis hier a été plusieurs fois révoqué dans les différents organes de la presse allemande. Dans ces conditions, il n'est pas étonnant qu'il ait été limogé. Si l'on se croit l'agence ouest-allemande ADN, vraisemblablement bien informée, c'est le dernier prétexte qui est le bon. »

## LES ACCUSATIONS AMÉRICAINES CONTRE LE KGB

### La poudre destinée à « repérer » les diplomates serait inoffensive

Un certain mystère continue d'entourer les accusations portées par les États-Unis contre le KGB, selon lesquelles les services secrets soviétiques utiliseraient une poudre potentiellement dangereuse afin de marquer les diplomates américains en URSS et de repérer leurs contacts. Aux États-Unis mêmes, un professeur de l'université de Californie, M. Bruce Ames, cité par l'agence Reuters qui le présente comme l'inventeur de ce procédé d'observation, a estimé que l'usage de la poudre en question, le NPPD, ne comportait probablement que des risques « très réduits », compte tenu de la faible quantité utilisée. Le café et les aliments courants contiennent vraisemblablement plus de facteurs cancérogènes naturels, a-t-il ajouté.

A Washington, cependant, le porte-parole du département d'État, M. Charles Radman, a déclaré, vendredi 23 août, que les révélations sur

cette affaire avaient été motivées par « des préoccupations humanitaires pour les employés » de l'ambassade des États-Unis à Moscou. Il a laissé entendre que rien n'était pour autant changé dans la politique américaine envers l'URSS. « Nous avons l'intention de maintenir le sommet (Reagan-Gorbatchev), a-t-il dit, et la prochaine rencontre avec le ministre soviétique des affaires étrangères, M. Chevardnadze. »

L'organe du gouvernement soviétique, les *Izvestia*, a repris vendredi la thèse de la provocation déjà formulée dans la note de protestation adressée par Moscou à Washington et met expressément en cause la CIA. Tout se passe, écrivent les *Izvestia*, « comme si quelqu'un s'était pas pris en tête de troubler les relations soviéto-américaines en prédisant la voie de la normalisation ».

## AUX ÉTATS-UNIS

### Premier essai d'un missile MX à partir d'un silo souterrain

Les États-Unis ont procédé, pour la première fois, vendredi 23 août, au tir d'un missile MX à partir d'un silo souterrain, dans des conditions quasiment opérationnelles, a annoncé le Pentagone. Le missile avait pour cible l'atoll de Kwajalein, dans l'archipel des Îles Marshall, dans le Pacifique, distant d'environ 6 500 kilomètres de la base aérienne de Vandenberg, en Californie, d'où le tir a été déclenché.

Le vol s'est déroulé sans encombre. « L'essai est un succès, tous les objectifs ont été atteints », a précisé un porte-parole de la base de Vandenberg. Le fusée, qui peut transporter jusqu'à dix charges nucléaires, a libéré six ogives non armées sur sa cible dans le Pacifique sud, à l'issue d'un vol de treize minutes. Huit tests avaient déjà eu lieu précédemment, mais à partir d'une plate-

forme et non d'un silo souterrain. Vingt essais sont prévus au total.

Les MX sont destinés à remplacer les vieux missiles Minuteman déployés dans des sites renforcés du Wyoming et du Nebraska. L'armée de l'air américaine a l'intention de mettre en place les dix premiers, sur un total de cinquante dans la construction a été approuvée par le Congrès, d'ici à décembre 1986. — (AFP, Reuters.)

« Le colonel Kadhafi va se rendre aux Nations unies. Le colonel Kadhafi assistera à la session du 40<sup>e</sup> anniversaire de l'Assemblée générale des Nations unies dont la séance inaugurale aura lieu le 17 septembre, a annoncé un porte-parole de l'ONU. Il s'agira du premier voyage du colonel Kadhafi aux États-Unis. — (Reuters.)

## Une série de défections spectaculaires en Allemagne de l'Ouest

Les services de sécurité est-allemands, qui dirigé M. Markus Wolf, n'en sont pas à leur coup d'essai. L'histoire de l'espionnage entre les deux États allemands est ponctuée de défections spectaculaires, de révélations fracassantes, dont les plus mémorables restent celles qui désignèrent un jour, de l'année 1974 le bras droit du chancelier fédéral de l'époque comme l'espion numéro un. Günther Guillaume s'était installé à l'Ouest en 1950 et avait gravé les défections d'un brillant carrière politique qui l'avait conduit jusqu'à l'entourage direct de M. Willy Brandt. Arrêté en 1974, il avait été condamné à treize ans de prison en République fédérale. Il fut échangé en 1981, contre des espions ouest-allemands et coule actuellement des jours tranquilles en RDA. La découverte de ses activités avait coûté à M. Willy Brandt son poste de chancelier. Elle avait entraîné aussi la démission de M. Günther Nolau, le chef de l'Office fédéral de la protection de la Constitution (BfV), autrement dit les services de renseignement ouest-allemands.

Le BfV, dont le diviseur contre-espionnage aubait aujourd'hui un revers cinglant, avait déjà, à l'époque, connu bien des revers.

Ces quelques années après sa création, en pleine période de guerre froide, le premier de ses directeurs, Otto John, faisait

défection et passait en RDA. Il en revint un an plus tard, en 1954, en affirmant qu'il avait été victime d'un enlèvement. Les juges ne se laissèrent pas convaincre, et il fut condamné à quatre années de prison.

Les « affaires » défilèrent ensuite à un rythme régulier. En 1960, le monde politique de Bonn découvrit avec consternation qu'Alfred Frenzel, député social-démocrate, travaillait pour les services secrets tchécoslovaques. Un an plus tard, le chef du service Union soviétique du contre-espionnage fut démasqué, après dix ans d'activités au service de Moscou. Condamné à quatre ans de prison, il fut échangé en 1969.

En 1968, on apprit le même jour la mort de l'ami Lütke, détaché au quartier général de l'OTAN, et le suicide du général Wendland, le numéro deux du contre-espionnage ouest-allemand. La série n'était pas close : onze autres personnes liées aux services secrets allaient se donner la mort dans les deux mois suivants. Toutes étaient menacées par les révélations d'un colonel du KGB, Evgeni Runge, passé à l'Ouest quelques mois plus tôt.

En 1971, la direction du BfV était à nouveau l'objet d'un scandale, mais d'une autre nature : on apprenait que son directeur, Herbert Schrubbers, avait été procureur dans les procès des

nazis contre les communistes allemands, et il dut se démettre.

#### Quelques beaux succès

Malgré des déboires récurrents, le BfV a aussi à son actif quelques beaux succès. Entre 1969 et 1979, il a pris au contraire à la fuite vingt secrétaires-espionnes. L'année record de cette chasse fut 1979, avec la mise hors de combat de six « Mata-Hari d'antichambre », comme les appelle la presse ouest-allemande.

Autres beaux succès : ceux de l'affaire Werner Stiller, ex lieutenant des services est-allemands dont la défection, en 1979, avait permis d'arrêter trente agents de la RDA et d'acquiescer de solides connaissances sur les méthodes de travail de leur chef, Markus Wolf, à qui l'on prête un faible pour l'utilisation de personnels féminins.

Il n'en reste pas moins que les alliés de la République fédérale ont eu fréquemment à subir les effets des défections du contre-espionnage ouest-allemand. A l'autonne dernier encore, ils ont appris que les plans de l'aviation de combat italo-germano-britannique avaient été livrés à l'URSS par l'ingénieur Manfred Rotsch. Le passage en RDA de Hans Joachim Tiedge, qui aujourd'hui d'être un coup sévère pour les services de contre-espionnage des alliés.

## Maroc

• DES CHRÉTIENS AMNISTIÉS PAR HASSAN II. — Des chrétiens détenus dans les prisons marocaines ont été amnistiés par le roi Hassan II et devaient être libérés ce week-end, a-t-on appris de source diplomatique à Rabat. Le nombre des bénéficiaires de la clémence royale n'a pu encore être précisé, mais parmi eux figurent neuf Espagnols, cinq Italiens et trois Britanniques. Plus de cent ressortissants européens et américains purgent actuellement des peines de prison au Maroc. — (Reuters.)

## Irlande du Nord

### Erreur mortelle de l'IRA

L'Armée républicaine irlandaise (IRA) a annoncé vendredi 23 août qu'elle « regrette profondément » d'avoir abattu « par erreur » dans un pub de Strabane, un homme de soixante-cinq ans, Daniel Mallon. Deux hommes avaient fait irruption dans le pub et visé à la tête ce commerçant retraité.

Il pensait, précise l'organisation, avoir affaire à Harry Hamilton, un entrepreneur de la ville qui, parce qu'il effectuait actuellement des travaux de réparation pour la commission, figure sur la liste noire de l'IRA. La semaine dernière, un autre entrepreneur, qui avait construit des bâtiments préfabriqués pour la police a été assassiné à Dublin.

Ce n'est pas la première fois que l'IRA reconnaît ainsi s'être trompée. Plusieurs personnes ont été victimes de ces erreurs sanglantes. L'organisation ne juge pas pour autant devoir se départir de son rôle de « justice » : dans le même communiqué, elle annonce que des « meurtres » seront prisés dorénavant contre les auteurs de délits tels que le vol à main armée ou les cambriolages dans les quartiers catholiques. — (AFP.)

## Grande-Bretagne

### LA MODERNISATION DES IMPRIMERIES DE PRESSE LONDONIENNES

### Le patron du « Daily Mirror » engage le combat contre le syndicat du Livre

#### De notre correspondant

Londres. — Pour la deuxième journée consécutive le *Daily Mirror*, deuxième quotidien britannique par son tirage (trois millions quatre cent mille exemplaires), était absent des kiosques samedi 24 août : de même que *Sporting Life*, journal des courses, dont la transformation est à l'origine du conflit qui oppose M. Robert Maxwell, patron du groupe, au syndicat du Livre, le National Graphical Association (NGA) (le *Monde* du 24 août). Une rencontre entre les principaux protagonistes vendredi soir n'a rien donné et, sous réserve d'un improbable accord de dernière heure, la parution des deux journaux du dimanche que possède le groupe, le *Sunday Mirror* et le *Sunday Pictorial* (trois millions d'exemplaires chacun) restait enlevée samedi matin, conformément à la décision prise jeudi soir par M. Maxwell.

Forte personnalité, des plus controversées (1), M. Maxwell, malgré l'étiquette travailliste qu'il revendique, et au risque d'une paralysie prolongée du groupe qu'il a racheté l'an dernier, parvint à résoudre à en déduire « une bonne fois pour toutes » avec la NGA. Ce puissant syndicat est accusé de toutes parts aujourd'hui d'empêcher ou de freiner les changements de l'ensemble des dirigeants de la presse estimant nécessaires. L'enjeu de la confrontation est de taille et pourrait être déterminant pour l'avenir de Fleet Street, fief de la presse londonienne. M. Maxwell, sait que, pour une fois, il peut au moins compter sur l'attention bienveillante de ses pairs, en majorité conservateurs, qui le considèrent habituellement plutôt comme un trouble-facteur.

La cause directe du conflit ne semble pas si grave. Sans réduire les emplois, M. Maxwell voulait confier à une société indépendante du groupe la composition de *Sporting Life* (soixante-dix-sept mille exemplaires) sans remettre pour autant en cause les conditions d'impression. Les membres de la NGA ont protesté en déclenchant une grève partielle dans les ateliers, ce qui, selon M. Maxwell, aurait fait perdre, mercredi, sept cent cinquante mille exemplaires du *Mirror*. C'est ainsi que M. Maxwell a soudain décidé d'arrêter, « jusqu'à nouvel ordre », toute la production du groupe qui emploie plus de cinq mille personnes.

Il a précisé que, dès son arrivée à la tête du *Mirror*, il avait prévu le syndicat qu'il n'hésiterait pas à prendre une telle mesure en cas de rupture des conventions. Pour justifier leur action, les représentants de la NGA font valoir que le transfert de la composition de *Sporting Life* n'est vraisemblablement qu'un début. Ils savent que M. Maxwell, comme d'autres patrons de presse, projette de créer de nouvelles imprimeries ultra-modernes en dehors de Fleet Street dans le quartier des anciens docks de Londres (2).

Bien sûr, comme partout ailleurs, qui dit modernisation dit inévitablement transformation complète des conditions de travail, de difficiles reconversions et de nombreuses suppressions d'emplois. Un exemple ? Celui dont on ne cesse de parler avec espoir ou crainte depuis des mois dans toute la Grande-Bretagne : la « révolution » que représente l'initiative d'un tout nouveau venu, M. Eddy Shah, qui, grâce aux techniques les plus récentes (photocomposition entièrement intégrée, impression offset simulta-

née dans plusieurs villes), s'apprête à créer avant la fin de l'année un quotidien national — en couleur — avec trois fois moins d'employés et des coûts de production incroyablement réduits. Mais la révolution tient surtout au fait que M. Shah vient de conclure un accord avec un syndicat de techniciens tout à fait étranger à Fleet Street, et qu'il se passe ainsi complètement des services de la NGA ou de Sogit 82, l'autre syndicat du livre.

M. Shah, qui fait fortune en publiant des journaux gratuits en province n'est pas un inconnu. Profitant des nouvelles lois réglementant l'activité syndicale, et avec la bénédiction évidente de M. Thatcher, M. Shah avait remporté en 1982 une victoire retentissante sur la NGA dans ses imprimeries de Manchester, en étant le premier à refuser le système du monopole de la représentation syndicale obligatoire, qui a toujours été en vigueur dans la presse et est encore très répandu dans de nombreuses autres industries. Du coup, M. Shah ne manque pas depuis d'appuis financiers, et son expérience est attendue avec intérêt, non seulement à Fleet Street, mais encore dans l'ensemble du monde des affaires et aussi dans celui de la presse.

Or M. Maxwell s'était promis de répondre au défi de M. Shah, donc de rentabiliser la gestion du *Mirror*, et de l'imprimer en couleur. Sa volonté de mettre aujourd'hui au pas le syndicat du livre n'est sans doute pas étrangère à cette ambition.

FRANCIS CORNU.

(1) Voir le *Monde* du 27 juin.  
(2) De nouvelles installations sont prévues dans Docklands pour le *Daily Telegraph*, ainsi que pour le groupe du *Times*, qui appartient à M. Rupert Murdoch.

## هكذا من الأصل

HABITATION  
es secrets

Gehlen est

Le rapport Tricot consacré à l'affaire du « Rainbow Warrior », qui doit être publié dans les jours qui viennent, posera indirectement — quelles que soient ses conclusions — le difficile problème qu'ont à résoudre les démocraties face à leurs services secrets. Le dossier que nous publions n'entend pas apporter « la » réponse à cette question mais plutôt exposer les réponses qu'un certain nombre de démocraties qui nous sont proches ont tenté d'apporter à un problème qui relève peut-être de la quadrature du cercle.

révolue

## ● ÉTATS-UNIS : un contrôle théoriquement très strict de l'exécutif et du législatif

Correspondance

ment et les membres de la commission de contrôle, dont plusieurs appartiennent à l'opposition, sont bien souvent déterminants.

Le député social-démocrate Gerhard Jahn, l'un des pères de la législation et membre actuel de la commission de contrôle, reconnaît que celle-ci n'est pas sans faille.

« L'affaire du Rainbow Warrior de Greenpeace aurait pu arriver en RFA », estime-t-il, en soulignant toutefois que, dès les premières informations connues, la commission se serait mise au travail pour tâcher de tirer l'affaire au clair.

Si la loi ne peut permettre d'éviter toutes les bavures, souligne M. Jahn, en revanche, l'institution de la commission de contrôle a obligé les services secrets à être plus prudents.

Même si un gouvernement conservateur peut être tenté de laisser plus de marge de manœuvre à ses services, les risques politiques sont trop importants pour relâcher trop les rênes.

Les polémiques suscitées ces dernières années par les écoutes par le BND des conversations téléphoniques avec l'Allemagne de l'Est ou l'utilisation abusive de personnels infiltrés par l'Office de protection de la Constitution montrent que la pression reste forte.

L'époque où le général Gehlen, père du Bundesnachrichtendienst, faisait à peu près ce qu'il voulait, paraît bien révolue, quels que soient les regrets que certains peuvent encore nourrir sur l'efficacité de ses méthodes.

HENRI DE BRESSON.

Washington. — Les activités des services de renseignement américains s'exercent dans un cadre législatif et réglementaire précis mis en place avec la création de la Central Intelligence Agency (CIA) en 1947, et qui a été renforcé par la loi sur la surveillance des services de renseignement (Intelligence Oversight Act) de 1980. Ce texte a institu-

tionnel le contrôle du législatif sur le fonctionnement de la CIA, et notamment sur ses opérations « secrètes ».

Jusqu'à l'affaire du Watergate, dans laquelle la CIA était indirectement impliquée, aucune obligation légale n'imposait à cette organisation de rendre compte de ses activités, encore moins d'annoncer les opérations secrètes qu'elle envisageait. Le chef de l'exécutif pouvait simplement, à

son gré, faire part ou non aux leaders du Congrès des actions projetées.

Au sein de l'exécutif, diverses organisations exercent un contrôle et supervisent les activités de la CIA, à commencer par le Conseil national de sécurité (NSC), créé en même temps que la CIA. Il est composé d'un nombre restreint de personnalités, dont le président des États-Unis, le vice-président, le secrétaire d'État, le secrétaire à la Défense, le directeur de la CIA.

Depuis 1981, ce dernier est également membre du cabinet. Ainsi, M. Casey, l'actuel directeur de la CIA, est un personnage très important puisque, en plus de ses propres responsabilités à la tête de son organisation, il supervise les activités des autres organismes de renseignement, comme l'Agence nationale de sécurité du Pentagone, les services du département d'État, ainsi que ceux des trois armes (armée, marine, aviation).

Le contrôle de l'exécutif est également exercé par un conseil consultatif composé de personnalités n'appartenant pas à l'administration et qualifiées, par leur expérience et leur compétence, pour superviser le travail des organisations de renseignement et, au besoin, faire des recommandations. Ils ne sont pas rémunérés.

Dans le cadre de l'exécutif encore, le conseil de surveillance des services de renseignement (Intelligence Oversight Board), composé de trois membres, a pour mission de déterminer si les activités de la CIA sont conformes à la légalité. Cet organisme non partisan siège en permanence à la Maison Blanche. Il prépare également les directives à l'intention de l'ensemble des services de renseignement.

### Deux commissions du Congrès

Ainsi, la CIA est une institution officielle fonctionnant au grand jour. Néanmoins, son budget reste, selon la loi de 1949, de

révéler son organisation, son fonctionnement, le nombre et les noms de ses agents.

Néanmoins, un changement important est intervenu à la suite de diverses enquêtes du Congrès après le Watergate. Jusqu'à la loi de 1980, le directeur de la CIA était responsable uniquement devant le président et le Conseil national de sécurité, qui évaluaient les propositions de missions et les actions de contre-espionnage. Aujourd'hui, le directeur de la CIA doit également rendre compte au législatif, c'est-à-dire à deux commissions du Sénat et de la Chambre, composées en nombre égal de membres des deux partis. Le principe essentiel établi par la législation de 1980 est que l'exécutif doit informer le Congrès à l'avance ou en temps opportun des opérations « secrètes » des services de renseignement. A tout moment, les membres des commissions peuvent demander des explications spécifiques.

La loi interdit l'emploi de fonds publics pour les opérations secrètes, sauf quand le président décide que, en raison de circonstances exceptionnelles, la mission envisagée est « essentielle » pour la sécurité du pays. Dans ce cas, le président est obligé par la loi d'informer les membres des commissions de l'autorisation donnée à des opérations justifiées par des circonstances exceptionnelles dont l'appréciation est laissée à sa discrétion.

Pratiquement, les propositions d'opérations « secrètes » sont étudiées par un groupe restreint au sein du Conseil national de sécurité, comprenant le président, le vice-président, le secrétaire d'État et le secrétaire à la Défense, qui se réunissent sans leurs adjoints.

### Des précautions

Même les libéraux de la gauche du Parti démocrate estiment que le système de surveillance et de contrôle mis en place à la suite du Watergate, bien qu'il soit des mesures de précaution ont été prises. Le directeur de la CIA, et son adjoint, nommés par le président, doivent recevoir l'aval du Sénat.

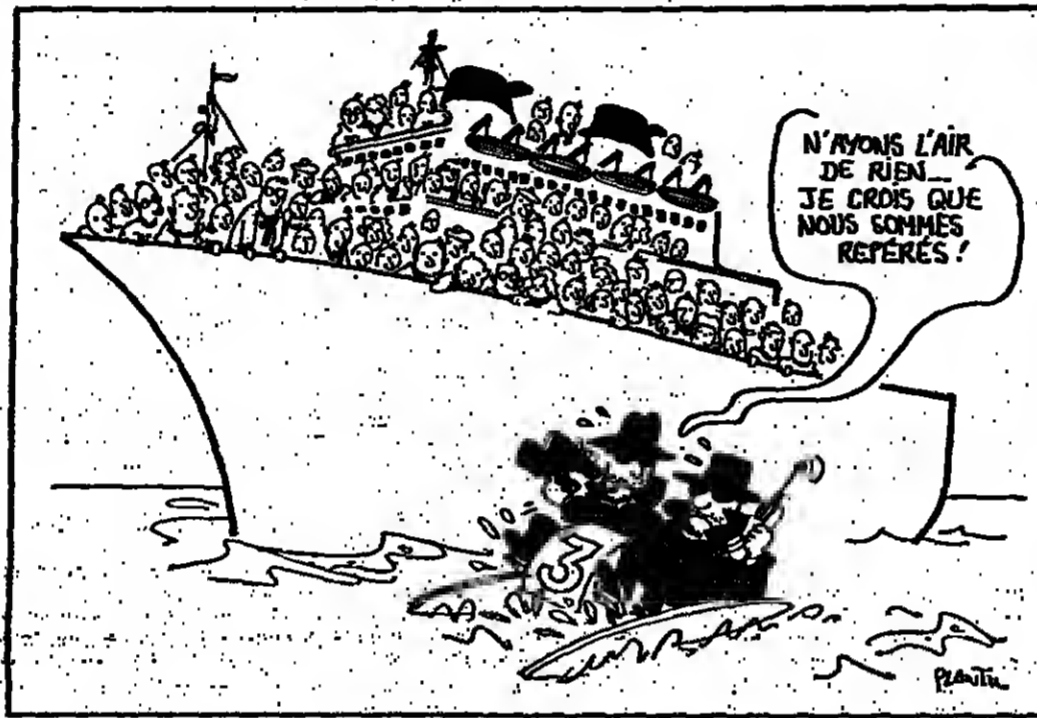
« Ils peuvent être choisis parmi les civils ou parmi les militaires d'active ou de réserve, mais il est exclu que les deux postes soient occupés par des officiers. Au sein du législatif, les membres des commissions du Congrès sont nommés pour huit ans au Sénat et pour six ans à la Chambre, cela pour éviter qu'ils ne soient trop « conditionnés » par les services sur lesquels ils exercent leur surveillance.

Enfin, une ordonnance du président interdit de recourir à l'assassinat ou, comme on le dit pudiquement, à une « liquidation physique », sauf dans le cadre d'une action militaire autorisée. Théoriquement, la CIA ne doit pas être impliquée dans une opération militaire. En pratique, au Nicaragua comme au Liban, la CIA finance et appuie divers groupes paramilitaires.

À dire vrai, la coopération entre la CIA et le Congrès dépend essentiellement de la personnalité de son directeur. Les « professionnels » de la CIA voudraient que leur organisation se concentre sur la recherche, l'évaluation des renseignements. Mais quand le directeur de la CIA est un homme politique comme M. Casey aujourd'hui, des heurts sont inévitables avec le Congrès.

Sur l'Afghanistan, il existe un consensus, mais en ce qui concerne le Nicaragua, les vues de M. Casey ne sont pas celles de la majorité du Congrès. Aussi, malgré les dénégations de la CIA, une commission parlementaire s'est plainte de n'avoir pas été informée des opérations de minage du port nicaraguayen de Corinto.

HENRI PIERRE.



## ● GRANDE-BRETAGNE : le « non-être » des services de Sa Majesté

De notre correspondant

Londres. — Les Britanniques ont la réputation d'avoir été les maîtres du contre-espionnage moderne. Ce sont eux qui en ont fait un genre littéraire bien avant que Ian Fleming ne crée le célèbre personnage de James Bond.

Mais, pour autant, les services secrets de Sa Majesté n'existent pas. Officiellement du moins. C'est-à-dire qu'ils n'ont pas de nom, pas de statut légal et qu'aucun texte émanant du gouvernement ou d'un quelconque organisme d'État n'en fait mention. Secret total donc, bien que les activités du MI 6 et du MI 5 ne relèvent pas du tout de la fiction et que la presse ne se prive pas d'essayer de percer leur mystère, en dépit des « Notes D » adressées de temps à autre aux rédactions pour recommander qu'on les préserve.

Cette loi du silence portée à son comble n'est pas une précaution de pure forme. Elle fait remarquablement exception dans un pays où le contrôle du pouvoir dans le système parlementaire passe pour être un modèle. Elle laisse au gouvernement un domaine très réservé qui échappe complètement aux investigations — par ailleurs multiples et incessantes — des députés de Westminster. A ce sujet, leurs questions restent toujours sans réponse, sauf si un scandale majeur n'a vraiment pu être évité.

Le MI 6, autrement appelé Secret Intelligence Service, s'occupe du renseignement extérieur, fonction qui en fait à peu près l'équivalent de la DGSE. Le siège londonien de son état-major est situé à Century House où on ne trouve que cette indication anodine : « Government Communications Bureau ». L'espionnage serait-il pour les Anglais un prolongement de la diplomatie ? Le MI 6 dépend en tout cas du secrétaire au Foreign Office et les diplomates britanniques ont coutume de parler des « amis » en faisant allusion aux gens de ce service qui leur est adjoint.

Comme pour celle du MI 5 (contre-espionnage), la direction du MI 6 doit être en relation avec le cabinet du premier ministre. Personnage-clé et méconnu de la politique britannique, le secrétaire au cabinet, actuellement Sir Robert Armstrong, assure la coordination et préside pour ce faire un comité restreint chargé d'informer le chef du gouvernement. Mais ce contrôle s'est souvent avéré insuffisant car le MI 5 et le MI 6 profitent de leur « non-existence » et par conséquent de l'absence d'une réglementation précise de leur fonctionnement, ont acquis une indépendance, on ne peut pas dire autonome, que les gouvernements successifs, jusqu'à celui de M. Thatcher, ont fréquemment cherché à limiter avec plus ou moins de succès. L'autorité du premier ministre s'exerce en fin de compte essentiellement de manière dissuasive, par le pouvoir de nommer et de limoger le directeur général de chacun de ces services et au moyen de l'octroi de leur budget.

### Le « Special Branch »

Le MI 5 ou Security Service est placé sous la tutelle du ministre de l'Intérieur, le secrétaire au Home Office. Il a été fondé en 1909 pour contrebalancer les « menées » allemandes mais aussi françaises (l'Entente cordiale était alors très ou trop récente).

Selon différentes sources, mille cinq cents à deux mille personnes travaillent sous la responsabilité de la direction de Carzon Street, à laquelle on fait référence pudiquement dans les couloirs du gouvernement en parlant de la « boîte postale 500 ». Les activités du MI 5 qui a dû son développement au déclenchement de la guerre froide se sont traduites surtout par de nombreuses et spectaculaires expulsions de diplomates soviétiques. Le Royaume-Uni décline en Europe un record en la matière.

Mais les opérations de renseignement ou d'« intervention » du MI 5 sont de plus en plus orientées vers la

prévention du terrorisme de l'IRA et vers d'autres dangers qui paraissent à beaucoup moins évidents. Le bras armé du MI 5 est le « Special Branch » : il s'agit d'un organisme dont l'existence est reconnue depuis l'acte fait partie de la Metropolitan Police, soit Scotland Yard.

Le Special Branch a été fondé en 1883 pour lutter contre les activités républicaines irlandaises. Les effectifs s'élevaient aujourd'hui à quelque mille huit cents personnes qui travaillent en collaboration étroite avec la brigade anti-terroriste créée en 1976 à Scotland Yard également.

Pour certaines opérations, le MI 5 et le MI 6 peuvent également compter sur le renfort que constitue le Special Air Service (SAS), unité de commando d'élite, seul élément du dispositif d'ensemble des services d'espionnage et de contre-espionnage appartenant au ministère de la Défense. Les membres de cette unité ont fait leurs preuves en tant que meurtriers d'embassades aux hommes de l'IRA en Irlande du Nord et en préparant des jours à l'avance le débarquement aux Maldives en 1982. Mais les hommes du SAS peuvent servir aussi à d'autres emplois autre-ment apparemment moins glorieux.

En raison d'accords bilatéraux — et dissués — passés à la fin de la deuxième guerre mondiale avec les États-Unis, les services secrets travaillent en étroite relation avec les agences américaines. L'un des effets de cette alliance, quelquefois critiquée comme excessive par le Parti travailliste, a été la création de la SIGINT (Signals Intelligence) spécialisée dans l'interception des télécommunications internationales, principalement celles de l'Est.

C'est l'un des rognons les plus perfectionnés du système de défense occidental avec notamment les installations d'écoute des bases militaires britanniques de Chypre (1) et le centre de Cheltenham en Angleterre (ou Government Communications Headquarters, GCHQ) qui était soudain placé sous les feux de l'actualité fin 1983 quand M. Thatcher a décidé d'interdire toute ac-

tivité syndicale aux 6 000 membres civils du personnel.

Les services secrets britanniques ont connu beaucoup d'ennuis, notamment parce que, dans les années 50 et 60, ils ont été infiltrés au plus haut niveau par les Soviétiques. Retentissante affaire que celle de la défection de Kim Philby, chef de la section antisoviétique du MI 6 de la trahison de George Black, lui aussi du MI 6. Cruelle époque : en 1951, Guy Burgess et Donald Maclean, deux diplomates importants du Foreign Office disparaissent et passent à l'Est.

### Le zèle politique du MI 5

On dénoncera trop tard l'élitisme traditionnel des services secrets composés par leurs dirigeants et leurs cadres comme des clubs très fermés où se retrouvent en majorité des anciens d'Eton et de Cambridge ayant tendance à mépriser le gouvernement, surtout s'il est travailliste, et partageant souvent une homosexualité jugée de bon ton sinon un certain fétichisme, aujourd'hui révolue, pour le communisme.

Black, Maclean, Burgess correspondent plus que les autres à ce profil de même que Sir Anthony Blunt, sommité de l'histoire de l'art, attaché à la cour, qui a avoué en 1964 avoir fourni de très précieux renseignements aux Soviétiques, ce qui ne sera révélé publiquement qu'en 1979, après sa mort. De même que Michael Betancourt, un cadre du MI 5 arrêté l'an dernier pour avoir fait des offres aux Soviétiques.

Malgré les démentis du gouvernement de M. Thatcher, l'ancien directeur général du MI 5, Sir Roger Hollis (mort en 1973) continue d'être soupçonné d'avoir été un « super-espion » à la solde du KGB. Le recrutement des deux services a été élargi depuis une dizaine d'années, mais il paraît que l'esprit maison persiste.

Actuellement, le MI 5 fait l'objet d'autres soupçons : il se livrerait avec un zèle d'autant plus grand que la définition de ses fonctions est

ignorée, à la surveillance de plusieurs dirigeants syndicaux (dont M. Arthur Scargill, leader du Syndicat des mineurs) et des militants du mouvement pacifiste. Cette tâche du MI 5, qui n'est pas nouvelle, serait devenue nettement impérieuse depuis l'arrivée au pouvoir de M. Thatcher qui, durant la grève des mineurs, a provoqué de vives protestations de l'opposition en démantelant les agissements des « ennemis intérieurs ».

« Au début de cette année — on l'en est souvenu au moment du récent ajournement d'une émission de la BBC sur l'Irlande du Nord — les députés conservateurs avaient demandé la suppression d'un programme de la télévision indépendante contenant les révélations de deux anciens agents du MI 5 (le Monde du 23 février). Ces derniers faisaient savoir qu'une unité particulière du MI 5 était chargée de ce type de surveillance politique en ayant recours à tous les moyens de la lutte clandestine moderne : infiltration, micros, écoutes téléphoniques, viol du domicile et de la correspondance.

Sir Harold Wilson, ancien premier ministre travailliste, avait accusé auparavant le MI 5 de l'avoir surveillé. Et, il y a quelques jours, l'Observer a fait scandale en indiquant que le MI 5 était « consulté » pour le recrutement d'une partie du personnel de la BBC (le Monde des 20 et 21 août). Plusieurs enquêtes effectuées par des journalistes ont montré que, depuis longtemps, le MI 5 joue un rôle de consultant pour l'attribution de nombreux postes de l'administration publique et se trouve même sollicité pour l'embauche de cadres supérieurs de grandes entreprises privées.

FRANCIS CORNU.

(1) Sept militaires britanniques affectés au centre d'écoute de Chypre compulsaient actuellement devant la justice pour avoir transmis de multiples documents et renseignements à une « puissance étrangère » (le Monde des 7-8 juillet).

# Etranger

## LAOS

### L'appel des âmes

Depuis une douzaine d'années, l'ancien royaume du Laos est devenu une République démocratique et populaire, « protégée » du Vietnam socialiste. Pourtant, les Laotiens n'ont pas rompu avec leur tradition légendaire — et plus souriante — de fêter chaque occasion, et les bouns acceptent bien des prétextes.

#### Correspondance

Vientiane. — Dans la lumière du petit matin, les bois à offrandes luisent. La longue file des bonzes drapés de safran passe dans l'avenue Lane-Xang devant les portraits des « quatre barbus » : Marx, Engels, Lénine, Ho-Chi-Minh. Contrastes quotidiens d'une société qui, après les destructions de la guerre américaine et souvent difficiles d'une expérience socialiste, cherche à garder son sourire et son charme en dépit des pesanteurs diverses de ce genre de régime.

#### Faire la fête

« Y en a, y en o pas : y en o, y en a pas » ; ainsi résume, dans les oreilles du profane, la litanie des bonzes. Le vénérable Toogsa donne le signal et tout le monde se tait. Il enchaîne sur un marmure où les rimes en « thor » soulignent l'origine sacrée des mots sacrés. De temps à autre, l'assistance intervient en s'exclamant. Bientôt, chacun des participants retrouvera ses nombreuses âmes, guidées par les fils de coton qui les relient à l'autel-bouquet central. Pour marquer la convivialité de ce sou khouane (appel des âmes) ou bacci, chacun attachera au poignet de son voisin un fil de coton qu'il faudra garder ainsi quelques jours. Vieille cérémonie du fond des temps, récupérée par le bouddhisme, cet aspect quasiment initiatique des cérémonies religieuses est bien vivant dans le jeune Laos « démocratique et populaire » d'aujourd'hui.

Ici, en 1985 comme avant la « révolution », toutes les occasions sont bonnes pour faire la fête : le départ d'un ami en province ou le retour du fils qui a fini ses études à Cuba ou à Moscou ; à moins que ce ne soit le séjour estival d'un des enfants de la famille, qui, habitant en Occident depuis des années et n'ayant pas pris trop ostensiblement part à des manifestations contre le régime, a pu obtenir un visa pour venir passer ses vacances. Ou pour la sortie de prison d'un cadre « ensamkhé » (la Bastille de Vientiane s'appelle Samkhé) enfin relâché et libéré. Ou pour un retour d'un camp de rééducation du Nord. Mais celles-ci auront un petit goût d'amertume, car on pense aux absents — expatriés, encore détenus ou disparus.

La fête se termine bien arrosée à l'alcool de riz, sans oublier le repas : un délicieux khao poun, ce carry de nouilles fraîches qui, des pagodes de Mandalay en Birmanie à Wat Chantarakong, petit temple khmer perdu en plein Saïgon, marque les fêtes bouddhiques.

Les petites fêtes sont quasi quotidiennes pour qui s'intéresse non aux affaires d'Etat mais au vécu quotidien du Phou Thamada (le « Lao de base »). Ainsi, par exemple, les fêtes pour reconnaître une âme de l'école, ou une façade de la pagode. Trois à dix instrumentistes, avec leur khaen, violon lao, leurs percussions, ou simplement leur voix, passent en musique dans la rue, dans les marchés. Et dansant le rambon, danse populaire, les femmes présentent aux passants les bois à offrandes où chacun glisse son obole, tandis que, au deuxième plan, d'autres femmes fabriquent des guirlandes avec des fleurs.

Etranges, ces billets aux effigies fort padivas (révolutionnaires) flottant en longues lanières, bleues pour celles faites avec des billets de 1 kip, vertes pour les billets de 5 kips, rouges pour ceux de 20 kips...

Lors des grandes cérémonies qui rythment l'année bouddhique,

l'on voit l'étonnant enchevêtrement entre une révolution qui cherche à « changer les rapports de production et libérer les forces productives », s'inspirant peut-être trop de modèles nés ailleurs et en d'autres temps, et une ferveur joyeuse tournée vers une religiosité assez païenne, si ce n'est paillard... Boun bang say, la fête des fusées, en est un exemple frappant. Vient restes des appels aux Phi faun (génies de la pluie), c'est en plus un concours entre les villages : quel sera celui qui aura la fusée la plus belle, la plus puissante ? Cris, rires, chants, souvent bien grognés, saluent les départs des projectiles. Certains vont assez loin (suffisamment pour que des maisons soient régulièrement incendiées) : d'autres s'écarteront après une trajectoire comme celle d'un sautoir.

C'est la période où le lao tho, espèce de bière de riz très sucrée, coule à flot : tel « camarade » connu pour être un des durs de son quartier a bien du mal à se tenir debout...

#### Courses de pirogues

Si tout est loin d'être rose (sans jeu de mots) en République démocratique et populaire du Laos, on y fait la fête de bon cœur, et peut-être plus souvent qu'il ne faudrait pour un fonctionnement efficace des instances administratives.

On retrouvera le « camarade » cité plus haut lors des cérémonies de khao poun, l'entrée dans le carême bouddhique. Il sera alors occupé à faire dévotement ses tours de pagode pour aller déposer aux pieds du Bouddha ses cierges et ses trois bâtons d'encens.

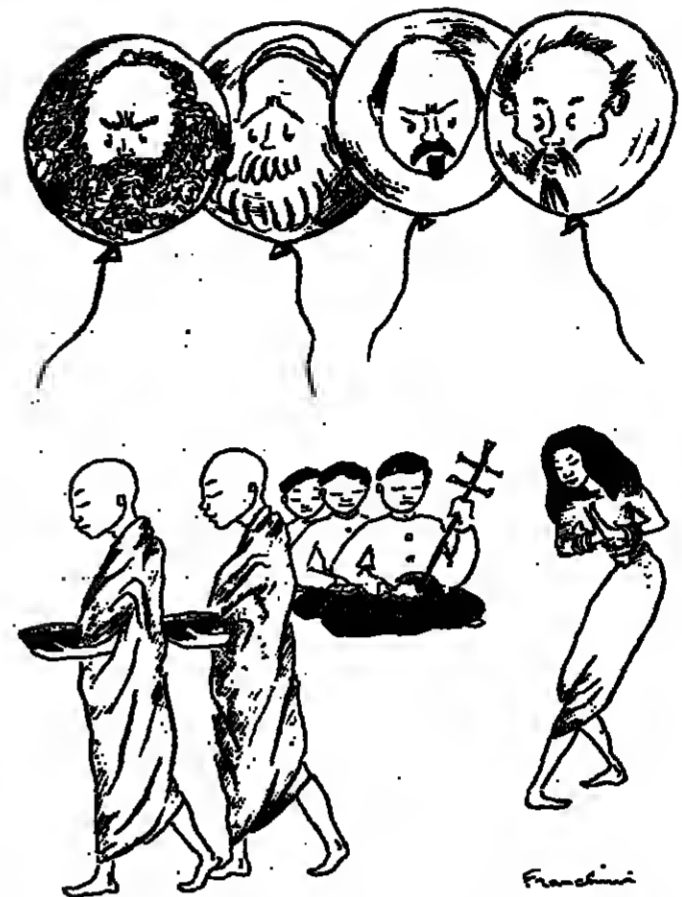
Le boun soung hua, fameuse fête des pirogues, est sans doute plus belle à Louang-Prabang, où le raserement des rives du Mékong rend l'observation du spectacle plus aisée. Elle prend dans la plaine de Vientiane l'allure de ces innombrables fêtes de campagne qui animent les soirées d'août en France.

Chaque village, chaque quartier même, a sa pirogue et son équipe de rameurs. La moindre ligne droite de la Nam-Ngun, la moindre boucle du Mékong, abrite une course haute en couleur. Celle du « kilomètre 6 » sur la route de Tha Deua (en aval de Vientiane) vit cette année une compétition féroce entre l'équipage du village de Souan-Mon et celui de Chinaymo.

La course de Vientiane, plus classique dans son style, ressemble étonnamment à celle qui se déroule à la même époque sur la Chao Praya à Bangkok. Mêmes barges traditionnelles élastiques et même foule agglutinée sur le quai... Simplement, les Blancs qui se mêlent aux robes safran des bonzes ne sont pas des touristes occidentaux ou des GI's américains, mais des « experts » des pays frères.

La tribune officielle accueille le Tout-Vientiane : membres de la communauté diplomatique qui voisinent avec de hauts responsables du gouvernement. Vendeurs de ballons ou de places qui alternent avec les petites marchandes vietnamiennes qui, depuis un demi-siècle, approvisionnent la capitale en cha gio (pâtés roulés vietnamiens).

Un soir, les berges des cours d'eau s'animent. Des milliers de petits luminaires descendent les chemins escarpés sur les rives concaves, en petite douce dans la convexité des méandres qui mènent à l'eau courante. C'est la cérémonie du loy kratong, où chacun se débarrasse, au fil de l'eau, des méfaits de l'année, sous la forme d'un petit panier de feuilles de bananier orné de fleurs, de bâtons d'encens et de petits cierges. En contrebas du quai Fanguan, à Vientiane, ou sur les berges de la Chao Praya, sur les petits cours d'eau qui parcourent les campagnes laotiennes ou de l'Issac (Nord-Est) thaïlandais, bonzes et citoyens, officiels et chao na (paysans), padikane et padivas (réactionnaires et révolutionnaires) iront, avec le même recueillement, déposer leur panier sur le



FRANCHINI.

fleuve, maître des eaux... Chacun, ensuite, se rend à la pagode proche pour prier et acquiescer ainsi quelques mérites pour la vie future. Ce peuple utilise le même mot — boun — pour désigner la fête et le bonus sur l'au-delà obtenu par des actes méritoires.

Certains diront : « Ça, c'est le libéralisme de règle à Vientiane, qu'en est-il dans la campagne ? » Un peu moins de jérôme, un peu moins de whisky thaïlandais de contrebande, plus de rambon et surtout du lao hay, l'alcool de jatte que l'on boit dans de grandes poteries avec des tiges creuses de feuilles de papayer...

#### Manifestations de masse

Certes, les révolts matinales pour aller « spontanément » aux grandes manifestations de masse (les thèmes abondent, notamment avec les atteintes territoriales sur ces fameux trois villages de la province de Sayaboury) ne sont pas toujours très appréciées par la population. Ils sont tellement peu laos... Mais combien de réunions

dites « politiques », dans les villages ou les quartiers de la ville, n'ont pas d'autre but que d'organiser un boun samaki (fête de la solidarité). Petits bals « popu », ils servent à la fois à collecter les fonds pour des actions de la communauté, à faire passer de temps à autre un message politique, et surtout à bien s'amuser. Là, le rambon est roi, tandis que la Société nationale de brasserie a du mal à ne pas être en rupture de stock.

Les dirigeants aimeraient, certes, pouvoir mobiliser aussi facilement la base que le font les fêtes traditionnelles, familiales ou villageoises. Mais ils reconnaissent que... le Laos, c'est le Laos ! Et donc que si, dix ans après la révolution, les manifestations du « jour des travailleurs » ou des anniversaires divers (création du parti, République, etc.) n'arrivent pas à faire bouger aussi facilement les masses que le boun bang say ou que la fête du tha loyang, c'est, à leurs yeux, que « le pays n'est pas encore prêt ».

FRANÇOIS GRUNEWALD.

## ARABIE SAOUDITE

### Un guide pour La

Tous les musulmans y songent au moins une fois dans la vie et le pèlerinage à La Mecque donne à ceux qui l'ont accompli une aura particulière. Ils sont des centaines de milliers chaque année à s'y retrouver n'hésitant pas pour cela à faire de gros sacrifices.

Des milliers de pèlerins, venus d'environ cent cinquante pays et parlant plus de deux cents langues différentes, convergent de tout le monde islamique vers La Mecque, où, s'est ouvert officiellement le Hadj (le pèlerinage) un des cinq piliers (ou Arkane) de la religion musulmane (1). « Faire le pèlerinage de la Maison est un devoir envers Dieu pour quiconque est en état de l'accomplir », dit le Coran. Et, cette année encore, beaucoup de pèlerins auront multiplié les sacrifices pour pouvoir, « une fois dans leur vie », venir à La Mecque.

La tradition et l'origine du Hadj remontent au temps où Sarah, la femme d'Ibrahim, jalouse de Hadjir, la servante qui avait donné un fils, Ismaël, à Ibrahim, obligea ce dernier à la chasser. Ibrahim les conduisit alors dans la vallée de Bakka (ancien nom de La Mecque) et, en les quittant, supplia Dieu : « Seigneur, j'ai établi une partie de ma descendance dans une vallée stérile, près de ta Sainte Maison, ô Dieu. Seigneur, qu'ils accomplissent la prière. Fais que les cœurs de certains hommes s'inclinent vers eux. Peut-être te seront-ils reconnaissants (2) ».

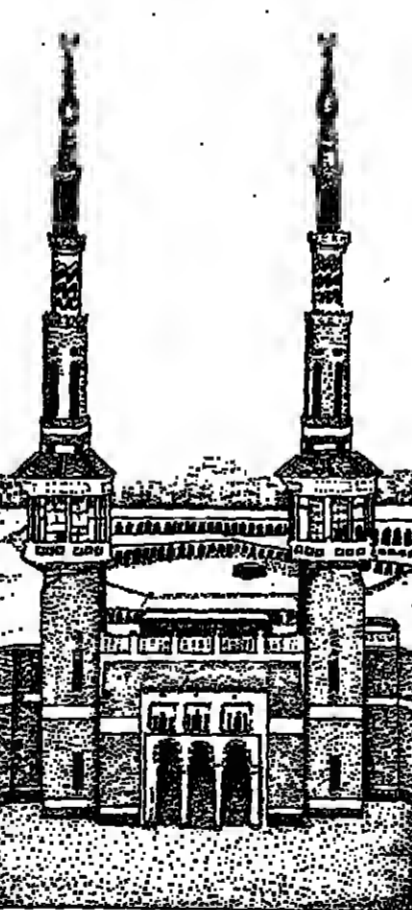
Quelques temps plus tard, quand Ibrahim revint rendre

visite à Hadjir et Ismaël, Dieu lui ordonna de reconstruire la Kaaba. Avec ses fils, ils entreprirent cette réédification sur les fondations de l'ancien temple construit par Adam, et qui avait disparu des siècles auparavant à la suite d'un cataclysme, pense-t-on. La Kaaba bâtie, Ibrahim, sur une révélation de Dieu, appela les gens à accomplir le pèlerinage à sa Maison : « Appelle les hommes au pèlerinage. Ils viendront à pied ou sur leurs fines montures, accourant de tout lieu éloigné (3) ».

#### Rencontres

La Kaaba, située dans la sainte mosquée, le Haram ach Charif, est d'une forme cubique de 15 mètres de haut sur environ 12 de large et 13 de long. Une immense tenture noire brodée de versets coraniques en fils d'or recouvre la Kaaba. Quelques jours avant le commencement du Hadj, le roi d'Arabie saoudite ou son délégué (en général le gouverneur de La Mecque) vient à la mosquée pour nettoyer la Kaaba et changer la tenture. Le renouvellement de celle-ci va s'élever cette année à 17 millions de rials (environ 41 millions de francs).

Honneur et privilège rare, l'admission à l'intérieur de la Kaaba est réservée à des souverains et des chefs d'Etat. Dans un angle de côté de la Kaaba (ol Moutazam) est située la Pierre noire, stricte de fils d'argent. La légende raconte qu'elle a été extraite par Ismaël de la montagne Abou-Qobays (dans La Mecque). Celui-ci l'a remise à son père lors de la construction de la Kaaba. Suivant une tradition de prophète Mohammed, les pè-



### Mecque

L'entrée de la mosquée sainte Haram ach Charif. C'est le lieu le plus sacré pour les musulmans. A l'intérieur se trouve la Kaaba. La mosquée est aussi que ses alentours sont en mur.

Le nombre de pèlerins n'a cessé ces dernières années d'augmenter. Environ 50000 avant la deuxième guerre mondiale, ils sont aujourd'hui plus de 1 million, ce qui n'est pas sans poser beaucoup de problèmes.

Chaque année, par exemple, le choléra fait des ravages dans la foule des pèlerins, qui souvent le propagent à leur retour. Le Hadj est ainsi source de complications sanitaires qu'aucun gouvernement n'a encore réussi à enrayer. Pour le gouvernement saoudien, gardien des lieux saints, le Hadj est à cet égard à la fois un honneur inestimable mais aussi une lourde et coûteuse responsabilité. On estime par exemple à environ 20 milliards de dollars les dépenses faites ces dernières années par Rynd pour des travaux d'aménagement : élargissement des mosquées de La Mecque et de Médine, construction de vingt-cinq tunnels et autres travaux rou-

qu'ils invoquent, en ces jours solennels, le nom de Dieu pour le remercier de leur avoir accordé la chair des troupeaux. Mangez de cette viande et donnez-en aux miséreux et aux nécessiteux (4).

Chaque famille doit immoler une ou plusieurs bêtes — selon ses moyens financiers — en évocation du geste d'Ibrahim.

Cette pratique a longtemps amené un énorme gâchis, d'autant que, à cause de la chaleur, les bêtes devaient être enterrées pour éviter les risques de maladies. A l'heure actuelle, plusieurs abattoirs modernes ont été construits, et la Banque islamique, en asso-

#### Epidémies

Le nombre de pèlerins n'a cessé ces dernières années d'augmenter. Environ 50000 avant la deuxième guerre mondiale, ils sont aujourd'hui plus de 1 million, ce qui n'est pas sans poser beaucoup de problèmes.

Chaque année, par exemple, le choléra fait des ravages dans la foule des pèlerins, qui souvent le propagent à leur retour. Le Hadj est ainsi source de complications sanitaires qu'aucun gouvernement n'a encore réussi à enrayer. Pour le gouvernement saoudien, gardien des lieux saints, le Hadj est à cet égard à la fois un honneur inestimable mais aussi une lourde et coûteuse responsabilité. On estime par exemple à environ 20 milliards de dollars les dépenses faites ces dernières années par Rynd pour des travaux d'aménagement : élargissement des mosquées de La Mecque et de Médine, construction de vingt-cinq tunnels et autres travaux rou-

tiens pour faciliter la circulation durant cette période.

Le gouvernement saoudien exige d'ailleurs des pèlerins, au moment où il leur délivre des visas, une somme d'environ 5000 francs français, qui couvre notamment les frais de logements, nettement insuffisants à cette période.

Autre cauchemar pour les pouvoirs saoudiens, les manifestations d'ordre politique que ne manquent pas de faire depuis plusieurs années les pèlerins iraniens. Cette année, ceux-ci seront 150000, le plus important des contingents étrangers. Par mesure de précaution, le gouvernement saoudien a d'ailleurs installé un système de télévision en circuit fermé, d'un coût de 20 millions de dollars, pour surveiller la sécurité dans les lieux saints. D'autre part, un certain nombre de pèlerins décident de rester dans le pays après le Hadj et d'y travailler illégalement sans avoir de titre de séjour, aggravant ainsi le chômage, qui s'élève à plus de 10 pour cent.

Le roi participe chaque année au Hadj, qui reste un des moments forts de la vie en Arabie saoudite. Celle-ci ne tire-t-elle pas de sa charge de gardien des lieux saints un pouvoir renforcé, il est vrai, tout autant par la flamme des puits pétroliers ?

MONA KHAZINDAR.

(1) Les quatre autres sont : la profession de foi (Ach-chada), la prière (As-salat), le jeûne (As-soum) pendant tout le mois de Ramadan, et l'aumône (As-sakate).

(2) Coran, - Ibrahim - XIV, verset 37.

(3) Coran, - le Pèlerinage - XXII, verset 26-27.

(4) Coran, - le Pèlerinage - XXII, verset 37.



هكذا من الأصل

# France

LA LOI SUR LA NOUVELLE-CALÉDONIE EST CONFORME A LA CONSTITUTION

## L'argumentation du Conseil

Le Conseil constitutionnel a rejeté, vendredi 23 août, les recours dont l'opposition avait saisi après l'adoption définitive, mardi 20 août, de la loi sur l'évolution de la Nouvelle-Calédonie. L'assemblée du Palais-Royal n'a pas retenu les griefs contenus dans le recours identique que députés et sénateurs de l'opposition avaient avancés à propos de la forme et du fond. Elle n'a pas estimé nécessaire un nouvel examen de la constitutionnalité des dispositions de la loi sur lesquelles elle s'était prononcée positivement dans sa décision du 8 août et sur lesquelles les sénateurs RPR avaient déposé un recours qui leur était propre.

Sur la forme, et plus précisément sur le recours à l'article 10 de la Constitution, le Conseil constitutionnel reconnaît au président de la République la faculté « de demander au Parlement une nouvelle délibération en vue d'assurer la conformi-

mité de la loi à la Constitution », puisque, par la promulgation, c'est lui qui « atteste que la loi a été régulièrement délibérée et votée ». Il ajoute : « Ainsi, lorsque par l'effet d'une décision du Conseil constitutionnel, il apparaît que certaines dispositions de la loi ne sont conformes à la Constitution sans la rendre dans son ensemble contraire à la Constitution, au cours de la nouvelle délibération se voit substituer de nouvelles dispositions conformes à la Constitution ».

Dans sa décision, le Conseil constitutionnel ajoute que « loin de tenir en échec ces règles constitutionnelles claires et précises qui n'appellent aucune interprétation, au d'en modifier les conditions d'exercice, ce que d'ailleurs une loi organique n'aurait pu faire, les articles 22 et 23 de l'ordonnance du 7 août 1958 [...] n'en constituent que des modalités d'application ».

veille délibération demandée par le président de la République » et non, comme le souhaitait l'opposition, applicables aux seuls projets et propositions de loi. Le Conseil assure de même que les termes de « seconde lecture » ne peuvent avoir une signification « différente » de celle des mots « nouvelle délibération ».

De ces développements le Conseil constitutionnel tire la conclusion que la procédure législative utilisée pour rendre conforme à la Constitution la disposition qu'il avait censurée « a fait de l'article 23 de l'ordonnance de 1953 une application ne méconnaissant en rien les règles de l'article 10 de la Constitution et a répondu aux exigences du contrôle de constitutionnalité, dont l'un des buts est de permettre à la loi votée qui n'exprime le vœu général que dans le respect de la Constitution d'être sans retard amendée à cette fin ».

Toujours sur la procédure, le Conseil constitutionnel rappelle que le contrôle de constitutionnalité dont il a la charge n'a pas pour objet « de gêner ou de retarder l'exercice du pouvoir législatif ». Il précise que l'objet de son contrôle est de permettre, lorsqu'une loi n'est pas déclarée dans sa totalité contraire à la Constitution, la promulgation soit après amputation des dispositions inconstitutionnelles, soit après leur substitution par de nouvelles dispositions « réalisant une mise en conformité avec la Constitution ».

Le Conseil constitutionnel observe que le président de la République n'a pu promulguer, dans le cas présent, la loi votée le 26 juillet dernier amendée de l'article 4 alinéa 2 déclaré non conforme à la Constitution par le Conseil constitutionnel le 8 août dernier et recourir à une nouvelle procédure législative pour compléter la loi promulguée. Mais le chef de l'Etat pouvait aussi recourir à une « seconde lecture », cette décision ayant, indique le Conseil constitutionnel, « évidemment pour objet de réaliser la mise en conformité de la loi votée à la Constitution en substituant aux dispositions non conformes à celle-ci des dispositions nouvelles faisant droit à la décision du Conseil constitutionnel ».

Dans ce cas, poursuit-il, « il ne s'agit pas du vote d'une loi nouvelle mais de l'intervention dans la procédure législative en cours d'une phase complémentaire résultant du contrôle de constitutionnalité ». Ainsi, « aucune disposition constitutionnelle ne permet d'écarter, pour la conclusion de cette phase complémentaire, les dispositions de l'article 45 de la Constitution, qui sont applicables de plein droit à la nou-

## LES NEUF SAGES

Le Conseil constitutionnel comprend neuf membres, dont le mandat dure neuf ans et n'est pas renouvelable. Le Conseil se renouvelle par tiers tous les trois ans. Trois de ses membres sont nommés par le président de la République, trois par le président de l'Assemblée nationale, trois par le président du Sénat. Les huit membres de la République font de droit partie du Conseil constitutionnel. M. Giscard d'Estaing, actuellement député du Puy-de-Dôme, ne peut y siéger. Le président de l'Assemblée nationale est élu par le chef de l'Etat. Il a voix prépondérante en cas de partage.

Le Conseil constitutionnel est actuellement composé de MM. André Séguy (nommé en février 1977 par M. Giscard d'Estaing), Georges Vedel (nommé en février 1980 par M. Giscard d'Estaing), Daniel Mayer, président (nommé en février 1983 par M. Mitterrand), Robert Lecourt (nommé en février 1983 par M. Alain Poirier), Léon Jaumez (nommé en février 1984 par M. Alain Poirier), Paul Leguay (nommé en février 1983 par M. Louis Mermaz), Louis Joux (nommé en février 1984 par M. Edgar Faure), Pierre Marclay (nommé en février 1983 par M. Mermaz), et Marcelle Riou (nommée en octobre 1984 par M. Alain Poirier après le décès de Louis Gros).

## LES RÉACTIONS

### M. FABUS : un « désaveu catégorique » de l'opposition

Le premier ministre a déclaré vendredi soir 23 août l'annonce de la décision de Conseil constitutionnel : « Cette décision apporte un désaveu catégorique aux personnalités qui ont récemment essayé de porter atteinte de façon perfide à cette loi et à la procédure suivie par les pouvoirs publics ». « Les élections en Nouvelle-Calédonie vont maintenant pouvoir avoir lieu. Au nom même de l'intérêt général, je souhaite que chacun travaille désormais à ce qui doit être l'objectif de tous : l'ordre, le dialogue, la paix et le développement du territoire », a-t-il ajouté.

M. ALAIN POHER : président du Sénat a fait savoir qu'il « ne regrette pas » d'avoir été le premier signataire du recours déposé par les sénateurs et qu'il le refait si c'était à refaire.

M. CHARLES PASQUA, président du groupe RPR au Sénat : « Nous prenons acte de la décision du Conseil constitutionnel. Nous sommes par conséquent dans une nouvelle phase du combat que nous menons pour la Calédonie dans la France (...). Nous allons prendre part activement à la campagne électorale et nous appelons à la mobilisation de tous les partisans de la France (...). Nous demandons que tout soit mis en œuvre pour que la sécurité et la sincérité du scrutin soient assurées ».

M. LOUIS MERMAZ, président de l'Assemblée nationale : « Comme ce n'est pas un succès [pour l'opposition], c'est forcément un revers et je crois que la passion politique l'emportera sur le bon sens (...) chez des hommes pourtant éminents. (...) »

« Les parlementaires se doivent d'user avec modération du Conseil constitutionnel [car] ces recours, à répétition, pourraient devenir quelque chose de très dangereux ».

M. OLIVIER STIRN, député non inscrit du Calvados, président de l'Union centriste et républicaine : « Le Conseil constitutionnel, dont la composition est pourtant pas favorable à la majorité, donne ainsi un leçon de mesure et de sagesse qui est importante pour l'avenir de l'institution. [Sa] décision devrait montrer à l'opposition que la critique systématique est mauvaise conseillère ».

M. JACQUES LAFLEUR, député RPR de Nouvelle-Calédonie, président du RPR : « C'est un échec relatif, mais le premier échec, c'est celui du gouvernement qui a été contraint d'augmenter le nombre de sièges dans la région (de Nouméa). L'important est que les élections vont avoir lieu. Maintenant nous sommes assurés de la majorité au Congrès ».

M. DICK UKIWEI, président du gouvernement de Nouvelle-Calédonie : « Nous sommes des citoyens français qui respectons les lois de la République. Nous acceptons la décision du Conseil constitutionnel. Aujourd'hui, c'est une nouvelle phase de notre combat politique qui commence. Nous allons participer aux élections. La grande majorité des Calédoniens pourra démontrer au gouvernement qu'elle veut rester française. Nous sommes sûrs que nous les gagnerons et c'est une période temporaire que nous allons passer en attendant mars 1986 ».

M. JACQUES LALIE, un des dirigeants de LKS (Libération kanak socialiste) : « C'est un revers pour l'opposition, un gage pour une Calédonie plus juste et encore un désaveu pour Ukeiwe ».

RECTIFICATIF. — Dans le rectificatif paru dans nos éditions du 24 août M. Charles Pasqua est devenu par erreur « président du groupe UDF ». Il est toujours, bien évidemment, président du groupe RPR du Sénat.

**MECANIQUE DES MONNAIES**  
Jacques RIBAUD, professeur à l'Université de Paris  
2<sup>e</sup> édition, complétée avec le MONÉTARISME = 504 pages  
Éditions de la R.P.P. 1984  
12, av. Bourgeois-75017 Paris 13<sup>e</sup> 43

## La place des femmes sur les listes de candidats pour 1986

A l'approche de chaque consultation électorale, un débat sur le rôle des femmes dans la vie politique et sur leur représentation parmi les candidats présentés par les partis ne manque pas de s'engager.

Il traverse l'opposition comme la majorité. Les socialistes sont les champions de telles discussions, et le PS, sous la houlette de M. François Mitterrand, avait même mis en place un système de quotas dont trois ministres (M<sup>me</sup> Edwige Avice, Edith Cresson et Yvette Roudy) s'indignent qu'il soit si mal respecté pour 1986 (le Monde du 24 août).

Nous publions ci-dessous deux points de vue émanant de femmes militantes et responsables politiques. Ils ont ceci d'original que M<sup>me</sup> Christiane Papon (RPR) défend au passage la juste lutte des femmes socialistes pour les élections de 1986, tandis que M<sup>me</sup> Hélène Goldet (PS) considère la démarche de ses camarades comme une « ânerie ».

## Une ânerie

par HÉLÈNE GOLDET (\*)

FRANCHEMENT, la bagarre engagée par nombre de mes camarades du Parti socialiste pour obtenir plus de femmes parmi les députés socialistes en 1986 est une ânerie.

Militant du Parti socialiste, de sexe féminin, je tiens d'abord à apporter le témoignage suivant : les militants et les cadres du Parti socialiste, hommes et femmes, rassemblés à l'occasion de la journée de la population, de la proportion d'imbéciles, d'aristocrates, d'intrigants, d'exaltés et de chics types, est à peu près la même que dans un wagon de métro aux heures d'affluence.

On y retrouve donc les tensions à l'œuvre aujourd'hui dans la société française à propos des femmes. En particulier, ce sont les plus âgées parmi celles qui ont eu la chance de gravir un grand nombre des barreaux de l'échelle sociale qui sont aussi les plus conscientes, parce que les plus éprouvées par cette évolution.

Hélas ! Autour d'elles, le reflux de la lutte de masse des femmes a autorisé des groupes de femmes d'âge et de conditions diverses à récupérer le fonds de commerce féministe. La plupart y trouvent la réponse à leur quête d'identité, mais, d'autres, aussi nombreuses, en recueillent des bénéfices qui ne sont pas seulement spirituels.

La plupart de ces dames n'ont pas d'autres titres pour prétendre parler au nom des femmes que les associations d'usagers du téléphone ou de téléspectateurs au nom de ces derniers. Pour parler au nom du grand nombre, il faut soit, comme les organisations syndicales ou quelques associations et partis politiques, disposer d'un ancrage véritable, soit, finalement, se marcher, hélas ! — beaucoup de culot.

Comme féministes, nos camarades du parti n'ont rien à en attendre en termes de sièges, à la Cham-

bre ou ailleurs. Non parce que le parti est antiféministe, mais parce que leur féminisme n'est plus en France une dimension spécifique incontournable du combat politique — s'il n'y a jamais été. Pourtant, la condition du plus grand nombre des femmes en France est encore loin de ce qu'elle devrait être l'ambition des socialistes. Même si certaines améliorations sont intervenues depuis 1981, chacune peut constater une dégradation multiforme, à la fois économique (liée aux choix de mars 1983) et politique (l'échec au moins partiel du projet des socialistes laisse un espace à la réaction).

On doit d'ailleurs remarquer que nos candidates à la candidature ont perdu quelques occasions de ne pas se taire, lorsque les vrais enjeux étaient posés. Outre les enjeux économiques que l'on vient d'évoquer, que n'ont-elles pris position contre la modification du mode de scrutin, dont il était clair, pour qui suit de près les affaires publiques, qu'il aurait entraîné d'autres conséquences néfastes celles qu'elles déplorent aujourd'hui. Que n'ont-elles aussi alerté le parti et l'opinion publique sur les conséquences d'une exhibition vulgaire de telle « Madame », telle « Mademoiselle » ?

Mais elles auraient pris ainsi le risque de déplaire à qui dispose du pouvoir de faire ou de défaire leur destin politique immédiat.

Déplètes aujourd'hui de n'être pas écoutées pour l'élection, elles tentent de rassembler des militantes autour d'une ambition médiocre. Souhaitons que cette affaire, quelle qu'en soit l'issue, ne trouble pas trop longtemps la vie politique d'une gauche qui n'a vraiment pas besoin de ça.

(\*) Membre de la commission économique du Parti socialiste.

## Mais où sont-elles donc ?

Par CHRISTIANE PAPON (\*)

LES formations politiques de toutes tendances s'activent, dans le plus grand secret, au sein de leurs officines. Elles concoctent des listes sur lesquelles toutes les bonnes fées de la politique sentent s'être penchées. La félicité est immense, la bouillabaisse indéfectible : on cric, on pleure, on s'injurie, on assassine... Chacun y va de son couplet, la cacophonie est générale. Beaucoup sont, d'ores et déjà, éjectés ; d'autres apparaissent comme insolents ou minebles. Quelques-uns « n'ont pas le profil » ; d'autres manquent de « look » ; certains ont trop d'années, d'autres pas assez.

Tout le monde s'affaire, les croc-en-jambe, les chausse-trapes, les coups de poignard dans le dos... tout est bon pour comprimer le volume immense des appétits. Les candidatures en puissance grouillent dans le « saint des saints » des états-majors politiques. Le bon peuple, par le truchement de la proportionnelle socialiste, est sommé de se taire et d'obéir. De tant en tant, quelques trames de plus en plus fines, quelques heureux candidats, bien conformes, paraissent enfin faire surface.

Mais les candidates ? Où sont-elles ?

Le PS lui-même, ce champion affiché des causes justes, semble, au dire de M<sup>me</sup> Roudy, ministre des droits de la femme, ne considérer qu'un dérisoire et insolent 7 % pour les femmes en position d'éligibilité. C'est une grave injure faite aux militantes, c'est un reniement socialiste de plus et c'est aussi une sorte de racisme exercé à l'encontre des femmes. Les autres partis politiques ne laissent encore, par prudence ou pour être par gêne — sait-on jamais, — échapper aucun pourcentage.

Va-t-il falloir dès lors, une nouvelle fois et sous la douloureuse contrainte de si criantes injustices, revenir au seul moyen efficace susceptible de créer un chemin pour les femmes : les quotas ?

J'entends déjà de bonnes âmes, soucieuses de défendre la dignité des femmes, rétorquer à nouveau qu'il s'agit là d'une mesure bien humiliante pour elles. Mais je pose ici la question : n'est-il pas encore plus humiliant et plus révoltant pour elles d'être tout simplement et par avance disqualifiées, ignorées, oubliées ? Le Conseil constitutionnel a sans doute pour tâche de défendre la Constitution, mais il doit le faire à la lumière de faits modernes de société. Il est indéniable que le peuple français, doit être représenté dans son ensemble à l'Assemblée nationale. Le partage du travail des hommes et des femmes sur le terrain doit être prolongé par le partage des responsabilités et du pouvoir législatif à l'Assemblée nationale. Une femme, au minimum, par département, en position éligible, serait souhaitable.

Les états-majors politiques auraient-ils donc fait leur le célèbre décalage du docteur Lacan : « La femme n'existe pas... » ? Et pourtant, je vois ici le formidable raz de marée de voix que soulèverait le parti qui aurait la jeunesse, l'audace et l'intelligence de prendre sur ses listes un nombre de femmes comparable à celui des hommes.

Serait-ce trop demander qu'exiger quelques dizaines de femmes élues pour toute la France ? Et à qui pourrait-on sérieusement faire croire que le moitié de l'humanité n'existe pas ?

(\*) Présidente de Femmes-Avenir, membre du comité central du RPR.

## A qui appartient Paris

(Suite de la première page.)

Au chapitre des monuments, c'est tout de même l'Etat qui est roi. Il est chez lui à l'Elysée, à l'Assemblée nationale, au Sénat, au Louvre comme au Centre Pompidou, à l'Opéra comme à la Comédie-Française, sous l'Arc de triomphe et au Panthéon. Il prend ses aises dans la plupart des bâtiments ministériels qui lui appartiennent en propre. Ce patrimoine grandiose s'accroît en ce moment du ministère des finances, du musée de la Ville sur un terrain autrefois municipal, et du musée d'Orsay, ancienne gare SNCF.

Malgré ces importantes possessions auxquelles il faut ajouter les universités et 25 000 logements, l'Etat se trouve à l'étroit sur ses milliers d'hectares et dans ses 3,5 millions de mètres carrés de bureaux. Aussi loue-t-il à la Ville, au département et à des particuliers de vastes surfaces de bureaux. Le ministère de l'Environnement — petit Poucet des ministères — n'a jamais été dans ses murs et se contente d'une location du côté de Neuilly. Le ministère de l'Intérieur lui-même a été obligé tout récemment de louer 28 000 mètres carrés à une compagnie d'assurances dans le quinzième arrondissement.

Les grandes entreprises publiques ne dissimulent pas leur patrimoine. La SNCF lèche chaque année quel-

ques hectares de voies inutilisées, mais elle en fait de ses six gares dont une au moins est classée monument historique, et de son puissant siège central près de Saint-Lazare qui abrite des milliers de cheminots papeteriers. L'Assistance publique est, elle aussi, un gros propriétaire foncier avec 23 hôpitaux dans Paris intra-muros, un musée, près de 2 000 logements et une foule d'autres bâtiments. A défaut de les trouver commodément, elle s'enorgueillit de ce qu'une dizaine d'entre eux sont classés ou inscrits au titre des monuments historiques.

En revanche, les congrégations sont beaucoup plus discrètes sur leurs avoirs, pourtant encore considérables. Une centaine d'hectares dit-on : couvents et jardins secrets installés depuis longtemps sur la rive gauche, mais c'est un patrimoine qui s'effiloche car on est pauvre et les promoteurs bien alignés.

Les entreprises possèdent un considérable bas de laine immobilière avec 900 hectares de terrains industriels et d'entrepôts et aussi de quoi loger 60 000 familles de leur personnel et 300 hectares de bureaux, soit 10 millions de mètres carrés de plancher utile.

Mais à qui appartiennent les innombrables de logements ? Ceux-ci ne couvrent que le quart de la surface de Paris. Le plus gros proprié-

taire est la Ville qui possède ou maîtrise 67 000 appartements et exerce indirectement autant. Ce patrimoine représente 10 % du parc des logements parisiens (1 250 000 environ). Les sociétés d'ELM possèdent 100 000 locaux, les compagnies d'assurances 22 000 appartements, les organismes et sociétés privés 165 000 logements. Au demeurant ce sont les particuliers qui détiennent la plus grande partie de l'espace habitable à Paris : 850 000 locaux qui sont, soit occupés par des co-propriétaires, soit loués.

Paris que l'on présente souvent comme une ville très administrative et très dense — c'est vrai pour les quartiers du centre — offre une image assez différente. Plus de la moitié de son territoire, 51,2 %, est libre de toute construction, ces espaces-là sont aux neuf dixièmes publics, les voies et jardins privés ne couvrant que quelques centaines d'hectares. En revanche, le domaine bâti appartient pour les deux tiers à des privés — individus ou sociétés — et pour un tiers seulement aux institutions publiques. N'étant la propriété exclusive de personnes, la capitale est donc à tout le monde. Cette heureuse répartition n'est-elle pas pour quelque chose dans l'impression de liberté que l'on y éprouve ?

MARC AMBROISE-RENDU.

# Société

## LE SABOTAGE DU «RAINBOW-WARRIOR» ET SES DÉVELOPPEMENTS

### Le procès des «Turenge» : des doutes sur la sérénité des débats

Enquête des policiers. Enquête des médias. L'affaire Greenpeace continue d'attirer l'attention du public. En France et en Nouvelle-Zélande. A tel point que le porte-parole du ministère néo-zélandais de la Justice, M. Paul East, a été des deux côtés, le 23 août, dans un bref discours au procès des Dominicains, Prieur, capitaine des services secrets français, et de son compagnon connu sous le nom d'Alain Turenge.

En de choses dans les journaux qu'ils pourraient déjà s'être fait leur opinion sur la culpabilité ou non des accusés avant même de se rendre au tribunal, a déclaré M. East. La « session de présentation des preuves » doit s'ouvrir le 4 novembre prochain et durer six semaines. Ce sera une « session » très longue pour une « affaire exceptionnelle », dit-on au tribunal d'Auckland. Le véritable procès ne devrait avoir lieu que début 1986.

## Cap sur Mururoa

De notre envoyé spécial

Auckland. — Rien n'y manque. Rassemblés sur le quai, une centaine de sympathisants de Greenpeace, barbes blanches et robes indiennes, agitent des fleurs et, au moment du départ, les jettent dans l'eau froide du port. Un peu à l'écart, un groupe de Māori (les indigènes de la Nouvelle-Zélande) entonnent des chants d'adieu et prient pour l'un des leurs, membre de l'équipage. Enfin, lesté de cet amour et de ces bénédictions, le Végé lève l'ancre, le samedi 24 août, sous un soleil hivernal frais. Cap sur Mururoa.

Un fameux combattant, le Végé, sans corse que ne laissent supposer ses deux mâts et ses deux mâts effilés. Et la route de Mururoa, pensez à la sonnerie ! C'est son deuxième voyage vers le site, le troisième depuis 1972. C'est alors qu'il en était le skipper, en 1973, que M. David MacTaggart, actuel président de Greenpeace International, fut blessé à un œil au cours de l'abordage du voilier par la marine française.

En 1981, la troisième expédition du Végé s'achève par un compromis avec le nouveau gouvernement français, qui autorise une mission scientifique indépendante à venir contrôler sur place les retombées des essais et la radioactivité éventuelle de l'air, de la terre et de l'eau. Deux scientifiques néo-zélandais, dont le professeur Atkinson, directeur du laboratoire national d'études des radiations, participent à cette mission, le rapport final, publié en juillet 1984, suscite,

## LES VERTS N'ATTENDENT RIEN DU RAPPORT DE M. TRICOT

Les Verts ont des doutes sur l'indépendance du rapport de M. Tricot. Si M. Tricot est compétent, il est aussi pour se taire, a déclaré, vendredi 23 août, M. Didier Anger, porte-parole de ce mouvement. Les Verts sont aussi critiques envers M. Brice Lalonde, ancien candidat des écologistes à l'élection présidentielle de 1981, et M. Jean-Claude Delarue, secrétaire général de « SOS environnement ». Ils estiment que M. Delarue est à la tête d'une « officine verdâtre du PS » et considèrent que M. Lalonde « ne peut condamner l'attentat du Rainbow Warrior et être favorable aux essais nucléaires ».

M. Mitterrand n'a pas été épargné. Pour les Verts, la différence est grande entre les propos tenus par le président de la République en juillet 1973 (« Le Parti socialiste a toujours estimé les expériences nucléaires françaises inutiles et dangereuses... ») et ses actes d'aujourd'hui... la politique de nucléarisation du Pacifique français menée actuellement, ne serait pas, selon les Verts, étrangère à celle menée au Nouveau-Calédonien, notamment en ce qui concerne l'élargissement de la base militaire de Nouméa.

Sympathisant des Verts, l'abbé Jean Toulat, qui participait, en 1973, à la croisée mouvementée du bateau écologiste FR1, arraisonné par la marine française au large de Mururoa, s'est félicité des révélations faites à ce sujet par M. Bernard Stasi (CDS). L'ancien ministre des DOM-TOM avait indiqué qu'il s'était opposé à ce que le FR1 soit coulé (le Monde du 22 août). Dans l'hebdomadaire chrétien daté du 26 août, l'abbé Toulat écrit : « Aujourd'hui comme hier, le bateau Greenpeace respectera les eaux territoriales de la France, mais non la zone arbitrairement définie par elle. Si donc notre marine s'oppose par la violence à cette action pacifique, elle démontrera, une fois encore, à la face du monde, que le « pays des droits de l'homme » bofne le droit international ».

## LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'ÉLYSÉE ET LE GÉNÉRAL SAULNIER CITENT «VSD» EN DIFFAMATION

La plainte en justice annoncée par un communiqué de la présidence de la République après la publication de l'article de VSD mettant en cause des conseillers de l'Elysée dans l'affaire Greenpeace s'est concrétisée sous la forme d'une citation à comparaître à l'audience du 16 octobre de la 17<sup>e</sup> chambre correctionnelle de Paris délivrée par un huissier, vendredi 23 août, au directeur de la publication de l'hebdomadaire.

Par l'intermédiaire de leur avocat, M. Georges Kiejman, le secrétaire général de l'Elysée, M. Jean-Louis Bianco et le général Jean Saulnier, chef d'état-major des armées, ont fondé leur citation directe sur le délit de « diffamation publique envers un fonctionnaire public dans l'exercice de ses fonctions ». L'article publié dans VSD daté du 15 août, sous le titre « Coulez le Greenpeace », citait le général Saulnier, à l'époque chef de l'état-major particulier de la présidence, comme ayant participé à une réunion début 1985 au cours de laquelle un « plan » aurait été étudié contre Greenpeace.

De son côté, M. Jean-Louis Bianco est désigné comme ayant rencontré un conseiller de M. Jacques Chirac, M. Robert Pandraud, dans le but de « faire le terrain » et d'assurer le bon déroulement des choses. L'hebdomadaire ajoutait notamment, qu'à l'intérieur de la DGSE (Direction générale de la sécurité extérieure), un groupe de droite entendait utiliser le sabotage du bateau des écologistes pour déstabiliser M. Mitterrand.

## Sciences

### DISCOVERY EN «MISSION DE SAUVETAGE»

#### La seconde vie de Leasat-3

La navette spatiale américaine devait quitter Cap-Canaveral (Floride), samedi 24 août à 14 h 36 (heure française), pour son vingtième vol autour de la Terre et une nouvelle mission de « sauvetage » de satellite. Toutes les précautions ont été prises — les capteurs de surveillance plus robustes ont notamment été placés sur les trois moteurs principaux de Discovery — afin que ne se renouvelent pas les graves incidents qui avaient marqué le décollage de Challenger, le 29 juillet (le Monde du 31 juillet).

Ce nouveau vol de neuf jours ne laissera aux deux astronautes — tous américains (1) — que fort peu de loisir. Au cours des trois premières journées de vol, trois satellites de communications devraient être lancés : ACS-1, pour le compte d'American Satellite Co, l'australien Ansat et le quatrième exemplaire de la série Leasat, destiné à la marine militaire américaine.

A bord de Discovery est également embarquée une expérience de la firme américaine 3M, qui tirera profit pour la deuxième fois des conditions d'apesanteur régnant dans la soute de la navette. L'objectif est ici de fabriquer des films minces à base de composés organiques en vue de mettre au point une nouvelle génération de matériaux destinés au traitement et au stockage des données. Les astronautes devront simplement mettre en route l'appareil qui fonctionnera automatiquement pendant leur sommeil, afin que leurs mouvements ne perturbent pas l'expérience.

Il y aurait en revanche beaucoup à faire pour ce qui sera incontestablement le point fort de la mission : le sauvetage du satellite de communication Leasat-3. Cet engin d'un coût de 85 millions de dollars (près de 715 millions de francs) n'a été lancé en avril dernier par Discovery mais n'a jamais fonctionné. La commande de l'alimentation électrique ne s'est en effet pas enclenchée, malgré le « bricolage spatial » auquel s'étaient alors livrés les astronautes (le Monde des 18 et 19 avril).

W.F. Fischer et J. van Hoften, qui ont déjà participé en avril 1984 au sauvetage du satellite Solar Max, aidés de M. Loughe, devront stopper la rotation de Leasat-3, y brancher deux nouveaux boîtiers d'alimentation électrique puis court-circuiter ses équipements internes afin que l'on puisse, du sol, allumer son moteur de périgée qui le placera sur l'orbite géostationnaire.

Il s'agit là de manœuvres délicates aux résultats incertains : chez Hughes Communication Inc., le constructeur du satellite, on estime à 50 % les chances de réussite. L'accord conclu par la firme américaine avec les assureurs prévoit que si le sauvetage échoue, les frais de l'opération (environ dix millions de dollars soit quatre-vingt-quatre millions de francs) resteront à sa charge.

En cas de succès, ces frais lui seront remboursés par les assureurs qui partageront avec elle les revenus de l'exploitation de Leasat-3.

E. G.

(1) Participeront à la sixième mission de Discovery : Joe H. Engle, le pilote, qui a déjà été commandant des deux dernières vols de la navette, Richard O. Covey, co-pilote qui coordonnera les activités de ses collègues lorsque ceux-ci seront de la navette, James D. van Hoften, William F. Fischer et Michael Loughe, à qui sera confié le dépannage du satellite Leasat-3.

La compétition, le désir de mieux faire ont sans doute été fatals au pilote. Survenu, trois mois après le décès de Michel Arnaud, près de Châlons-sur-Marne, à bord d'un Sirocco, la disparition de Krentz hypothèque une fois de plus l'avenir de l'ULM en France. En 1984, l'Aviation civile a recensé soixante-quatre accidents d'ULM, qui ont provoqué la mort de douze pilotes.

B. H.

## Athlétisme

### SAID AOUTTA BAT LE RECORD DU MONDE DU 1 500 MÈTRES

Le Marocain Said Aoutta est un athlète à « géométrie variable ». Capable de se distinguer sur des distances apparemment contradictoires. Déjà détenteur du record du monde du 27 juillet (13 m 00 s 40), il a amélioré le vendredi 23 août celui du 1 500 mètres (3 m 29 s 45) lors de la réunion d'athlétisme de Berlin-Ouest. Champion olympique à Los Angeles (m 5 000 m), Aoutta est le premier véritable champion polyvalent du demi-fond. Originaire de Kenitra où il est né le 2 mai 1960, cet ancien spécialiste du cross-country qui fit ses classes à Marrakech (Bouche-de-Rhône) a suppléé les spécialistes britanniques pourvus versés en la matière. Plus rapide que David Moorcroft sur 5 000 m, il a détrôné vendredi le célèbre Steve Cram qui avait battu le record du 1 500 m (3 m 29 s 67) il y a seulement trois semaines à Nice. Idole de tout un peuple, Aoutta s'est d'ores et déjà vu promettre par Hassan II un poste de conseiller sportif au palais royal.

## Football : Victoire de Nancy

Nancy. — L'AS Nancy-Lorraine a battu TOGC Nice (3-0), vendredi 23 août, à l'occasion d'un match amical comptant pour la huitième journée du championnat de France de première division.

## Pollution meurtrière à Athènes

Athènes. — Selon un rapport publié le 22 août par le ministère grec de la santé, la pollution atmosphérique relevée à Athènes pourrait être responsable de décès prématurés et même être à l'origine de cancers du poulmon.

« Il n'est pas impossible que, sur les quelque vingt-cinq mille décès qui surviennent chaque année à Athènes, près de 30 % soient précipités par les effets à court terme de la pollution », dit le rapport.

## Faits divers

### Selon des magistrats

#### LES STATISTIQUES DE LA CRIMINALITÉ NE SONT PAS FIABLES

L'Association professionnelle des magistrats (APM), proche de l'opposition, qualifie de « triche » la présentation des chiffres de la délinquance et de la criminalité pour le premier semestre de 1985. Révélés, jeudi 22 août, par le ministre de l'Intérieur, ces chiffres font apparaître une baisse de 3,91 % pour les six premiers mois de cette année (le Monde du 24 août). Pour l'APM, « aucun praticien n'a malheureusement fait ce constat sur le terrain ». L'association fait, en particulier, état de « platitudes que l'on refuse d'enregistrer (...) que l'on encourage de déposer (...) qui, sur instruction, ne sont pas comptabilisées (...) et celles qui ne figurent pas sur les relevés officiels pour éviter d'être mal noté ».

« La grande délinquance, par nature la plus difficile à dissimuler, est en augmentation spectaculaire », estime l'APM, qui parle de « volonté de désinformation (...) manifeste » et estime que « les statistiques policières ne sont actuellement pas fiables ».

E. G.

## SONNETTE ANTI-VIOL

A 19 h 01, jeudi 22 août, les sonnettes d'alarme sur le quai de la station Châtelet du métro (ligne Porte-d'Orléans-Porte-de-Clignancourt et Naully-Vincennes) ont été actionnées simultanément, entraînant des arrêts du trafic de deux à cinq minutes.

Ce sont des militantes du groupe Lesbien contre le viol qui ont mené cette action pour protester contre le viol, mais aussi contre l'indifférence des voyageurs récemment dénoncée par une jeune fille de dix-huit ans, qui affirmait avoir été violée le 14 août sur un quai de la même station du métro (le Monde du 20 août).

« Si les femmes tiraient les sonnettes d'alarme chaque fois qu'une agression est commise contre l'une d'elles, aucun train ne circulerait jamais », expliquent les Lesbiennes contre le viol.

## UN SYNDICAT DE POLICIERS DEMANDE LA DISSOLUTION DE « SOS RACISME »

La Fédération professionnelle indépendante de la police (FPIP, proche de l'extrême droite) annonce, dans un communiqué publié le 24 août à Paris, qu'elle a porté plainte contre « SOS Racisme » pour « outrages, menaces, violence et voies de fait à agents de la force publique ». Elle demande la dissolution de cette organisation à la suite des incidents qui ont marqué l'occupation, le 20 août, du bureau parisien des South African Airways.

## Médecine

### JEU D'ENFANT

Un nouveau-né de Bordeaux vient de faire l'objet d'un échange peu banal. Conçu le plus naturellement du monde, il a, dès sa naissance, été donné par ses parents à un couple qui souffrait de stérilité. Les deux femmes ont décidé de révéler l'histoire. « Une histoire d'amour », racontent « Sophie » et « Daisy », prénoms d'emprunt. Une histoire qui prend chez elles la forme d'une innocente mascarade, sorte de jeu de nez au corps médical et à leur famille.

Encoûtes, « Daisy » camouffie sa grossesse, « Sophie », quarante ans, mère de trois enfants et récemment stérile en simulateur au moyen de cousins de mamans. Seuls les mariés et une sage-femme venue à domicile pour l'accouchement étaient dans la confidence.

Aujourd'hui, les quatre parents et le nouveau-né se portent bien. « Daisy », déjà mère de trois enfants sans bémol, la marraine de son nouveau-né. Les raisons d'une telle confession publique ? Sophie l'explique : « Pour que l'expérience profite à d'autres gens comme nous qui n'ont pas les moyens financiers pour recourir à « ventres à louer ». Le quotidien Sud-Ouest vient de publier leur histoire. Quant à l'enfant, c'est promis, il ne saura jamais rien.

« Je ne suis pas impossible que, sur les quelque vingt-cinq mille décès qui surviennent chaque année à Athènes, près de 30 % soient précipités par les effets à court terme de la pollution », dit le rapport.

## Religion

● Jean-Paul II ou Liechtenstein. — Au Vatican, le programme du prochain voyage du chef de l'Eglise catholique ou Liechtenstein vient d'être rendu public. Le pape restera dix heures, le dimanche 6 septembre, dans la principauté. Le pape pourrait réitérer, dans ce pays considéré comme un paradis fiscal, son appel en faveur d'une évangélisation du monde bancaire, qu'il avait adressé aux catholiques lors de sa visite au Luxembourg au mois de mai, affirme-t-on au Vatican.

Jean-Paul II quittera Rome le 8 septembre dans la matinée pour Eschen-Mauren, un village dans le nord de la principauté, où il célébrera la messe solennelle de la nativité de la Vierge. Le prince François Joseph recevra le pape en début d'après-midi et lui présentera les membres du gouvernement et du Parlement. Après une rencontre avec les maires, les prêtres et les religieux dans l'église Saint-Florian, le pape terminera sa visite avec des jeunes rassemblés sur une grande esplanade de Vaduz. — (AFP).

Une question de M. Pasqua. D'autre part, M. Charles Pasqua, président du groupe RPR au Sénat, a adressé, vendredi 23 août, une question écrite au premier ministre. Il lui demande : « S'il est exact qu'une personne de nationalité néo-zélandaise a travaillé au cabinet de la présidence de la République, et plus particulièrement dans une cellule spécialisée dans le renseignement... Dans l'affirmative, écrit M. Pasqua, cette personne aurait-elle eu accès à des documents classifiés « secret défense », alors même qu'un ressortissant étranger ne saurait être habilité à commander de tels documents ».

Le sénateur « demande en conséquence » au premier ministre « de bien vouloir lui donner connaissance du détail des activités auxquelles se livrait cette personne, des informations auxquelles elle a eu accès et des dispositions qu'il compte prendre pour que les intérêts de la France soient préservés ».

L'hebdomadaire Minute, dans son édition de cette semaine, avait en effet écrit que M. Nicolas Jamieson, d'origine néo-zélandaise, avait été employé à l'Elysée en tant que collaborateur du commandant Christian Proust, conseiller technique au cabinet du président de la République et plus particulièrement chargé de suivre les questions de terrorisme.

A l'Elysée, on confirmait vendredi que M. Jamieson a travaillé à ces postes mais qu'elle a quitté ses fonctions en janvier dernier. On souligne aussi que les derniers « secret défense » n'ont jamais relevé du commandant Proust.

## Faits divers

LA COPIE DU 1<sup>er</sup> PRIX DE FRANÇAIS AU CONCOURS GÉNÉRAL

## Charme et souffrance du style

*« J'ai disloqué ce grand niais d'alexandrin. »* Ce vers de Victor Hugo, considéré, à juste titre, comme un des plus grands styles de la langue française, illustre admirablement à quel point les problèmes de métrique, de versification et, au-delà, de « style », préoccupaient les mouvements littéraires du dix-neuvième siècle. Inconsciemment, le style est ressenti, en effet, comme un problème lié à la technique littéraire — un grand écrivain était, pour la majorité des lecteurs, un homme « qui a du style ». Parler du style de Victor Hugo, de Lamartine, devient alors une sorte de reconstitution, qui consiste à apprécier, à savourer, des « effets de style », in situ, comme l'un apprécierait la qualité d'un beau raisonnement logique.

Le style est, cependant, bien plus qu'une algèbre impersonnelle. Il est, avant tout, l'expression d'un homme qui écrit, et souffre parfois pour atteindre ses buts ; et cette souffrance, loin d'être limitée à la personne même de l'auteur, naît de ce constat désespérant : la recherche d'un dépassement de soi, d'une communion avec les autres, ceux qui lisent, est impossible. Le je écrivain cherche, par le style, à atteindre ce vers informel qu'est la masse des lecteurs, mais s'y parvient pas. Ou plutôt, il y parvient qu'à travers le non-dit qui, ignoré pourtant, semble s'imposer comme l'essence même du style.

## La voix d'un héros

Une confusion courante au sujet du style est celle qui consiste à confondre le style, l'écriture, l'œuvre — et même l'auteur. Expliquer une œuvre, est-ce critiquer (au sens étymologique, de « juger ») le style de l'auteur qui l'a créée ? Il semblerait que non. L'œuvre est un concept très large qui dépasse largement les considérations stylistiques. Une critique uniquement fondée sur les règles du « bon goût », la critique d'un Laharpe ou d'un Vaugelas, par exemple, paraît ne considérer que la « façade extérieure » de l'écrit — celle du style entendue en tant qu'algèbre. La critique du dix-neuvième siècle, avec raison, a démythifié le phénomène du style, en le replaçant dans son contexte humain, en essayant de montrer les liens entre l'homme et l'œuvre, comme le préconisait Sainte-Beuve. Par la suite, la critique thématique, qui dotait beaucoup de Bachelard, puis l'herméneutique (du grec *hermeneuô* : interpréter), qui consiste à ressusciter, tel l'écrivain, les processus de la création, contribuèrent à éclairer le problème du style.

Le style n'est pas l'œuvre ni l'auteur, c'est la voix d'un héros. Qu'est-ce qu'un héros, en effet, sinon un héros qui proclame son originalité, son moi, par l'intermédiaire de la chose écrite ? « Je suis moi-même la matière de mon livre », dit tout homme porte en lui la forme entière de l'humaine condition », disait Montaigne dans ses *Essais*. Le grand écrivain avait su percevoir la réalité profonde de la littérature : l'écrivain, porteur des idées, ne fait que se raconter lui-même — et l'instrument plus ou moins conscient de cette confession est le style. Rimbaud, dans son *Bateau ivre*, figurait en fait ses propres désirs et transcrivait une partie de sa propre histoire. Le style, ici — ou plutôt les effets stylistiques — les images, l'explosion finale « O que ma quille écale ! », sont autant de transsubstantiations du je en mots.

Le style consiste à employer le pouvoir des mots dans toute sa mesure : l'écrivain tente de ne pas s'oublier lui-même en se donnant les preuves de son originalité littéraire. Le Parnasse, l'art pour l'art, n'est autre qu'une proclamation de cette force que le poète décline en lui : le style.

Nous publions la copie qui a obtenu le premier prix à l'épreuve de composition française du concours général, dont le sujet était : « Que veut-on dire lorsque l'on parle du « style » d'un auteur ? » La lauréat, Fabrice Nicol, est élève de première scientifique au lycée Bellevue de Toulouse. Il a également obtenu le premier prix d'espagnol du concours général et a de très bons résultats en mathématiques. Comme nous l'indiquons dans le portrait de lui que nous avons publié dans le Monde daté 9-10 juin, Fabrice Nicol a suivi les cours du Centre national d'enseignement par correspondance pendant la période de scolarité correspondant au collège, parce qu'il n'avait plus envie de fréquenter le milieu scolaire traditionnel.

Style et engagement sont-ils inséparables ? Peut-être, en un sens. On dira qu'il existe un « style engagé », celui de Sartre, d'Aragon, dans les *Communistes*. En fait, l'engagement profond, celui qui ne dépend jamais de l'objet visé par l'écrivain, mais de l'écrivain lui-même, en tant que sujet, se situe au niveau de son attitude face aux mots. Comme le souligne Sartre dans *Qu'est-ce que la littérature ?*, l'écrivain engagé se sert des mots comme d'un outil dans la seule fin de créer chez les autres des réactions. Le poète, au contraire, sert les mots puisqu'il les considère avant tout comme des objets poétiques. Le problème du style dépasse donc celui de la forme. Il participe, de ces implications mystérieuses qui forment la structure de l'écriture, de la position de l'écrivain face à ses propres structures intellectuelles et linguistiques. Mieux : il révèle, comme le disait Roland Barthes, dans le *Degré zéro de l'écriture*, une équation entre la structure charnelle de l'auteur et son intention littéraire.

Le langage n'est pas un ensemble de mots neutres et dénués de pièges secrets. Soit utilisation, non plus, n'est jamais innocente : elle révèle toujours la « transmutation d'une humeur ». Le choix des mots est affectif : il dépend de la perception que nous nous faisons d'eux ; mais, ce même temps, il ne peut avoir de but — donc d'existence, puisque tout choix se définit par rapport à un but donné. — que dans la perspective d'une production ordonnée de sens qui serait alors la reconstruction du monde intérieur de l'écrivain, et que nous appelons le style.

Mallarmé est l'exemple de cette dualité : une vision sceptique et désabusée du monde (« La chair est triste hélas ! et j'ai lu tous les livres », *Brise marine*) préside à l'élaboration d'une structure poétique qui se veut une recherche de l'absolu — mais qui fuit par se détruire elle-même, tel le steamer qui sombre dans la mer et laisse le poète « sans fertiles flots ».

## La dureté d'écrire

La mort de l'intention poétique est révélatrice chez Mallarmé, comme chez Rimbaud, de l'impossibilité dans laquelle se trouve l'écrivain de communiquer avec ses lecteurs au-delà des signes graphiques qui encombrent la feuille de papier, symbole elle-même de la difficulté d'écrire (comme dans *Brise marine*).

Le style se veut un acte de communication, indépendant du sens lexical des mots, mais il est en butte à la dureté d'écrire. « Écrire, c'est l'enfer », comme l'avouait Marguerite Duras dans une interview télévisée. Car l'écrivain n'est pas libre, sauf s'il décide de s'affranchir. Les structures de la langue, comme le dit Barthes dans son *Leçon inaugurale au Collège de France*, ne sont ni réactionnaires ni progressistes, mais « fascistes », au sens où elles contraignent celui qui les emploie.

L'écrivain « classique » est ainsi entouré d'un réseau de contraintes incontournables. Le passé simple, la troisième personne, sont autant de codifications élevées contre l'effort d'écarter du « moi écrivain ». On objectera que les surréalistes avec leur « écriture automatique » — consacrée par la

parotirie des *Champs magnétiques* écrits par Paul Soupault et A. Breton — ont que l'Ulisse de Joyce, avec son incommensurable variété d'écrits, qui vont de la page de musique à l'ancien anglais, ont pu donner de sérieux coups de semonce à l'univers poétique traditionnel.

Mais, fondamentalement, l'écrivain reste toujours prisonnier ; lorsqu'il tente de se libérer, sa libération elle-même devient hicot. L'écriture est, devenue assez vite un dogme ; la folie, ou plutôt l'ivresse du style, pour trouver dans sa nature même la satisfaction grise du « nouveau », dont rêvait Baudelaire dans le *Voyage*, devait aller toujours plus loin, sans pour autant réfléchir à ce qui constitue le malaise d'écrire.

## Rythme et discours

Le style, pour être instrument de communication, devrait posséder l'universalité propre à tout échange de sens qui se veut sans équivoque. Or force est de constater que le style d'un auteur n'est pas une notion philosophique à prendre à l'abstrait. Il se définit, au contraire, relativement à l'intention du lecteur — qui le perçoit, le « lit », — et donc dépend de nos réactions propres. La lecture critique, par conséquent, au style, le déforme ; elle lui applique des considérations extérieures, culturelles ou esthétiques, qui, loin de faciliter la communication, l'entravent au contraire, en dénaturant parfois jusqu'à la pensée même de l'auteur.

Le style, pour être compris dans son intégrité, doit être étudié avec toutes les forces cachées, imprévisibles et inexplicables qui forment le non-dit. Le style, perçu en tant que tel, paraît alors comme extérieur au langage. Sa puissance vient, précisément, de ce dépassement.

Considérons un exemple révélateur de non-dit : le rythme. Cette réalité stylistique, mais aussi musicale, picturale, et souvent érotique, est une « forme fluante », comme le montre Benveniste dans son analyse *Problèmes de linguistique générale*. Le sens courant n'est apparu qu'avec Platon. Si l'on reprend donc les présocratiques, comme le montre Meschonnic (*Critique du rythme*), on peut avancer l'hypothèse selon laquelle le rythme est une « forme changeante » du sujet parlant. Le rythme est ce sujet, et en même temps un créatin de sans caractéristique de ce sujet.

Les périodes de Proust, à ce titre, sont à la fois indispensables à l'œuvre et à l'origine de l'œuvre. Elles dépassent les signes linguistiques dans une « signification », pour reprendre le mot de Meschonnic qui, loin de les enfermer dans l'enveloppe de mystère à laquelle on pourrait s'attendre, facilite au contraire la compréhension intime de l'œuvre mais, plus encore, de la pensée littéraire profonde qui en est la source. Rythme et discours, éjoints d'ailleurs Meschonnic, sont inséparables.

Une sorte de parallèle pourrait alors s'établir entre le style et le rythme ; certes, ce sont là deux notions distinctes ; et le style, dira-t-on, contient aussi, dans ses manifestations, des phénomènes d'altération, de rimes, en poésie. Mais, à cette différence près, rythme et style témoignent d'une même recherche de soi-même et des autres. Car le rythme est une interpellation profonde, imprévisible, qui touche aux structures les plus profondes de l'être, à ces vibrations essentielles qui traduisent la perception profonde de la vie, qui coule comme le rythme d'un poème sur nos lèvres. « Rythmos » vient d'ailleurs du radical de « rhein » qui veut dire couler.

Il se crée alors une communication étrange, hors du temps, hors des façons d'écrire, indépendante des considérations de genres littéraires. Lire Chateaubriand, bien sûr, ou Proust, c'est goûter la quintessence de la langue française et de la forme au sens le plus courant, et qui est souvent idéalisée au style. Mais c'est aussi sentir une présence étrange, presque inhumaine, tant on a l'impression qu'elle défie les artifices du savoir littéraire, mais s'agit d'un savoir essentiel. Les auteurs, sans style, et surtout sans rythme, n'existent pas. On alors ils ne sont pas des écrivains dignes de ce nom.

## « Soleil cou coupé »

« Soleil cou coupé ». Le vers d'Apollinaire o'a été de très rassurant ; mais il témoigne d'une correspondance étroite entre le signifiant, le signifié et le rythme. Somme toute, il est à l'image de l'écriture littéraire, qui semble un soleil rayonnant sur le monde, ou qui tout au moins ambitionne de devenir l'indispensable lumière maternelle dans laquelle nous pourrions vivre. Le style, c'est l'éclat de cette lumière. Mais, hélas, les soleils peuvent être tout le contraire d'eux-mêmes, des « soleils noirs de la mélancolie », pour reprendre le vers de Nerval. L'auteur est un soleil « cou coupé » pour le langage, aussi paradoxal que cela puisse paraître.

« Mais, ô mon cœur, entends le chant des matelots... », disait Mallarmé ; le chant de l'homme, le chant qui n'est autre que son charme (chant et charme ont même étymologie), qui lui permet de dépasser les contingences linguistiques, dans un élan de communion pour atteindre à l'absolue communion, c'est le style, non celui qui se présente à nous dans sa dureté apparente, mais sa densité essentielle, mais la vibration intérieure, inséparable du rythme, qu'il contient et dépasse.

(Le titre et les intertitres sont de la rédaction du Monde.)

## GANGSTER EN JUPON

L'insaisissable M<sup>me</sup> Sam

Sublime M<sup>me</sup> Sam, où vous rendez-vous ? Dans une de vos villes de France ou du volant de votre Cadillac blanche sur une côte de Californie ?

Qui sait où, à cette heure, vous nouez et dénouez les sorts de votre impénétrable empire, lors d'une de ces parties de tonnerre (il faut vous raffoler. Ainsi se jouent achats et ventes, vols et reculs, coups et disparitions. Tournant vos tonitres parisiens, alors que les autorités françaises vous supposent à Miami. Car vous êtes en fuite et recherchée. C'est officiel. Et c'est l'unique certitude que nous ayons.

Votre histoire publique commence à Paris, un matin gris de l'hiver 1984, par l'arrestation d'un de vos hommes de paille. Au cœur de l'été, cette histoire reste un jeu d'ombres. De la scène mise en place par vos acolytes sont tombées quelques miettes. Aussi se résigne-t-on à ne connaître de vous que des bribes et de vos romances quelques aventures, de rares éclats.

Lever de rideau à Paris, le 14 janvier... Au dix-neuvième étage d'une tour sis 84, boulevard Masséna chez les Ngeht, réfugiés cambodgiens, bijoutiers en appartement, la porte claque brutalement. Trois hommes et une femme s'engouffrent au pas de course. Dans l'entrée de l'immeuble, M<sup>me</sup> Nicollet, la concubine, alertée par les Ngeht se met à hurler. Un des fuyards est ceinturé. C'est José Castillo, trente ans, un réfugié dominicain.

L'homme, sans s'en douter, exécute les basses œuvres d'un chef de gang en jupon. Elle est cambodgienne, c'est M<sup>me</sup> Sam. Il faudra des mois aux enquêteurs pour découvrir l'existence de cette femme et sa vie occulte. Le fric-frac classique

## Pas de traces, pas de plainte

Mme Sam est également secrétaire de direction, jusqu'à ce qu'elle démissionne en novembre 1984. Depuis, des années, elle partage son temps entre de loquaces séjours aux États-Unis et une vie parisienne aussi discrète qu'autaire.

Cette double vie intrigue les enquêteurs. Qui est donc l'énigmatique Mme Sam ? L'intérêt s'est envolé, partie sans laisser d'adresse. Son mari et sa fille, âgée de vingt ans, restés au foyer parisien sont interpellés et incarcérés en mai. La jeune fille faisait équipe avec Mme Tchou. L'époux est lui aussi compromis. Digne M. Sam, ancien diplomate de Long No à Berne, est alors arrêté au tribunal de grande instance de Créteil. Connaît-il les agissements de sa femme ? « Nous, les hommes cambodgiens, n'avons pas voix au chapitre. »

Enfin, les enquêteurs reconstituent le circuit des folles équipées commanditées par M<sup>me</sup> Sam. Batut, les Filochard et les Riboulingue du monde entier... Le cerveau de Mme Sam a innové en matière d'escroquerie. Un dispositif à deux tours. Dans un premier temps intervient un premier gang en jupon, comprenant Mme Tchou, Mlle Sam et une complice dite « Monique ». Le gang se rend chez des réfugiés, de préférence des cambodgiens, pour vendre des lingots d'or ou des bijoux. Espèces sonnantes en échange. Deuxième temps : un gang à moustaches et à peau sombre, sans liens avec la com-

munauté asiatique, se charge de récupérer les lingots ou les bijoux.

Mme Sam n'apparaît jamais. A « La Rose des Vents », un café sis 20, rue de l'Arrivée, la gérante garde un amer souvenir de la visite télévisée par Mme Sam. Les lingots achetés pour 720 000 F étaient faux... C'était du plomb doré à la peinture. Rue Gay-Lussac, Mme Sam, une pharmacienne, avait confié en gage au gang en jupon 960 000 F de bijoux en échange... d'un chèque sans provision. Elle n'avait pas encore porté plainte lorsque débarquèrent les enquêteurs sur la piste de Mme Sam. Une troisième victime, M. Than, gros homme d'affaires, a préféré... prendre la fuite.

Résumons. Mme Sam s'assure de son impunité. Nul ne la voit. Elle ne s'en prend qu'à des victimes victimes soucieuses de faire de tout aussi discrètes affaires. Enfin, elle supprime les traces de ses forfaits. Sans traces, pas de plainte... Six personnes sont pour le moment incarcérées. Combien resteront enfouies au plus profond secret ? Mme Sam, repartie pour les États-Unis, où sa sœur est mariée avec un diplomate, semble bien avoir été à Paris un point de jonction du « milieu » asiatique.

DANIELLE ROUARD.

(1) Association de personnes qui mettent leur capital en commun pour jouir d'une route vagabonde (l'association est distribuée entre les survivants ou entre les ayants droit des membres décédés).

## CORRESPONDANCE

## Air France et les liaisons avec les Antilles

Dans notre article sur « les Guadeloupéens de Paris » (Le Monde daté 11-12 août), nous avons écrit que ces derniers réclament la fin du monopole dont dispose Air France sur les liaisons Paris - Pointe-à-Pitre estimant que les tarifs appliqués (5 300 F pour l'aller et retour) sont trop élevés.

M. François Eldin, sous-directeur à Air France, nous expose le point de vue de la compagnie nationale :

Air France est chargée, sous le contrôle de l'État, d'assurer le ser-

vice public du transport aérien entre la métropole et les départements d'outre-mer. Cette mission entraîne des contraintes qui pèsent sur l'exploitation de ces lignes. La gestion des lignes reliant la métropole aux Antilles est en effet affectée par des phénomènes de pointe très accentués et un déséquilibre de trafic par sens, à différentes périodes de l'année. Si, en période normale, Air France assure de dix à quatorze vols hebdomadaires, la compagnie se trouve dans l'obligation, en

période de pointe, de mettre en ligne jusqu'à quarante Boeing 747 par semaine, souvent complets dans un sens et peu chargés dans l'autre. En outre, pendant cette période, 20 % des passagers sont des enfants de moins de douze ans qui paient demi-tarif. Air France ne souhaite pas partager la part du marché la plus rentable avec un concurrent uniquement intéressé par des vols bien remplis dans les deux sens, parce que son rôle ne peut se limiter à assurer la seule part déficitaire de l'exploita-

tion, l'État lui faisant obligation d'exploiter les lignes sans déficit.

Cela étant, Air France met tout en œuvre afin de proposer les tarifs les plus bas, compatibles avec l'équilibre économique de l'exploitation de lignes sur lesquelles elle ne cherche à faire aucun bénéfice. Ramenés au kilomètre parcouru, ces tarifs sont compris entre 0,30 et 0,39 F et la recette unitaire moyenne par passager est de loin inférieure à celle que la compagnie enregistre sur ses autres lignes, pourtant soumises à la concurrence des compagnies étrangères.





# France/services

## RADIO-TÉLÉVISION

Samedi 24 août

### PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

20 h 40 Au théâtre ce soir : Le Vison à cinq pattes. De Constant Gollu, d'après P. Cote, adapt. R. Dupuy. Avec M. Mercadier, J. Marsan, M. Dalmès. (Redif.)  
21 h 30 Nuits vagabondes (et à 23 h 05).  
Le vol d'un oiseau de nuit. Le jeu du flâneur. Deux places au soleil. Pacific Express. Transatlantique Express. Vers 23 h 30, un téléfilm produit par l'INA : Les Sept péchés capitaux.  
22 h 55 Journal.

### DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

20 h 35 Variétés : Chantons le moi. de J.-F. Kahn, réal. J. Samin.  
Les chansons éternelles, avec Sapho, Julien Clerc, Catherine Lara et, comme invité d'honneur, Bernard Blier, l'un des fondateurs de Médias sans frontières.  
22 h Magazine : Les enfants du rock.  
Rock'n'roll graffiti, avec Brenda Lee, Nino Ferrer, Dany Logan, les Rolling Stones, Rita Barok... En deuxième partie, Les Machines : le best of... avec Michael Jackson, Frankie Goes to Hollywood, Philippe Kater, David Lee Roth, David Bowie, Rita Mitsouko...  
23 h 16 Journal.  
23 h 40 Bonsoir les clips.

### TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

20 h 35 Boulevard du rire.  
Émission de J.-L. Trépo.  
Dernière émission estivale, dont la qualité des scènes de plateau dépend des invités présents. On regrette ton-

jours la fausse cordialité des acteurs et des chanteurs réunis autour d'une table. Quelques bons moments quand même ! Cette semaine, Alex Méryer, Micheline Dax, Joanne Lévesque, Alain Scoff...  
21 h 55 Journal.  
22 h 55 Faillite : Dynamite.  
Aventures et mésaventures d'une famille américaine.  
22 h 40 Au nom de l'amour.  
Émission de Pierre Bellemare.  
23 h Musicclub.  
Concerto pour violon et orchestre en la majeur n° 5, de W. A. Mozart, avec Jean-Paul Wallès, soliste.

### CANAL PLUS

20 h 30, Téléfilm : Banco. 22 h 5, Les superstars du catch ; 23 h, Terreur à l'hôpital central, film de C. Lord ; 0 h 40, Le Vol du sablier, film de L. Berber ; 2 h 25, L'insolite, film de N.-J. Warren ; 3 h 45, Séries rock ; 4 h 10, Les Brancas de balais, film de R. Butler ; 5 h 40, Hill Street Blues.

### FRANCE-CULTURE

19 h 15 « Der des der » (1914-1918), par G. Mettra (1<sup>re</sup> partie). Soirée consacrée aux témoins, petits ou célèbres, de la première guerre mondiale, avec des documents d'archives (fin à 23 h 55).

### FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 Concert : (donné à l'Orchestre le 6 juillet 1985 pour les vingt ans du Quatuor Melos, Festival de Ludwigshafen) : Quintette pour clarinette et cordes en la majeur, de M. Reger, Quatuor à cordes n° 14, de Beethoven, par le Quatuor Melos, avec W. Meischer, violon, H. Voss, alto, P. Buck, violoncelle, G. Voss, violon, et U. Rodenhäuser, clarinette.  
23 h 5, La zodiaque hétéroclite : œuvres de Byrd, Strauss, Milgrom, Lully, Poulenc, Stockhausen.

Dimanche 25 août

### PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

8 h Bonjour la France.  
9 h Émission télévisée.  
9 h 15 A Bible ouverte.  
9 h 30 Orthodoxie.  
10 h Présence protestante.  
10 h 30 Le jour du Seigneur.  
11 h Messe à la chapelle Sainte-Thérèse de Capbreton (Landes).  
12 h Faut-il être Arnold et Willy.  
13 h 30 Dessin animé : Tom et Jerry.  
13 h 45 Journal.  
14 h 25 Séries : Agence tous risques.  
14 h 20 Sports dimanche vacances.  
Auto : Grand Prix de F1 des Pays-Bas ; tiercé à Deauville ; tennis ; football.  
17 h 30 Les animaux du monde.  
18 h 5 Séries : Guerre et Paix.  
19 h Reprise : Infotension.  
Durant tout l'été, TF1 rediffuse les meilleurs sujets de ce magazine. Aujourd'hui : Attention... dangers ; cuisine ; les sauteries ; S.O.S. Psy.  
20 h Journal.  
20 h 35 Cinéma : La Grande Menace.  
Film franco-anglais de J. Gold (1977), avec R. Burton, L. Ventura, L. Roccini, M.-C. Barreau (Redif.).  
Un écrivain anglais semble avoir le pouvoir de provoquer d'étranges phénomènes à distance. Un policier français enquête sur son cas. Ce film, à mi-chemin entre le conte fantastique et le polar traditionnel offre d'impitoyables zones d'ombre.  
22 h 10 Sports dimanche soir.  
23 h 10 Journal.

### DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

10 h Informations et météo.  
10 h 15 Les chevaux du tiers.  
10 h 40 Récit A 2.  
11 h 10 Gym tonique.  
11 h 45 Sports : Catch à Champigny.  
12 h 15 Jeux de bandes.  
12 h 45 Journal.  
13 h 15 Il était une fois le cirque.  
14 h 10 Séries : Switch.  
15 h Séries : Cette terre si fragile.  
N° 2 (Série) : Émission proposée par F. Rosoff.  
16 h 55 Téléfilm : Deux amies d'enfance.  
De N. Compagnon, avec L. Mikael, A. Clément, C. Moss Berger (2<sup>e</sup> partie).  
Sous l'occupation allemande, deux jeunes femmes qui ont passé leur adolescence ensemble sont brusquement séparées par la guerre.  
17 h 35 Les carnets de l'aventure.  
« Jean du Sud II » (tour du monde à la voile, en solitaire).  
18 h 25 Stade 2.  
19 h 30 Séries : Casse-noisette.  
20 h Journal.  
20 h 35 Variétés : Angelo Branduardi.  
Le chanteur italien folklorique, poète, interprète quelques-uns de ses succès : « Le Duver », « Puntall », etc.  
21 h 45 Sports : Catch à Champigny.  
22 h 15 Harlem nocturne : Billie Holiday.  
N° 1 : The Long Night of Lady Day, présenté par P. Blanc-Francard.  
Premier volet d'une copieuse documentation sur l'une des plus grandes et légendaires chanteuses de jazz. Une vie misérable, une voix inimitable, celle de Billie Holiday, qui joue, ici, avec Count Basie et Lester Young. Des témoignages étonnants, des séquences inédites.  
23 h Journal.  
23 h 25 Bonsoir les clips.

### TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

19 h 30 RFO Hobbo.  
20 h Dessin animé : Il était une fois l'homme.  
20 h 35 Séries : Méditerranée.  
Réal. A.-C. Pinelli, F. Quilès, G. Rognier, C. Vilardet. N° 10 : Comment Rome a implanté dans ses provinces son mode de vie matériel et politique d'Arles à Lyon, en passant par Palmyre. Les origines de son rayonnement.  
21 h 30 Documentaire : Islande.  
de Ph. Reboul.  
L'île de la France, à 200 km du pôle Nord, l'Islande est constituée d'un plateau soulevé, où les glaciers ont creusé de nombreux fjords. Situation géographique et culturelle d'une petite République.  
22 h Journal.  
22 h 30 Cinéma de minuit : Café de Paris.  
Film français d'Y. Mirande et G. Lacombe (1938), avec V. Karsin, J. Berry, J. Baumer, P. Brasseur, Carrette, S. Barria (N).  
Un meurtre a lieu au café de Paris, pendant la nuit du 31 décembre. L'enquête fait tomber les masques des

stériles, suspects ou non. Cette intrigue policière en « lieu clos » où défilent des acteurs célèbres, est une véritable étude de mœurs.  
23 h 50 Prélude à la nuit.  
« Crinolines en la nuit au temps de la Montjoie », de Ricardo Vines, interprété par Yves Rault au piano.

### CANAL PLUS

6 h 50, Cabou Cadis (et à 8 h 55, 13 h 5 et 19 h 30) ; 8 h 5, Document : Les derniers marins ; 9 h 15, Magic, film de R. Attenborough ; 11 h 5, Faut-il être Arnold et Willy ; 12 h 25, Téléfilm : Arc de Triomphe ; 15 h, Les années Selznick ; 15 h 55, Les superstars du catch ; 16 h 55, Séries : C'est encore la nuit, Naples 7 ; 18 h, Les Contes, film de F. W. Truffaut ; 20 h 30, Virentin dimanche, film de F. Truffaut ; 22 h 30, Lucky Jo, film de M. Deville ; 23 h 55, L'Amour par terre, film de J. Rivette ; 1 h 55, Show devant : Richard Guitard.

### FRANCE-CULTURE

0 h, Les amis de France-Culture ; 7 h, Hiver d'été ; 8 h, Orthodoxie ; 8 h 25, Protestantisme ; 9 h 5, Écoute Israël ; 9 h 35, Divers aspects de la pensée contemporaine : l'Union nationaliste ; 9 h 55, Éditions, magazine religieux ; 10 h, Messe à Carême (Finistère) ; 11 h, Histoire du futur, entretien avec Hugues de Jouvenel ; 12 h, Extraits de Pierre La Tour ; 12 h 45, Anthologie insolite : de G. Neveux, Avec M. Bonquet, J. Mercur, C. Le Coz, B. Lange ; 13 h 40, Chansons pour un été : rétros ; 14 h, La culture des coquilles ; 14 h 30, L'été, film de J.-M. Tillet ; H. de Lapparent, S. Apicynski ; 16 h 40, Méditerranée : le musée de la Renaissance ; à Evreux ; 17 h, Musique : Angers, musique du XX<sup>e</sup> siècle ; à Grand-auditorium ; « La bibliothèque de Babel », d'après J.-L. Borges, musique d'André Rieu ; 18 h 30, Le magazine de la rédaction.  
19 h 15, « Der des der » (1914-1918), par G. Mettra (2<sup>e</sup> partie). Fin à 23 h 55.

### FRANCE-MUSIQUE

2 h, Les amis de France-Musique ; 7 h 3, Concert-promenade : musique viennoise et musique légère, œuvres de Lecocq, Planquette, Stieglitz ; 9 h 5, Les voyages musicaux : du duc de Berry à l'œuvre de Debussy, de Beethoven, Puccini, Liszt, Wagner, Strauss ; 11 h, Concert (Festival de Salzbourg, en direct du Mozarteum) : œuvres de Mozart, par l'Orchestre du Mozarteum, dir. G. Winberg, sol. I. Grafenauer, flûte, J. Prochaska, ténor ; 13 h 5, Romance : magazine de la guitare ; 13 h 20, J. Rodrigo et la guitare ; 14 h, Harmonies : œuvres de Strauss, Rimski-Korsakov, Jolivet ; 15 h 4, Opéra : « Porgy and Bess » ; de Gershwin ; 19 h 5, Le temps du jazz : euro-jazz ; 20 h 30 Concert (donné au Théâtre des Champs-Élysées, le 22 novembre 1982) : Symphonie Lœvra, de J. Haydn, Symphonie n° 2, de Schumann, par l'Orchestre national de France, dir. W. Sawallisch.  
23 h 10 La construction : un psychologue dans tous ses états, œuvres de Dragomir, Vautin, Funck, Mous-sorgi...

### LES SOIRÉES DE LUNDI

TF 1 20 h 35, Cinéma : Le Faux Coupable, d'A. Hitchcock ; 22 h 20, Portrait de Bruno Bertelheim ; 23 h 40, Journal ; 23 h 55, Choses vues.  
A2 20 h 35, Variétés : Enfin seul (Gérard Jugnot) ; 21 h 45, Concert Bruckner ; 23 h 25, Journal.  
FR3 20 h 35, Cinéma : Regain, de M. Pagnol ; 22 h 40, Journal ; 23 h 05, Thalassa, magazine de la mer ; 23 h 30, Rencontres de l'été ; 23 h 35, Prélude à la nuit.

### CANAL PLUS

20 h 30, Cinéma : Le Bourreau des cœurs, de C. Gion ; 22 h 10, Les plus grandes corridas mexicaines et espagnoles ; 23 h 10, Festival de jazz d'Antibes 1984 ; 23 h 45, Hill Street Blues ; 0 h 30, Cinéma : Terreur à l'hôpital central, de C. Lord ; 2 h 10, Les filles de Hollywood.

## TRIBUNES ET DÉBATS

DIMANCHE 25 AOÛT

M. Jacques Barrot, député de la Haute-Loire, secrétaire général du CDS, est l'invité de l'émission « Forum » de RMC, à 12 h 30.

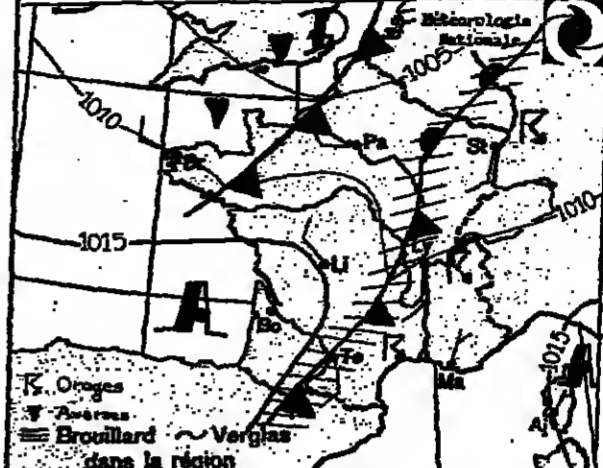
## MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 24-8-85 A 0 h GMT.



Évaluation probable du temps en France entre le samedi 24 août à 6 heures et le dimanche 25 à midi.  
Situation générale. — Une perturbation pluvio-orageuse active traversera la France samedi et dimanche ; elle sera suivie d'un temps frais et instable.  
Prévisions :  
Dimanche matin, une zone de temps couvert et pluvieux s'étendra des Pyrénées au Massif Central et aux régions du Nord-Est ; les précipitations, souvent abondantes, précéderont parfois un caractère orageux, en particulier sur le relief.  
Cet état de mauvais temps gagnera les régions du Sud-Est au cours de l'après-midi, et à l'arrière s'établira un aisé et une brumante qui souffleront violemment en fin de journée.  
Sur les régions de la moitié nord-ouest, le ciel sera gris instable, avec des passages d'averse, plus nombreux de la

PRÉVISIONS POUR LE 25.8.85 DÉBUT DE MATINÉE



Brotagne à la Normandie et au Nord ; le vent d'ouest à nord-ouest soufflera assez fort près des côtes de la Manche.  
L'instabilité s'atténuera cependant au fin de journée de la Vendée et des pays de Loire à l'Aquitaine, et de belles éclaircies se produiront sur ces régions.  
Les températures, plutôt basses le matin (8 à 13 degrés) sur le quart nord-ouest, atteindront l'après-midi 17 à 23 degrés sur la moitié ouest, 20 à 26 degrés plus à l'est.  
Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré dans la journée du 23 août, le second, le minimum de la nuit du 23 au 24 août) : Ajaccio, 29 et 16 degrés ; Biarritz, 26 et 17 ; Bordeaux, 26 et 16 ; Brétat, 26 et 17 ; Brest, 19 et 13 ; Cannes, 28 et 19 ; Clermont, 18 et 13 ; Clermont-Ferrand, 28 et 13 ; Dijon, 27 et 10 ; Dinard, 20 et 15 ; Embrun, 29 et 15 ;

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

## AUTO-NETTOYAGE DANS UN QUARTIER DE PARIS

### Ces dames de la Fourche

La Fourche, un coin tranquille du dix-septième arrondissement de Paris. Un triangle concis entre deux avenues ; celle qui va de Saint-Ouen et celle qui file vers Saint-Denis. De petites immeubles bourgeois de bonne apparence, mais aussi, passage Saint-Michel, de vilaines bâtisses hautes de deux ou trois étages, quelques commerces en rez-de-chaussée, et des dizaines de voitures encombrant la rue en dépit de l'interdiction de stationnement. Un secteur de Paris avec ses petites misères et ses potentialités.

Elles n'ont pas échappé à des jeunes femmes du quartier. Ce mur gris non ravalé, face à l'église, blesse l'œil et le perspective. Frotté, lavé, blanchi, on pourrait lui adosser une tonnelle, une « pompe-à-eau », que sais-je ? Cette place, en sortant de l'église et de la sacristie, pour qui ne pas en faire un air de jeu pour les enfants, ou un havre de repos pour les vieilles personnes ? Prolongée par une voie piétonne dans un passage Saint-Michel nettoyé, elle donnerait sécurité au voisinage et relief au quartier qui s'encastrait exactement dans l'échancrure du passage. Il n'y a de l'allure, le passage avec l'arche — une œuvre de Frémont, réplique de celle qui domine le Mont-Saint-Michel — déployant ses ailes à 45 mètres au-dessus du sol. Le cou de la Redoute est bien impressionnant, elle aussi, avec ses grands arbres où croient les oiseaux.

Les huit jeunes femmes, universitaires pour la plupart et mères de famille, se sont constituées en collectif et mises au travail. Elles ont interrogé les commerçants et le curé, elles ont consulté l'architecte de la préfecture, elles ont dessiné des croquis et des plans, avec l'aide d'étudiants en architecture. Puis, leur dossier complet sous le bras, elles sont allées voir le maire du dix-septième.

Le maire a décidé d'aménager la place. Du projet initial, il a retenu le pavement en beau matériau de récupération. Il n'a pas nié les arbres : tout l'espace est réservé aux jeux des enfants. Pour arrêter les voitures, quelques marches. Si l'on supprime, dans une deuxième tranche de travaux, les trottoirs du passage Saint-Michel pour les remplacer par un pavage en grès, comme le souhaite le maire, la voie piétonne sera acquise.

Les jeunes femmes du collectif La Fourche ont dû en rabattre mais elles ne sont pas amères. Elles s'inscrivent devant les difficultés financières et les contraintes techniques : passage des pompes et des pompes funèbres. Le maire, de son côté, n'a pas rejeté une initiative qui ne suit pas la filière habituelle. Un an de dialogue a permis aux deux partenaires de se connaître et, au-delà des bons sentiments, de pratiquer la concertation.

DANIELLE TRAMARD.

\* Collectif La Fourche, c/o Sylvia Lequenne, 18, rue Saint-Jean, 75017 Paris.

## Carnet

Bertrand Gili, Thierry Gili, Et la famille, ont le plaisir de faire part du décès de leur mère.

Michèle GILL, née Males-Lévy.

Les obsèques auront lieu le lundi 26 août 1985 au cimetière de Bagneux. Réunion à 14 heures à l'entrée principale du cimetière.

Cet avis tient lieu de faire-part.

69, avenue de Villiers, 75017 Paris.

### Décès

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, PATERNITÉ. — En cas de divorce du couple, les tribunaux attribuent la plupart du temps le droit de garde à la mère. La père n'obtient qu'un simple droit de visite et d'autorisation de garder l'enfant une partie des vacances et certains week-ends. En réclamant une responsabilité parentale égale en cas de séparation ou de divorce, le mouvement de la condition paternelle doit aller dans le même sens que les mouvements féministes et agir dans l'intérêt des enfants. Il invite les femmes et les organisations féministes à participer au colloque « Féminisme et paternité » qui se tiendra les 4, 5 et 6 octobre à Paris.

\* Fédération des mouvements de la condition paternelle, 144, avenue Daumesnil, 75012 Paris. Tél. : (1) 341-45-18.

## PARIS EN VISITES

LUNDI 26 AOÛT

Dans les ateliers d'un grand restaurateur de vitraux. 15 h, 6, rue de la Grande-Chaumière (M. Ragueneau). « Remise au Grand Palais », 13 h 30, entrée exposition. « Promenade autour de Saint-Sulpice », 15 h devant l'église. « L'Hôtel de Lassay », 14 h 30, 2, place du Palais-Bourbon (carte d'identité). « Exposition Archéologie et projet urbain », à l'École de Chaillot, 18 h du musée. « Notre-Dame, Nicolas Flamel, les Templiers, le voyage à Compostelle », 15 h, M<sup>e</sup> Coq (L. Hanlier). « Une heure au Père-Lachaise », 10 h et 11 h 30, entrée principale. « Cent tombes oubliées de Verdun à Bains Carrières », 14 h 45, entrée cimetière des Batignolles (V. de Langlade). « L'Hôtel Lauzun », 15 h, 17, quai d'Anjou. « Saint Louis en son temps », 15 h, Musée des monuments français (M. Boulet). « L'Opéra, le salon Garnier au Grand Hôtel », 13 h et 15 h 30, hall d'entrée Opéra (C.-A. Messer). « Le Marais », 14 h 30, M<sup>e</sup> Hôtel-de-Ville, sortie Loban (G. Bouteau). 14 h 30, sortie M<sup>e</sup> Saint-Paul. « Le Marais illuminé », 21 h, M<sup>e</sup> Pont-Marie.

MARDI 27 AOÛT

« Auteuil, quel resto-tel du temps de Bouteau ? », 15 h, M<sup>e</sup> Mich-Ang. « Notre-Dame », 15 h, portail central. « La franc-maçonnerie et son histoire », 15 h, 16, rue Cadet (M. Ragueneau). « Versailles : quartier Saint-Louis », 14 h 30 devant façade cathédrale Saint-Louis. « La Sorbonne et le quartier Latin », 14 h 46, rue Saint-Jacques. « Le Père-Lachaise du vingtième siècle », 10 h 30, 10, avenue du Père-Lachaise. « Un quartier de ruine : Auteuil et son cimetière », 14 h 45, Église d'Auteuil. « Les salons de l'Hôtel de Ville », 14 h 15, M<sup>e</sup> Hôtel-de-Ville sortie Loban. « Les manufactures des Gobelins », 14 h 30, 42, avenue des Gobelins. « Paris 1900 », 15 h, M<sup>e</sup> Jamin. « Hôtel de Lauzun », 15 h, 17, quai d'Anjou. « La bibliothèque de l'Assemblée », 15 h, entrée bibliothèque. « Le vieux quartier Saint-Séverin », l'église Saint-Julien-le-Pauvre. 15 h, M<sup>e</sup> Maubert-Mauriat (sortie côté gauche). « Hôtels du Fbg Saint-Germain-des-Près », 14 h 30, M<sup>e</sup> Chambre-des-Députés. « Le vieux Marais », 14 h 30, sortie M<sup>e</sup> Saint-Paul.

## CONFÉRENCES

LUNDI 26 AOÛT

Hôtel Trianon, 1 bis, rue de Valenciennes, de 14 h 30 à 19 h. « De la connaissance symbolique à la réflexion analytique ». Tél. (1) 872-55-30.

MARDI 27 AOÛT

Hôtel Trianon, 1 bis, rue de Valenciennes, de 10 h à 19 h. « Le zodiaque, symbole de la loi d'évolution ». Tél. (1) 872-55-30.

## JOURNAL OFFICIEL

Sont parus au Journal officiel du samedi 24 août :

### UNE LOI

« Du 23 août 1985 sur l'évolution de la Nouvelle-Calédonie. »

### DES DÉCRETS

« Relatif aux modalités d'établissement par les communes de statistiques en matière d'urbanisme et en matière d'action sociale et de santé. »

« Relatif aux conseils de l'éducation nationale dans les départements et les académies. »

## REPÈRES

CCP : bientôt des p aux titulaires

Les bulletins de comptes-chèques postaux des clients personnels s'échelonnent d'une durée de 12 à 24 ou 36 mois. Ils sont donc soumis à un amortissement. Le montant des taux pratiqués par les banques pour ces opérations s'élève, dans la mesure où les clients offrent des mois de crédit, à des taux progressivement inférieurs à ceux de 1986.

La Poste propose déjà des prêts à court terme, à un taux d'intérêt, de 10 à 15 %, sur un maximum de 100 millions de francs, soit 15 % de plus que les taux pratiqués par les banques.

Pétrole : nouvelle baisse adressée à l'OPEP d'ici

Les compagnies pétrolières américaines ont lancé une campagne de lobbying pour obtenir une baisse des prix du pétrole. Elles ont adressé à l'OPEP une lettre de demande de baisse de 10 à 15 % des prix du pétrole. Elles ont également adressé à l'OPEP une lettre de demande de baisse de 10 à 15 % des prix du pétrole.

Nécessité du tau en Corée du Sud

La situation économique de la Corée du Sud est tombée à 10 % au premier semestre 1985. Les exportations ont baissé de 10 % par rapport à la même période de l'année précédente. Les importations ont augmenté de 10 % par rapport à la même période de l'année précédente.

Les entreprises ont été touchées par la baisse des prix du pétrole. Elles ont dû augmenter leurs prix de vente. Elles ont dû réduire leurs dépenses. Elles ont dû augmenter leurs recettes.

Les entreprises ont été touchées par la baisse des prix du pétrole. Elles ont dû augmenter leurs prix de vente. Elles ont dû réduire leurs dépenses. Elles ont dû augmenter leurs recettes.

Les entreprises ont été touchées par la baisse des prix du pétrole. Elles ont dû augmenter leurs prix de vente. Elles ont dû réduire leurs dépenses. Elles ont dû augmenter leurs recettes.

Les entreprises ont été touchées par la baisse des prix du pétrole. Elles ont dû augmenter leurs prix de vente. Elles ont dû réduire leurs dépenses. Elles ont dû augmenter leurs recettes.

Les entreprises ont été touchées par la baisse des prix du pétrole. Elles ont dû augmenter leurs prix de vente. Elles ont dû réduire leurs dépenses. Elles ont dû augmenter leurs recettes.

Les entreprises ont été touchées par la baisse des prix du pétrole. Elles ont dû augmenter leurs prix de vente. Elles ont dû réduire leurs dépenses. Elles ont dû augmenter leurs recettes.

Les entreprises ont été touchées par la baisse des prix du pétrole. Elles ont dû augmenter leurs prix de vente. Elles ont dû réduire leurs dépenses. Elles ont dû augmenter leurs recettes.

Les entreprises ont été touchées par la baisse des prix du pétrole. Elles ont dû augmenter leurs prix de vente. Elles ont dû réduire leurs dépenses. Elles ont dû augmenter leurs recettes.

Les entreprises ont été touchées par la baisse des prix du pétrole. Elles ont dû augmenter leurs prix de vente. Elles ont dû réduire leurs dépenses. Elles ont dû augmenter leurs recettes.

Les entreprises ont été touchées par la baisse des prix du pétrole. Elles ont dû augmenter leurs prix de vente. Elles ont dû réduire leurs dépenses. Elles ont dû augmenter leurs recettes.

Les entreprises ont été touchées par la baisse des prix du pétrole. Elles ont dû augmenter leurs prix de vente. Elles ont dû réduire leurs dépenses. Elles ont dû augmenter leurs recettes.

Les entreprises ont été touchées par la baisse des prix du pétrole. Elles ont dû augmenter leurs prix de vente. Elles ont dû réduire leurs dépenses. Elles ont dû augmenter leurs recettes.

Les entreprises ont été touchées par la baisse des prix du pétrole. Elles ont dû augmenter leurs prix de vente. Elles ont dû réduire leurs dépenses. Elles ont dû augmenter leurs recettes.

Les entreprises ont été touchées par la baisse des prix du pétrole. Elles ont dû augmenter leurs prix de vente. Elles ont dû réduire leurs dépenses. Elles ont dû augmenter leurs recettes.

Les entreprises ont été touchées par la baisse des prix du pétrole. Elles ont dû augmenter leurs prix de vente. Elles ont dû réduire leurs dépenses. Elles ont dû augmenter leurs recettes.

# Économie

## REPÈRES

### CCP : bientôt des prêts personnels aux titulaires

Les titulaires de comptes-chèques postaux (CCP) pourront bientôt obtenir des prêts personnels s'échelonnant entre 10 000 F et 30 000 F, d'une durée de 12, 24 ou 36 mois au choix. Les taux d'intérêt, fixés en fonction du montant et de la durée des prêts, se situeront dans la moyenne des taux pratiqués par les autres établissements financiers pour des opérations similaires, soit entre 17 % et 20 %. Ce nouveau service sera offert dès le mois d'octobre dans les régions de Caen, Rouen et Lille, puis progressivement étendu à l'ensemble du territoire au début de 1988.

La Poste propose déjà des prêts immobiliers, la possibilité de découverts avec paiement d'intérêt, des distributeurs automatiques de billets connectés au réseau carte bleue. En 1984, elle a collecté 107 milliards de francs auprès des 7,2 millions de titulaires de comptes-chèques postaux, soit 15 % de l'épargne totale des Français, contre 30 % au début des années 70.

### Pétrole : nouvelle baisse de la demande adressée à l'OPEP d'ici à 1988

Les compagnies pétrolières américaines ont récemment révisé en baisse leurs prévisions sur la demande de pétrole adressée à l'OPEP à court et à moyen terme, assure, dans sa note mensuelle de conjoncture, la First Boston Corp, société d'analyses financières. Alors que les experts des compagnies prévoyaient une demande stable (à un niveau bas de 16 millions de barils par jour) au cours des trois prochaines années, ils s'attendent désormais à un déclin continu de la demande adressée à l'OPEP jusqu'en 1987 ou 1988. Ainsi Exxon a révisé la demande prévue pour l'an prochain de 16 à 15,2 millions de barils/jour en moyenne. Cette diminution découle à la fois d'un ralentissement global de la demande mondiale de pétrole, et d'une progression continue des fournitures de brut des pays non membres de l'OPEP.

### Fléchissement du taux de croissance en Corée du Sud

Le taux de croissance économique de la Corée du Sud est tombé à 3,2 % au cours du premier semestre de 1985, soit le plus bas depuis quatre ans, a annoncé le 21 août, le vice-premier ministre, M. Shin Byong-Hyun. Il s'agit, a-t-il précisé, d'une faiblesse inattendue.

Le gouvernement espère néanmoins atteindre un taux de croissance de 6 % sur l'ensemble de l'année. Or ce taux, qui serait esquivé dans les capitales occidentales, est insuffisant pour la Corée. A 7 % de croissance annuelle, l'économie parvient à peine à absorber le flux des nouveaux arrivés sur le marché du travail, vu la jeunesse relative de la population. Depuis 1980, l'économie sud-coréenne a réussi à progresser en moyenne de 9 % par an.

Récentement, le pays a été surtout touché par le ralentissement important de la croissance aux États-Unis et au Japon, ses deux principaux débouchés. Mais les raisons sont également à chercher à l'intérieur : les hommes d'affaires coréens accusent la politique économique du gouvernement d'avoir réduit la compétitivité des industries nationales. « Nous avons perdu notre vitalité », a constaté un économiste de la Fédération des industries coréennes. La contrainte très stricte de la mesure monétaire a permis de réduire l'inflation à 3 %, mais au prix de taux d'intérêt atteignant 13,5 % et d'un effacement du niveau d'investissement.

Pour sa part, le gouvernement est soucieux avant tout de ne pas alourdir encore une dette extérieure qui atteint déjà 44 milliards de dollars. Aussi a-t-il encouragé la maîtrise de l'inflation afin d'élever le taux d'épargne (de 27 % aujourd'hui contre 22 % il y a cinq ans). Il redoute également de relancer la demande, ce qui augmenterait les importations du pays, et donc aggraverait le déficit de la balance des biens et services.

### LES VITICULTEURS DE L'HÉRAULT S'EN PRENNENT AU VIN ITALIEN

Une centaine de viticulteurs, se réclamant du comité d'action viticole de l'Hérault, ont défilé et vidé, vendredi 23 août, deux camions de vin italien, puis vidé les cuves d'un négociant de Magalas (Hérault). Également remplis de vin italien. Ce sont en tout plus de 500 hectolitres de vin qui ont été vidés des camions interceptés sur l'autoroute A 9, au péage de Sète, sans compter les 1 000 hectolitres déversés chez le destinataire du vin italien. C'est la première fois depuis un an qu'une action d'une telle envergure est menée par les viticulteurs de l'Hérault contre les importateurs et les négociants en vin italien.

## ENTREPRISES

### Alsthom remporte la commande des quatre moteurs du paquebot norvégien

La division mécanique d'Alsthom construira les quatre moteurs qui devront équiper le paquebot norvégien commandé fin juillet aux Chantiers de l'Atlantique, par l'armateur norvégien Royal Caribbean Cruise Line (RCCL), a-t-on appris de l'établissement de Saint-Nazaire.

Trois raisons ont été données au choix de l'armateur entre divers fabricants européens pour cette nouvelle commande d'une valeur de 40 millions de francs : l'expérience de l'entreprise, l'intérêt économique d'un moteur plus économique, car brûlant du fuel lourd, et la suspension élastique filtrant les bruits et les vibrations.

### OPA réussie de Guinness sur Arthur Bell

La brasserie irlandaise Guinness a réussi, vendredi 23 août, à Londres, son OPA sur le fabricant écossais de whisky Arthur Bell. L'offre a été faite à 370 millions de livres (4 329 millions de francs) et le fabricant de bière affirme détenir déjà 86 millions d'actions écossaises, soit 85 % du total. L'offre lancée le 7 août a donc mis fin à une bataille de deux mois. M. Miquel, le président de la firme écossaise, n'ayant pas réussi à trouver de candidat de dernière heure pour lancer une contre-OPA.

### M. Carl Icahn contrôle TWA

Fin du feuilleton de l'OPA sauvage lancée par le financier américain Carl Icahn, sur la compagnie aérienne TWA. Vendredi 23 août au soir, M. Icahn a annoncé qu'il détenait désormais 50,3 % des parts de TWA, qu'il contrôle donc en tant qu'actionnaire majoritaire. Selon certaines indications, le financier aurait acquis le même jour 930 000 nouvelles actions. Cet achat fait suite au refus, le 20 août, des dirigeants de la compagnie aérienne d'adopter des mesures qui auraient permis de bloquer cette opération.

## L'ALLIANCE DES GROUPEMENTS BOUYGUES ET TAPIE

### Un nouvel ensemble « piles grand public »

L'alliance conclue entre M. Francis Bouygues et M. Bernard Tapie, présidents des deux groupes qui portent leur nom, a été officiellement scellée, le vendredi 23 août, par la publication d'un communiqué commun. Si celui-ci reste vague sur les autres partenaires — bancaires et institutionnels — appelés à compléter un « tour de table » où devraient cohabiter des partenaires privés (Bouygues et Tapie), majoritaires, et publics (ces mêmes « investisseurs institutionnels » allés à la banque Worms), il a au moins le mérite de préciser la structure financière que devrait revêtir ce nouvel ensemble industriel « piles grand public » regroupant SAFT-Mazda et Wonder.

L'entrée du groupe Bouygues, confirmée au fil de semaines (le Monde du 23 août), s'effectue au sein d'une société holding dénommée Cofinac (Compagnie financière internationale pour les structures autonomes), filiale à 50/50 de chacun des deux associés présidés par M. Tapie. Cofinac, précise-t-on, a pour vocation d'entreprendre la restructuration du secteur industriel des piles grand public, et de constituer un outil performant aux niveaux européen et international.

Pour affirmer ces ambitions — et réagir par avance aux accusations de « dénationalisation rampante » au sein de SAFT-Mazda (ancienne département de la Compagnie générale d'électricité jusqu'à sa cession, en mai dernier, au groupe Tapie)

serait déteinte uniquement par des intérêts privés, Bouygues et Tapie se contentent de posséder, via Cofinac, une participation de 49 % dans la société Gipelec, filiale de la SAFT et chargée des « piles grand public ». Le même schéma permettrait à Cofinac, en association avec SAFT, la banque Worms et « divers investisseurs institutionnels » (en principe le Besset, banque d'affaires de la BNP, et peut-être Indosuez), de figurer au sein de la société Cipelec-Mazda, qui coordonnera les activités industrielles des sociétés Gipelec et Wonder, les deux représentant un chiffre d'affaires de 1,4 milliard de francs.

Cet organigramme a peu compliqué, appelle d'ores et déjà quelques remarques. Si M. Tapie prend la tête du nouvel ensemble ainsi constitué (noblesse oblige, c'est lui qui s'est lancé le premier dans l'aventure Wonder), M. Bouygues, avec 50 % du capital de Cofinac, entend bien être un partenaire actif. Quand on connaît un peu le personnage, on peut lui faire confiance.

Dans un autre domaine, le fœtus réservé à la banque Worms vient sceller une réconciliation amorcée lors de la dernière bataille déclenchée à propos du groupe Bouygues (une affaire remportée en définitive par Ferrière), sur lequel M. Tapie avait également des visées. Rappelons que les deux protagonistes du dossier Wonder étaient

jusqu'à présent « à court-circuités » depuis l'épisode Wonder, la banque Worms prévoyant initialement de céder à la société danoise Helesens le fabricant de piles dont le groupe Tapie proposait de prendre le contrôle.

Enfin, quelle que soit la composition exacte des partenaires « institutionnels » associés à cette vaste entreprise de restructuration d'un secteur industriel qui a fort à faire avec la concurrence étrangère (Ucar, du groupe Union Carbide, et Duracell, appartenant à l'Américain DART and Kraft détiennent 90 % du marché américain des piles aux États-Unis et 40 % en Europe, sensiblement le même pourcentage en France), il s'est pas téméraire de penser qu'il s'agit là d'une opération de « portage » de titres. En attendant, après mars 1986, bien sûr, que le nouveau pôle « piles grand public » français soit définitivement confié à ses deux initiateurs.

A cet égard, l'évolution du cours de Bourse de l'action Piles Wonder permet quelques espoirs. Lorsque M. Tapie s'est mis sur les rangs à l'automne 1984, le titre cotait moins de 140 F. Il valait, le 22 août (au moment de sa suspension de cotation) 887 F, après avoir atteint un plus haut niveau de 900 F en cours d'année. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier dernier, l'action Piles Wonder, négociée au marché « au comptant » de la Bourse de Paris a progressé de 480 %. Un bond qui est rapproché, bien sûr, de l'effet Tapie — le

même phénomène avait été constaté à propos de la société Testut-Acquitas (autre firme cotée reprise par « le SAMU des entreprises »), mais qui ne justifie en rien la situation exacte de Wonder.

### De lourdes pertes

Pour 1984, on s'attendait à 35 millions de francs de pertes, mais, en épluchant les comptes, le déficit réel atteint 195,7 millions à fin décembre et dans la même temps, les dettes que nous avions évaluées aux alentours de 470 millions, dépassent finalement les 570 millions», concède-t-on avenue de Friedland, au siège parisien du groupe Tapie. Il y a fort à parier que depuis le début de l'année, la société est restée « dans le rouge », ce qui a conduit le groupe à procéder aux suppressions de postes, plus importantes que prévu, qui seront soumises le 29 août au comité central d'entreprise de Wonder, réuni à Saint-Ouen, au siège de la société.

Les quelque 400 suppressions d'emplois (sur des effectifs totaux de 1 520 personnes) concernent essentiellement l'usine de Lisieux (Calvados). Deux cent quarante postes sont visés dans cette implantation, soit la totalité des effectifs ; le groupe Tapie assure qu'il s'est engagé à recruter sur place une PMI injection de plastique employant dans un premier temps 70 personnes (et une centaine par la suite) dès le premier trimestre 1986, une usine dont l'exploitation « serait confiée à un grand du monde du plastique ».

Par le jeu des reclassements (une quarantaine de postes sont actuellement vacants dans la division « pesage » du groupe) et des mutations (une vingtaine), le solde des licenciements « secs » devrait être à peine supérieur à cinquante, pour cette usine de Lisieux, précise-t-on. Restait à régler le problème de l'atelier de Louviers (Eure), qui emploie une vingtaine de salariés et le projet de transférer les 260 personnes du siège administratif de Wonder à celui de SAFT-Mazda, situé à Levallois. Enfin, dans un autre temps, la production de l'usine de Follères de Saint-Mazda (laquelle emploie 1 500 personnes au total) devrait être déplacée en Normandie, ce qui devrait permettre de « récupérer » 450 emplois dans cette région, dont les élus — d'opposition — n'ont pas manqué de réagir aux « menaces » qui pèsent sur leurs électeurs.

SERGE MARTL

### M. Bérégovoy reste personnellement favorable à la publicité comparative

Invité de France-Inter dans l'émission de samedi 24 août « Rue des Entrepreneurs » consacrée à la concurrence, M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, des finances et du budget, a notamment déclaré : « Je ne suis pas favorable au libéralisme sauvage. Je ne suis pas favorable à la loi du plus fort qui écrase les faibles. Je suis partisan d'une économie de liberté qui encourage les gagnants, ceux qui osent, ceux qui développent l'esprit d'entreprise. »

« Nous ne sommes pas entre deux sièges. Le mouvement vers la liberté des prix est engagé et il ira jusqu'à son terme. Pour cela, il faut débarrasser notre économie d'un certain nombre de réglementations inutilisées. (...) »

Interrogé sur le projet de loi sur la concurrence, qui doit être discuté à l'automne par le Parlement, le ministre a répété qu'il souhaitait personnellement que « dans le domaine de la confrontation des prix et des produits — on a appelé cela la publicité comparative — nous puissions encore aller de l'avant », ajoutant : en la matière, « il y a un débat au sein du Parlement, il y a un débat au sein du gouvernement, il y a des organisations de consommateurs qui y sont favorables, d'autres qui y sont pas, je pense qu'il faut encore que le débat mûrisse. »

Prenant comme exemple de sa « volonté de concurrence » le secteur bancaire, M. Bérégovoy a dit : « Jusqu'à maintenant, le comportement des banques était soumis à la loi bancaire et c'était une commission bancaire composée de gens tout à fait respectables qui avait à juger du comportement des banques en matière de concurrence. »

« J'ai pensé qu'il fallait que les banques, publiques ou privées, soient soumises au droit commun, c'est à dire aux délibérations de la Commission de la concurrence. » « Ce qui m'importe, poursuit le ministre, c'est la volonté de soumettre les banques, les entreprises, les compagnies d'assurances, dans le secteur public comme dans le secteur privé, aux mêmes règles du jeu économique. »

Enfin, interrogé sur la demande des centres Leclerc d'avoir la possibilité de vendre du tabac et des cigarettes, M. Bérégovoy a précisé : « Le tabac, n'est pas une marchandise comme les autres ; elle supporte une

### Un Salon du prêt-à-porter français à New-York

Le prêt-à-porter féminin (PAP) français s'exporte-t-il bien aux États-Unis ? Les dernières statistiques, publiées par la Fédération française, semblent prouver que oui. En 1984, la profession a vendu outre-Atlantique pour 966,8 millions de francs 14 66 96 d'articles féminins d'habillement. Elle est satisfait de ce résultat, qui a représenté 41 % de son excédent commercial (le Monde du 18-19 août).

Pour M. Jean-Pierre Faïn, un ancien chef de Ted Lapidus, de son état promoteur de salons, ce score est pourtant bien maigre. « C'est tout juste le chiffre d'affaires de deux PME américaines. »

Selon lui, sans grands efforts, nos entreprises pourraient faire beaucoup mieux sur cet énorme marché. Le label made in France ? « Son auréole est intacte, assure M. J.-P. Faïn, mais les Américains sont dégoûtés de travailler avec les sociétés tricolores. Les Français n'ont ni la flexibilité des Allemands, ni la précision asiatique. Et, par-dessus le marché, ils prétendent imposer leurs méthodes de vente, surtout changer l'esprit et le goût des femmes américaines. »

Partant de ce constat d'une franche attitude impopulaire, M. Faïn a mis au point un certain nombre de recettes, dont l'utilisation devrait — il en est certain — permettre aux sociétés françaises de vendre mieux aux États-Unis. Puis il a pris son bâton de pèlerin pour exposer ses vues, remettre les firmes désireuses de trouver un nou-

veau profil et une autre vitrine outre-Atlantique, obtenir enfin les appuis nécessaires pour ouvrir à New-York une exposition régulière mieux adaptée à des ambitions exportatrices.

Ses arguments ont porté. L'ambassade de France à New-York a décidé de la chaperonner et la Campagna française d'assurances pour le commerce extérieur (COFACE) va l'aider en couvrant 60 % des frais. Le prêt-à-porter féminin français aura ainsi son salon à New-York, « France Fashion » — dont la première version suivra ses portes du 21 au 23 septembre prochain à l'hôtel Sheraton Center.

Seront notamment présents les fabricants axés sur le style « boutique » (moyen et haut de gamme), comme Caroline Rohmer, David Molho, Claude Rapp, Déjà (Actualité), Furs Etten, Philippe Royer, Roger Meier, Carven, Sophie Nat, Roger Sakoun, qui ont accepté de lui faire confiance. Mais, à la différence du traditionnel « New-York Preit », qui se tiendra au même moment, « France Fashion » ne se limitera pas à exposer. Des stands de conseils juridiques sont prévus, où les exportateurs en herbe et les autres épris de changement pourront consulter des avocats spécialisés dans les dépôts de marque, des banquiers, des « factors » (commissionnaires prenant en charge le suivi comptable et l'encaissement, les risques d'impayés aussi) et des importateurs américains.

A. D.

**BROR HIORTH**  
au MUSÉE BOURDELLE  
18, rue Antoine-Bourdelle  
33000 BORDEAUX  
T.L. (jeudi) de 10 h à 17 h 40  
du 5 mai au 15 septembre

# Economie

## Nouveau classement des SICAV à court terme

### Un essai de « transparence »

La Commission des opérations de Bourse (COB) a procédé à une série de modifications aux instructions en date du 26 juin et 1<sup>er</sup> octobre 1979 relatives aux SICAV (Sociétés d'investissement à capital variable) et aux FCP (Fonds communs de placement) créés en application de la loi du 13 juillet 1979. La COB a mis à profit ces modifications - dont l'essentiel sera repris dans son prochain bulletin mensuel - pour déterminer, en concertation avec les gérants de portefeuille et d'autres professionnels, les statistiques à publier. Travail ad hoc, une série d'éléments permettant au public de mieux discerner les caractéristiques - et objectifs - des SICAV à court terme. Le risque spéculatif avait éveillé quelques inquiétudes au vu des sommes en jeu. Ainsi, à la fin juillet, selon les statistiques publiées par TGF, un organisme lié à la Caisse des dépôts, l'encours de ces instruments de gestion collective à court terme avait grossi en un mois de 11,6 milliards de francs pour atteindre 199,7 milliards, soit une augmentation de 65,4 milliards (et

49 %) par rapport à la fin de l'année précédente.

Dorénavant, en prenant en compte la durée minimale du placement recommandé, la dominante fiscale de chaque produit et les caractéristiques de la gestion poursuivie, les gérants des SICAV ont été invités à classer en deux catégories (voir tableaux) leurs sociétés : d'une part celles dont la priorité a été donnée à la « régularité » de l'évolution de la valeur liquidative (portefeuille essentiellement composé d'obligations à taux fixe, mais à durée de vie courte et couvertes par d'autres produits de « pondération » du risque) ; d'autre part, celles dont la valeur liquidative (fixée chaque semaine) est plus « sensible » aux variations des cours en Bourse. En fonction de cette sensibilité accrue qui comporte des risques de perte en capital, elles peuvent enregistrer des plus-values plus fortes que les SICAV du premier groupe, précise la COB.

S. M.

## SICAV à court terme axées sur la « régularité »

Acti Valorisation, Ageplacement, Citi Court, Clairval, Cortal court terme, Demeter, Epargne Associations, Finord sécurité, Francourt, Francourt, Fructi Associations, Fructivar, Gestion 365, Industria française court terme, Investissement court terme, Laffite placements, Marché intérêt placement, Midland court terme, Midland placement, Mobival, Monocic, Monogestion, Monavalor, Morgan court terme, Morgan valorisation, Multival, Natio placements, Obli Sud, Oblicourt, Obli Hérin, Paribas épargne, Parnasse Valor,

## SICAV à court terme plus « sensibles » aux cours de Bourse

Acti court terme, Associations première, Associations Saint-Honoré, Associc, Bati gestion, Barclays investissement, BTP associations, Bred associations, Capital plus, Capital rendement 84, Entrinvest, Epargne, Epargne SICAV, Epargne placement obligatoire, Epargnobil, Investissement obligatoire, Finord placement, Finord, Finord rendement, France valorisation, Gastillon, Gestunion, Laf-

Phénix placement, Placement court terme, Placements rendement, Placement sécurité, Priv Associations, Provance, Lorraine, Publicourt, Saint-Honoré rendement, Saint-Honoré Réal, Sécurité, Sécurité, Sécurité obligatoire, Sélection court terme, Sélection J, Sesteres, SICAV Associations, Titres investissement placement, Uni Associations, Uni Cash, Uni MT, Univair, Valeurs intérêt placement, Volorg, Valorizant, Valreal, Valunion, Villiers court terme.

## Faits et chiffres

### Energie

● L'URSS augmenterait le prix de son pétrole. Selon les milieux pétroliers américains, l'Union soviétique aurait annoncé à ses clients un relèvement de 25 cents de son prix de base du brut à l'exportation qui passerait à compter du 1<sup>er</sup> septembre de 26 à 26,25 dollars. Cette hausse s'inscrit dans le cadre plus général d'un renforcement des prix mondiaux dû à un manque conjoncturel d'offre. Les pays de l'OPEP respectivement, semblent-il, mieux la discipline sur les quotas, l'URSS aurait des difficultés de production en Sibérie et la production en mer du Nord est ralentie par des travaux de maintenance sur les plates-formes. (AFP.)

### Social

● Suppression de 438 emplois aux ACB : la CFTD et la CGT accusent les pouvoirs publics de complaisance. Filiale de la société Alstom, les ACB (Ateliers et chantiers de Bretagne), qui employaient 1 412 salariés en février dernier dans deux établissements de Nantes et de Vertou (Loire-Atlantique), ont été autorisés le 20 août à supprimer 438 emplois. On ne peut accepter qu'une entreprise nationalisée comme Alstom puisse voir la complexité des pouvoirs publics licencier les travailleurs, a répliqué l'intersyndicale CGT-CFTD. L'annonce de cette décision qui se traduit par la fermeture de l'usine de Vertou, 58 licenciements « secs », 208 départs avec une prime de 50 000 F et des mises à la retraite à cinquante-cinq ans.

● Nouvelle revalorisation de tarifs médicaux en février 1986. Un accord a été signé entre les caisses d'assurance-maladie et les deux organisations représentatives de médecins (Confédération des syndicats médicaux français et l'AFPM).

pour une hausse de certains tarifs médicaux en février 1986. Est augmentée de 10 centimes la base des actes de diagnostic technique (actes en K) et des actes chirurgicaux (Kc) ainsi que certains actes de radiologie. Les indemnités de déplacement des médecins sont majorées de 5 F.

● Préavis de grève des contrôleurs aériens pour le 5 septembre. A la suite d'une réunion infructueuse avec la direction générale de l'aviation civile, l'intersyndicale des contrôleurs aériens (SNCTA - Syndicat national des conducteurs de trafic aérien - CGT, CFTD, CFTC et SAPAC autonomes) a décidé le 23 août de déposer un préavis de grève pour la journée du 5 septembre. Les syndicats réclament l'intégration des primes dans le calcul des droits à la retraite.

### Tourisme

● Moins de clients américains. Annoncé au début de l'été, l'afflux de touristes dans les hôtels français n'a pas eu lieu dans les proportions escomptées. Tel est le constat formulé le 23 août par la Chambre nationale de la restauration et de l'hôtellerie (CNRH), qui regroupe principalement les grandes chaînes. Observant que le mois d'août a été « beaucoup plus difficile » que le mois de juillet, qui, lui, avait enregistré une fréquentation égale à celle de l'an dernier, la CNRH relève une diminution des groupes (mais un développement du tourisme individuel) et une fréquentation accrue des trois et deux étoiles aux dépens des quatre étoiles (à Paris notamment), victimes d'un « affrètement de clientèle américaine ». Un tassement qui, selon la centrale syndicale, s'expliquerait par le fait que « le taux de change favorable du dollar n'est plus une nouveauté et ne suscite plus, par conséquent, l'engouement des années précédentes ».

# Revue des valeurs

## BOURSE DE PARIS

Semaine du 19 au 23 août

### Une certaine dynamique

Et de deux ! Après celle de jeudi, la liquidation générale du mois d'août à la Bourse de Paris a été perlante à son tour. Mais, avouons-le, il s'en est fallu de très peu (0,23 % à l'indice CAC). Le suspense dura même jusqu'au dernier moment, tant l'on tabillait, jeudi, jour de cette échéance, sur un score nul. Mais une petite faiblesse en fin de parcours empêcha le marché d'égaliser avec une avance limitée à 0,14 %. N'impor-

te. Cette discussion sur quelques fractions est sans grande importance. En revanche, le comportement du marché ces derniers jours a été bien plus instructif. Pour la première fois, en effet, depuis un bon mois, la Bourse, engourdie jusqu'ici par la faiblesse des affaires, a paru s'éveiller. Alors que la baisse avait été régulièrement au rendez-vous chaque jour de la semaine précédente, le paysage a été cette fois un peu plus réjouissant, s'inscrivant séance après séance.

Lundi et mardi, malgré la nouvelle contraction du volume des échanges, tombé au départ à 157 millions de francs en arrondissant, l'on percevait déjà quelques frémissements derrière un écran d'effacement devenu plus translucide. Ce n'était pas qu'une simple impression. Mercredi, un redressement s'opéra, qui, certes, était perdu le lendemain de son ampleur à cause de la liquidation, mais reprit doucement à la veille du week-end. Bref, entre le 16 et le 23 août, les divers indices ont monté de 1 % à 1,2 %.

« Ce n'est pas le Pérou », disait un professionnel, un peu déçu, comme beaucoup d'autres, de la prestation, somme toute assez médiocre (+ 0,47 %), faite par le marché vendredi pour le premier jour du nouveau mois boursier. Mais faut-il s'étonner de cette apparente mollesse, ou, au contraire, se satisfaire de la très bonne résistance des cours ? Interrogés, la plupart des spécialistes de la rue Vivienne optent en général pour la seconde réponse.

Cette semaine, tous les grands gestionnaires, ces « décideurs » comme on les appelle autour de la corbeille, étaient rentrés de vacances. La Bourse avait donc retrouvé sa physiologie habituelle. Et ces « décideurs », la tête encore pleine de soleil et de ciel bleu, se sont remis au travail. Quelle initiative prendre ? Leur premier soin a été de ne rien décider avant d'avoir pris des nouvelles de l'Amérique. Ils n'ont pas d'abord rien de bien nouveau en dehors des sempiternelles incertitudes qu'inspirent la situation économique. Mais l'on attendait quand même la publication à New-York des derniers statistiques. Le petit jeu des pronostics repart donc. Et si le PNB américain (révisé) pour le deuxième trimestre était meilleur que celui attendu ? A tout hasard, quelques-uns se hasardèrent à reprendre des positions. D'inspiration, Ledit PNB se révéla un peu plus « musclé » que prévu (+ 2 % un lieu de 1,7 %). Il n'en fallut pas davantage pour inciter des investisseurs à s'aventurer dans les zones d'achat. Par précaution quand même, le plus grand nombre se borna à faire de simples incursions.

Bien leur en prit. Il apparut très vite que la hausse du PNB s'appuyait en fait sur une augmentation des stocks industriels, ce qui lui était une bonne partie de sa signification. Puis le département du commerce américain annonça, dès lors l'on s'en doute, que les commandes de biens durables avaient baissé de 2,8 % en juillet.

Retour à la case départ avec l'ébranlement des espoirs vainement fondés sur la perspective d'une reprise de l'expansion de l'autre côté de l'eau. Cependant, si New-York se remettait à broyer du noir, à Paris les commentaires étaient plus nuancés. Il paraissait absolument impossible aux yeux de certains que la Réserve fédérale, ban-

que centrale des Etats-Unis, ne se décide pas à faire un geste pour aider cette saine croissance à redémarrer. De reste, dans la matinée de vendredi, sur les grandes places financières internationales, la rumeur avait circulé qu'une baisse du taux d'escompte américain était imminente. Fondé ou non, ce bruit a suffi à calmer les appréhensions sous les lambris.

Si la Bourse de Paris n'a pas fait d'étincelles cette semaine, elle s'est en tout cas montrée détermi-

née à ne pas brusquer tant que la preuve ne lui est parvenue que la situation s'était un peu améliorée. C'est bien de la détermination, car une autre nouveauté nouvelle était parvenue dans les tranchées : le déficit commercial de la France en juillet, d'un ampleur inattendue (3,8 milliards de francs). Elle n'a point eu d'écho, ou si peu.

Tout repose-t-il sur une affaire de taux d'intérêt ? Benoit l'affirmait, à la veille du week-end. Car, en supposant qu'effectivement le lever de l'argent vienne à baisser aux Etats-Unis, la Rue de Rivoli disposerait alors d'une marge de manœuvre moins étroite pour se réajuster sur la voie d'une détente. Cet aspect des choses n'a certainement pas échappé aux investisseurs.

Mais quelques-uns ont pu être aussi tentés de faire quelques achats, tout simplement parce que certains cours étaient revenus à des niveaux attractifs. Leur choix s'est naturellement porté sur les actions d'entreprises en voie de redressement. « Regardez Peugeot et CSE et puis rassemblez », disait un plaisant un fond de pouvoir. Les deux actions ont grimpé de plus de 5 %. Même si Peugeot n'est pas appelé à monter bien haut, à cause du syndicat bancaire, qui veille pour écarter ses stocks, « le phénomène est réconfortant », entendait-on près des groupes. Et de remarquer aussi la hausse de Sommer (+ 7,9 %) et de Radiotechnique (+ 5,2 %), deux affaires dans la restructuration avancée bien. A l'inverse, des dégonnements ont pesé sur Promotech (- 5 %), « affaire décevante », disait-on, et RSN (- 4,8 %), qui laisse la Communauté à cause de l'immobilisme de son chiffre d'affaires.

Bref, ces cinq séances ont témoigné avec des volumes d'affaires en croissance régulière (plus de 300 millions de francs vendredi contre 158 millions lundi) que la Bourse avait retrouvé une certaine dynamique, au point que des responsables d'investissements n'excluaient pas la possibilité d'un « Rallye » au mois de septembre. Vous avez été « dynamiques » ? Le Centre d'observation et de prospective sociale (COPS) parle, lui, de « dynamique », affirmant, chiffres à l'appui, que la Bourse de Paris a été en 1984 un monde d'un marché se mesure à la capacité qu'il a d'absorber des actions nouvelles. Il est calculé en rapportant le volume des émissions d'actions à la capitalisation boursière. De fait, d'après toutes les statistiques recueillies par le COPS auprès de la Fédération internationale des Bourses de valeurs, Paris arrivait au 28 décembre dernier très largement en tête, avec un taux de 11,7 % contre 3,53 % pour Londres, 2,6 % pour New-York, 1,2 % pour les marchés allemands, 0,6 % pour Amsterdam. Tout porte à croire que notre place a conservé ce rang en 1985 avec la multiplication des émissions (+ 30 % pour le premier semestre).

« Ce dynamisme nous a sans doute coûté la reprise d'été », affirmait, mi-fini, mi-raison, le spécialiste d'une grande banque, en faisant allusion au manque de munitions. Toujours ces empêcheurs de tourner en rond.

ANDRÉ DESSOT.

## BOURSES ÉTRANGÈRES

### NEW-YORK

#### Échec à la reprise

Un mouvement de reprise s'est amorcé cette semaine à Wall Street. Mais le déclic n'a pas réussi à faire sortir les opérateurs de leur réserve et une bonne partie du terrain gagné a été reperdu. Vendredi, l'indice Dow Jones s'établissait à 3 118,32 (contre 3 112,72 le 16 août). Cet échec à la reprise a été essentiellement dû aux informations contradictoires sur la situation économique. L'effet bénéfique déclenché par l'annonce d'un PNB (révisé) pour le deuxième trimestre supérieur aux prévisions (2 % au lieu de 1,7 %) a été partiellement effacé par l'analyse de ce résultat, dont il ressortait que l'augmentation des stocks en était responsable. La publication ensuite d'un mauvais indice des commandes de biens durables pour juillet (- 2,8 %) ramenait les réactions sur terre. Cependant, la reprise de l'inflation (+ 0,2 % le mois dernier) a renforcé l'espoir d'une détente des taux d'intérêt que le FED pourrait déclencher pour relancer l'expansion, et la rumeur a même circulé d'un abaissement du taux de l'escompte. Les affaires ont été généralement très calmes.

	Cours 16 août	Cours 23 août
Alcoa	35 1/8	34 5/8
ATT	28 5/8	28 3/8
Boston	47	46 3/4
Chase Man. Bank	55 5/8	56
Du Pont de Nemours	57	57 1/4
Eastman Kodak	44 1/8	44 1/4
Exxon	50 3/4	50 1/4
Ford	43	43 5/8
General Electric	60 1/4	60
General Foods	76 1/4	77 1/8
General Motors	65 7/8	65 1/2
Goodyear	28 3/8	28
IBM	125 1/2	126 3/4
ITT	31 7/8	32 1/4
Michell Oil	28 7/8	29 1/4
Pfizer	48	47 3/4
Schlumberger	36 5/8	36 1/2
Teneco	35 1/4	35 3/4
UAI Inc.	55 5/8	56 1/8
Union Carbide	52 3/8	52 1/8
US Steel	28 7/8	28 5/8
Westinghouse	33 5/8	33 7/8
Xerox Corp.	52 1/2	50 5/8

### LONDRES

#### Nouvelle hausse

Pour la seconde semaine consécutive, les cours ont monté pour rejoindre leurs niveaux du mois de juin dernier.

L'encouragement est surtout venu des rumeurs au sujet d'O.P.A. La prise de contrôle des Whisky Arthur Bell par Guinness a ainsi ravivé l'intérêt sur les distilleries.

D'autre part, les informations sur une réduction des exportations soviétiques de pétrole ont favorisé un raffermissement des valeurs intéressées. L'ajournement, enfin, de la grève des cheminots noirs en Afrique du Sud a déclenché une légère reprise des aurifères.

Indice « FT » : industrielles, 991,4 (contre 974,7) ; mines d'or, 311,3 (contre 303,3) ; Fonds d'Etat, 83,7 (inchangé).

	Cours 16 août	Cours 23 août
Beecham	333	343
Bovater	315	310
Brit. Petroleum	543	548
Charter	178	183
Courtauld	127	129
De Beers (*)	493	475
Free State Gold (*)	18 5/8	18 7/8
Glaxo	13 61/64	12 7/8
Gr. Union	865	868
Imp. Chemical	654	649
Shell	675	686
Unilever	10 15/16	10 29/32
Victrola	256	255
War Ltd	36,37	36 1/4

(\*) En dollars.

### FRANCFORT

#### Calme

Le calme a continué de régner sur le marché. La tendance a néanmoins été soutenue, l'attention se portant sur les valeurs des groupes chimiques Hoechst et BASF, dont les résultats semestriels, publiés cette semaine, sont excellents. La Bourse de Francfort a été jeudi ses quatre cents ans. Indice de la Commerzbank du 23 août : 1 415, contre 1 418,50.

	Cours 16 août	Cours 23 août
AEG	131	131-16
BASF	222	219-80
Bayer	221-20	218-80
Commerzbank	207-50	204-50
Deutschebank	256-50	256
Hoechst	216	215-40
Karstadt	241	240
Mannesmann	1 039-20	1 040
Siemens	536-50	539
Volkswagen	317	317-50

### TOKYO

#### L'attente se poursuit

L'attente se poursuit cette semaine au Kabuto-cho. Le marché a d'une certaine façon, anticipé les mesures gouvernementales destinées à relancer la demande intérieure. Mais il n'a aussi été encouragé par Wall Street, sans être trop ébranlé ensuite par la rechute ultérieure du marché américain.

Indice du 23 août : Nikkei Dow Jones, 12 691,41 (contre 12 583,08) ; indice général, 1 015,38 (contre 1 011,88).

	Cours 16 août	Cours 23 août
Alst	380	378
Bridgeport	525	559
Canon	958	933
Fuji Bank	1 570	1 600
Honda Motors	1 430	1 400
Matsushita Electric	1 320	1 290
Mitsubishi Heavy	344	375
Sony Corp.	3 700	3 750
Toyota Motors	1 160	1 130

## Retour sélectif vers

Le retour sélectif vers les valeurs américaines a été observé cette semaine. Les investisseurs ont cherché à profiter de la baisse des cours de certaines actions américaines pour acheter des valeurs européennes. Cette tendance a été renforcée par la publication de résultats financiers positifs de certaines entreprises américaines. Cependant, la Bourse de New-York a connu une certaine volatilité, avec des fluctuations importantes des cours. Les investisseurs ont donc été incités à adopter une stratégie plus prudente, en privilégiant les valeurs à long terme et en évitant les spéculations à court terme.

La Commission des opérations de Bourse (COB) a publié son bulletin mensuel, dans lequel elle a détaillé les modifications apportées aux instructions relatives aux SICAV et FCP. Elle a également souligné l'importance de la transparence dans la gestion de ces instruments financiers, et a invité les gérants à fournir des informations précises et régulières sur l'évolution de leur portefeuille.

Le marché des SICAV à court terme a connu une certaine dynamique ces derniers jours, avec une hausse des cours de plusieurs points. Cette tendance a été favorisée par la publication de résultats positifs de certaines entreprises, ainsi que par la rumeur d'une détente des taux d'intérêt par le FED. Cependant, la Bourse de Paris a été marquée par une certaine prudence, avec des fluctuations limitées des cours.

Le marché des valeurs étrangères a également connu une certaine activité. Les investisseurs ont été attirés par la hausse des cours de certaines actions américaines, ainsi que par la publication de résultats positifs de certaines entreprises européennes. Cependant, la Bourse de Francfort a été marquée par une certaine prudence, avec des fluctuations limitées des cours.

Le marché du cuivre a connu une hausse significative ces derniers jours. Cette tendance a été favorisée par la publication de résultats positifs de certaines entreprises minières, ainsi que par la rumeur d'une augmentation de la demande intérieure. Cependant, la Bourse de Londres a été marquée par une certaine prudence, avec des fluctuations limitées des cours.

Le marché du pétrole a connu une certaine stabilité ces derniers jours. Les investisseurs ont été incités à adopter une stratégie plus prudente, en privilégiant les valeurs à long terme et en évitant les spéculations à court terme. Cependant, la Bourse de New-York a connu une certaine volatilité, avec des fluctuations importantes des cours.

Le marché des actions japonaises a connu une certaine activité ces derniers jours. Les investisseurs ont été attirés par la hausse des cours de certaines actions américaines, ainsi que par la publication de résultats positifs de certaines entreprises japonaises. Cependant, la Bourse de Tokyo a été marquée par une certaine prudence, avec des fluctuations limitées des cours.

مكتبة الأصيل

# Crédits - Changes - Grands marchés

## Les devises et l'or

### Le dollar toujours orienté à la baisse

Le marché réagit plutôt en plus aux nouvelles qu'aux bonnes. Voilà ce qui, pour un cambiste réputé de la place, explique la légère érosion de la devise américaine cette semaine. Il est vrai que les indices n'ont pas manqué aux Etats-Unis au cours de cette semaine : révision du PNB, inflation, vente de biens durables, masse monétaire, ont permis au dollar de jouer au yo-yo sans que les mouvements soient très importants, mais avec une ligne de fond qui reste orientée à la baisse.

Une tendance qui, d'ailleurs, n'empêche pas la Morgan Guaranty Trust, la vingtième banque des Etats-Unis, dans une étude publiée le 22 août, estime en effet que la baisse du billet vert « ne menace nullement dans l'immédiat » de pousser les intérêts américains vers la hausse ou de mettre en danger l'activité économique aux Etats-Unis.

La banque d'élite notamment, contre le thème selon lequel une pénurie de capitaux pourrait être compensée aux Etats-Unis en cas où les investisseurs étrangers décideraient de déplacer leur épargne vers un autre pays. « Aussi longtemps que les Etats-Unis continueront à enregistrer un déficit de leur balance des paiements courants, les fonds disponibles pour des placements financiers seront nécessairement équivalents à l'ampleur du déficit », rappelle la banque.

La Morgan fait en tout cas preuve d'un optimisme sur la croissance américaine que tous les opérateurs ne partagent pas. Sans doute le dollar restait-il stable - au fixing à Paris, les deux premiers jours de la semaine à 8,44 F, puis à 8,4410 F. Mais, dès lundi matin 19 août, dans des transactions actives après le long week-end de l'Ascension, il avait

changement n'est jamais été aussi élevé, et une révision monétaire n'a aucune raison d'intervenir avant les élections de 1986.

Voilà pourquoi les monnaies européennes n'ont guère bougé entre elles. Le deutschemark a évolué de 3,0520 F le lundi à 3,0559 F le vendredi, sans jamais sortir de 3,05 F. Et la livre sterling a été cotée entre 11,81 F et 11,78 F. Cela n'empêche pas les autorités françaises de garder un œil sur le franc belge, toujours très faible et dont la chute amènerait le franc français en première ligne.

Les grands mouvements, il faut les chercher du côté du rand sud-africain. Il avait déjà touché le fond au lendemain du discours de M. Botha, le 16 août, à 39 cents. Il est tombé à 38,55 cents américains le 22 août, symbole de l'extrême méfiance qu'inspire désormais la politique de Pretoria aux milieux financiers et industriels internationaux. Est-il besoin de rappeler que le rand était à 55 cents en avril.

La crise sud-africaine n'a cependant guère eu d'effets sur l'or. Le cours de l'once, qui était de 340,90 dollars lundi après-midi 19 août, se repliait dès mardi autour de 335 dollars à Londres. Vendredi après-midi 23 août, la cotation s'établissait à 334,85 dollars. Même évolution à Paris, où le cours au kilo de la barre de 12,5 kg revenait de 92.000 F lundi à 91.500 F en fin de semaine.

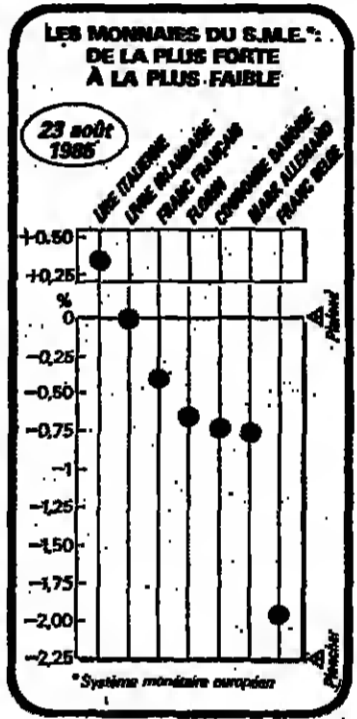
BRUNO DETHOMAS.

### COURS MOYENS DE CLOTURE DU 19 AOUT AU 23 AOUT

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Libra	SEB	Franc suisse	Franc suisse	R. mark	Franc belge	Franc	Libra
Londres	1,0000	1,0000	1,0000	1,0000	1,0000	1,0000	1,0000	1,0000
New York	1,0000	1,0000	1,0000	1,0000	1,0000	1,0000	1,0000	1,0000
Paris	1,0000	1,0000	1,0000	1,0000	1,0000	1,0000	1,0000	1,0000
Zurich	1,0000	1,0000	1,0000	1,0000	1,0000	1,0000	1,0000	1,0000
Frankfurt	1,0000	1,0000	1,0000	1,0000	1,0000	1,0000	1,0000	1,0000
Berlin	1,0000	1,0000	1,0000	1,0000	1,0000	1,0000	1,0000	1,0000
Amsterdam	1,0000	1,0000	1,0000	1,0000	1,0000	1,0000	1,0000	1,0000
Stockholm	1,0000	1,0000	1,0000	1,0000	1,0000	1,0000	1,0000	1,0000
Copenhague	1,0000	1,0000	1,0000	1,0000	1,0000	1,0000	1,0000	1,0000
Oslo	1,0000	1,0000	1,0000	1,0000	1,0000	1,0000	1,0000	1,0000
Helsinki	1,0000	1,0000	1,0000	1,0000	1,0000	1,0000	1,0000	1,0000
Tokyo	1,0000	1,0000	1,0000	1,0000	1,0000	1,0000	1,0000	1,0000

A Paris, 100 francs étaient cotés, le vendredi 23 août, 3,562 F contre 3,565 F le vendredi 16 août.



## L'euro-marché

### Retour sélectif vers les émissions en dollars

Le deutschemark et le florin hollandais continuent incontestablement de dominer le marché international des capitaux. Cependant, le secteur libellé en dollars des Etats-Unis retrouve une certaine crédence dont on avait perdu depuis longtemps le goût. Il existe néanmoins une différence fondamentale entre ces différents compartiments. C'est la devise qui explique l'attrait pour le papier en deutschemark. C'est, en revanche, la qualité de la signature qui est la base de l'intérêt pour les euro-emissions ayant la devise américaine pour support. La sélectivité des investisseurs internationaux à l'égard de ces derniers n'a, dans ce domaine, d'égale que leur plus parfaite indifférence à l'égard des premières. En un mot : l'emprunteur qui se présente en deutschemark est assuré d'être bien reçu quel que soit son standing ; le débiteur qui offre des euro-obligations en dollars américains se doit d'être au-dessus de tout soupçon s'il veut être bien accueilli.

La Communauté économique européenne puis la Finlande ont toutes deux démontré cette semaine la fascination qu'exerce la devise allemande avec des emprunts respectifs de 150 millions de deutschemarks dotés de coupons extrêmement bas. Celui de la CEE, qui s'étend sur deux ans, sera émis à 99 avec un coupon annuel de 6,50 %. La transaction finlandaise doit durer dix ans, vera aussi le jour à 99 avec un coupon de 6,50 %. Vendredi, les deux propositions se trouvaient sur le « marché gris » avec des primes de 1,50 % pour la CEE et de 1 % pour la Finlande.

L'abaissement du niveau des coupons en deutschemark a en outre eu pour effet de réduire considérablement le différentiel qui existait précédemment par rapport aux coupons sur les émissions étrangères en francs suisses. Alors que l'écart atteignait dans le passé de 1,50 % à 2 %, il n'est plus maintenant que de 1 %. Cette réduction renforce l'intérêt pour les transactions libellées dans la devise helvétique, dont la coupons annuels continuent d'osciller aux environs de 5,50 %. La Metropolis de Tokyo, c'est-à-dire la municipalité de cette ville et des communes voisines, est ainsi assurée d'un vil succès avec l'émission de 100 millions de francs suisses qu'elle envisage de lancer ces prochains jours sous la garantie du gouvernement nippon. D'une durée de huit à dix ans, elle procurera un rendement de l'ordre de 5,375 % à 5,50 %.

Sur le marché des euro-emissions en dollars des Etats-Unis, la sélectivité des investisseurs internationaux s'est exprimée avec le succès de deux opérations. L'une, de 100 millions de dollars sur dix ans, a été offerte par la Bank of Tokyo, l'un des derniers établissements bancaires du monde dont la dette bénéficie encore du prestigieux « AAA » de la

part des agences spécialisées, à un prix de 101,125 sur un coupon annuel de 10,375 % pour donner un rendement de 10,19 %. L'autre, également de 100 millions de dollars, mais d'une durée de huit ans seulement, a été proposée en pair avec un coupon annuel de 10,25 % par Reynolds Industries. Le classement de la dette de ce fabricant américain de tabac n'est qu'un simple « A ». Mais le nom est si bien connu de l'européen que, malgré des conditions considérées comme onéreuses - puisque l'émission doit être lancée le jour du lancement que de 20 points de base supérieurs au rendement des obligations de même échéance du Trésor américain - l'émission Reynolds a été favorablement perçue. C'est également la qualité de la garantie procurée par le dépôt d'obligations de la compagnie américaine d'assurances Aetna qui a permis à la Kiewit US Corporation de lever sans difficulté 100 millions de dollars sur cinq ans à partir d'un prix au pair et d'un coupon annuel de 10,125 %. Complètement inconnue, cet emprunteur est la filiale d'une société privée domiciliée à Omaha dont l'activité s'étend, entre autres, à l'exploitation de mines de charbon. Sans s'attacher à ce genre de détail, les investisseurs n'ont retenu que la caution d'Aetna conférant ainsi à Kiewit un « AAA » plus évident que sa notoriété au Nebraska.

La Banque nationale de Hongrie a, cette semaine, surpris tout un chœur en lançant une euro-emission à taux variable de 200 millions de dollars dotée de conditions extrêmement basses par rapport à l'exercice similaire réalisée par le même emprunteur en début d'année. Le nouvel emprunt s'étend sur quinze

### Sous haute surveillance

Bien qu'il se soit assez nettement amélioré sous l'effet de la baisse des taux d'intérêt dans plusieurs autres pays européens, le marché des euro-emissions libellées en francs français demeure fragile. Le Trésor devrait donc faire part de son intention de le maintenir sous haute surveillance lors de la réunion mensuelle du comité de l'eurofranc qui se tiendra à la fin de l'après-midi du 26 août. La Compagnie de Saint-Gobain, qui a, cette semaine, sollicité ce secteur, n'a pas bien sorti par conséquent pris un maximum de précautions. Tout d'abord, le montant de son euro-emprunt est modeste puisque de seulement 300 millions de francs. Ensuite, bien que sa durée maximum soit de sept ans, il pourra, à l'option des porteurs, être remboursé au bout de cinq ans. Enfin, les conditions sont très sévères : finis au pair, il portera un intérêt annuel de 11,25 %. C'est attrayant à une époque où les coupons sur les emprunts en deutschemark ne sont plus que de 6,50 %.

L'attrait croissant pour les sociétés industrielles de cet instrument

marqué qu'est devenu celui de l'europapier commercial passera, dans les années de l'histoire de l'euro-marché, pour avoir été l'une des caractéristiques de l'année 1985. Ce marché financier, qui se développe parallèlement à celui du papier commercial aux Etats-Unis, présente de grandes avantages : une extrême facilité de montage, l'absence de formalités de classement de la dette (« rating ») et des taux ultra compétitifs. Tout cela a amené la Compagnie financière Michelin à Bâle à prévoir, sous l'égide de Merrill Lynch, l'émission de 75 millions de dollars de papier à trois et six mois en partie appuyés par des lignes de crédit à cinq ans ouvertes par des banques du Proche-Orient. Dans la même optique, la société belge Brevant vient de lever avec beaucoup de succès 50 millions de dollars à cinq ans sous forme d'une facilité de crédit (« RUF ») permettant l'accès au marché de l'europapier commercial.

CHRISTOPHER HUGHES.

## Les matières premières

### Baisse du cuivre et du blé, hausse du platine

Les facteurs politique - l'évolution de la situation en Afrique du Sud - et économique - les craintes de récession aux Etats-Unis - ont été les principaux éléments ayant exercé une influence sur l'évolution des cours des matières premières.

**MÉTALUX.** - La baisse s'est poursuivie sur les cours du cuivre au Metal Exchange de Londres revenus en dessous de 1 000 livres la tonne, soit leur niveau le plus bas depuis treize mois. Les stocks britanniques de métal se sont encore accrus de 10 000 tonnes pour atteindre 189 925 tonnes.

Le platine s'est mis en vedette sur les places commerciales. Mais le report de la grève des mineurs en Afrique du Sud a provoqué ensuite un recul. L'Afrique du Sud couvre avec une production de 75 tonnes, les quatre cinquièmes des besoins mondiaux.

Les stocks détenus dans plusieurs pays sont qualifiés par les professionnels d'anormalement bas. Les cours de l'aluminium auraient-ils touché le fond de la baisse ? Certains spécialistes le pensent, car les réductions de production se multiplient avec la fermeture dans l'état de Washington d'une raffinerie d'une capacité annuelle de 27 500 tonnes.

L'étain reste toujours soutenu par les interventions du directeur du stock régulateur.

Baisse persistante des cours du zinc à Londres. La position statistique de ce métal est loin de s'améliorer. La consommation mondiale a fléchi de 3 % durant le premier semestre, alors que la production de

métal raffiné enregistrerait une légère augmentation.

**DÉTERREES.** - Nouvelle progression des cours du cacao sur l'ensemble des marchés. L'excédent mondial de la production de fèves pour la saison 1985-1986 serait moins important que prévu selon les dernières estimations.

Le marché du sucre est retombé dans le marasme avec une nouvelle baisse des cours.

### LES COURS DU 23 AOUT 1985

(Les cours sont par tonnes sauf ceux de la semaine précédente.)

**MÉTALUX.** — *Londres (en sterling par tonne) :* cuivre (high grade), comptant, 996,50 (1 022,30) ; à trois mois, 1 021,50 (1 046) ; étain comptant, 9 080 (9 087) ; à trois mois, 9 053 (9 053) ; plomb, 29,25 (300) ; zinc, 510 (524) ; aluminium, 727,50 (730) ; nickel, 3 430 (3 520) ; argent (en once par once troy), 449,80 (453,50) ; *New-York (en cents par livre) :* cuivre (prochain terme), 59,20 (61,35) ; argent (en dollars par once), 626 (631) ; platine (en dollars par once), 322,6 (305) ; *Pamaung :* étain (en ringgit par kilo), 30,82 (30,80).

**ÉTAIN.** — *New-York (en cents par livre) :* étain, octobre, 57,93 (58,90) ; décembre, 58,32 (59,45) ; *Sydney (en cents par kilo), même (poignée à sec),* octobre, 613 (615) ; *Londres (en francs par kilo), même,* (54,90).

**CAOUTCHOUC.** — *Kaou (Londres (en cents par kilo) :* R.S.S. (comptant), 184,75 (186) ; *Dénrées :* *New-York (en cents par lb) :* caoutchouc, octobre, 2,163 (2,107) ; décembre, 2,220 (2,175) ;

sucre, octobre, 3,95 (4,16) ; janvier, 4,15 (4,32) ; café, septembre, 134,96 (135,04) ; décembre, 138,60 (137,75) ; — *Londres (en livres par tonne) :* sucre (en dollars) : sucre, octobre, 115,40 (119,60) ; décembre, 117,60 (124,40) ; café, septembre, 1 645 (1 633) ; novembre, 1 683 (1 690) ; cacao, septembre, 1 723 (1 694) ; décembre, 1 736 (1 705) ; — *Paris (en francs par quintal) :* cacao, septembre, 2 045 (2 050) ; décembre, 2 035 (2 025) ; café, septembre, 1 850 (1 900) ; novembre, 1 945 (1 980) ; sucre (en francs par tonne), octobre, 1 305 (1 315) ; décembre, 1 301 (1 319) ; *Tourteaux de soja : Chicago (en dollars par tonne),* septembre, 124,6 (125,40) ; décembre, 126 (129,90) ; — *Londres (en livres par tonne),* octobre, 117 (113) ; décembre, 115,50 (118,40).

**CÉRÉALES.** — *Chicago (en cents par boisseau) :* blé, septembre, 285,6 (284,25) ; décembre, 299 (311) ; maïs, septembre, 234,6 (234,50) ; décembre, 225 (227,50).

**INDICES.** — *Moody's,* 900,40 (904,80) ; *Reuters,* 1 673,90 (1 698).

## Marché monétaire et obligataire

### Taux en recul

Nouvelle et légère amorcée de détente des taux et premières indications de la reprise des émissions en France avec le lancement prochain de l'emprunt SNCF : telles sont les grandes orientations d'une semaine où le marché a été très calme. Le taux de l'argent au jour le jour est revenu à 9 5/8 % à partir de mercredi (il inchangé à ce niveau jusqu'à vendredi) alors qu'il se traitait à 9 3/4 % en début de semaine.

D'une manière générale, « les transactions ont été très calmes, mais le fait que la plupart des opérations se soient déroulées sur des taux « demandés » témoigne d'un marché « légèrement baissier », estime un spécialiste, précisant que cette indication à la baisse est surtout sensible sur les prochains nouveaux taux des « swaps » de taux d'intérêt. Ce qui a en partie pour effet de faire baisser de 1/8 de point à 3/16 de point les taux d'intérêt de « terme ».

Sur le marché obligataire à l'émission (marché primaire), le principal centre d'intérêt était constitué par la prochaine émission (le 26 août) d'un emprunt en deux tranches de la Société nationale des chemins de fer français (SNCF) (le 26 août et le 22 août). La caractéristique essentielle de cette opération de 2 milliards de francs est qu'elle comprend deux tranches, dont l'émission est dirigée par un chef de file différent : le Crédit lyonnais pour la première tranche à taux fixe de 800 millions de francs, laquelle rencontre d'ores et déjà un très vif succès auprès des investisseurs, la BNP pour la seconde, à taux variable portant sur 1,2 milliard de francs. Ce n'est pas tout à

fait une nouveauté. Déjà lors de la récente émission de titres participatifs de Gaz de France, Indosuez et la BNP s'étaient partagés la conduite de l'opération, prenant la tête, respectivement, des tranches A et B.

En remontant plus loin dans le temps, une précédente émission de la SNIAS, qui s'était déroulée au début de l'année 1984, avait déjà permis à deux établissements distincts (Crédit lyonnais et Indosuez) d'opérer de même.

En ce qui concerne les taux de rendement moyen des emprunts obligataires français, communiqués par Paribas, les emprunts à plus de sept ans se sont situés à 10,74 % vendredi 23 août (contre 10,77 % la semaine précédente), le taux des émissions à moins de sept ans s'établissant à 10,40 % (contre 10,38 %). Les emprunts du secteur public n'ont guère varié d'une semaine à l'autre (net : 10,63 % ; brut : 12,02 %) et il en allait de même pour les émissions du secteur privé (net : 11,05 % ; brut : 12,44 %).

Sur la scène internationale, le coût du crédit est également descendu de quelques degrés. En Allemagne fédérale, les trois grandes banques commerciales (Deutsche Bank, Dresdner Bank et Commerzbank) ont dans le ton en diminuant de 0,75 % les taux d'intérêt appliqués à la clientèle privée, répercutant ainsi la baisse du taux d'escompte et du taux « lombard » annoncée la semaine précédente par la Bundesbank. En début de semaine, la banque nationale d'Autriche avait d'ailleurs suivi l'exemple de la « Buba » en ramenant son taux d'escompte de 4,5 % à 4 %.

De l'autre côté de l'Atlantique, la Banque du Canada annonçait, le 22 août, la diminution de son taux d'escompte, ramené de 9,5 % à 9,2 %, soit son plus bas niveau depuis mai 1983. Aux Etats-Unis, où la marge de manœuvre de M. Paul Volcker paraît bien étroite entre la volonté de soutenir la croissance économique et de maintenir une stabilité des prix « raisonnable », la Réserve fédérale a enregistré avec satisfaction, jeudi, l'annonce d'une augmentation de 0,9 milliard de dollars seulement de la masse monétaire américaine pour la semaine bancaire se terminant au 12 août dernier. Le montant de la masse monétaire M. 1 arrêté à cette date ressort à 603 milliards de dollars, et la variation d'une semaine à l'autre a été jugée conforme aux prévisions des spécialistes.

Enfin, on retiendra que Pretoria a procédé à un abaissement des taux d'intérêt destinés à relancer une économie qui pâtit de la grave situation politique et sociale que connaît l'Afrique du Sud (le Monde du 21 août). La Banque centrale a décidé de réduire de 1/4 % le taux d'intérêt bancaire, en le ramenant à 16 %, et les banques commerciales n'ont pas tardé à lui emboîter le pas en abaissant à 19,5 % leur taux de base qui se situait auparavant à 21 %. Un niveau qui reste très élevé au regard des taux pratiqués dans les principaux pays et qui aura dû mal à « stimuler la confiance chancelante des milieux d'affaires », selon l'expression du Business Day, un quotidien économique influent de Johannesburg.

SERGE MARTI.

# Le Monde

EN RÉPUBLIQUE SUD-AFRICAINE

## UN JOUR DANS LE MONDE

### ÉTRANGER

3. En Grande-Bretagne, le patron du Daily Mirror engage le combat contre le syndicat du Livre.

### FRANCE

7. La loi sur la Nouvelle-Calédonie est confirmée à la Commission.  
- La place des femmes sur la liste des candidats pour 1988 : les points de vue de Christiane Papon et d'Hélène Goldet.  
8. L'affaire du Rainbow Warrior.

### SOCIÉTÉ

9. La copie du 1<sup>er</sup> prix de français au Concours général.

### CULTURE

10. Les airs de la rentrée.

### ÉCONOMIE

13. L'Alliance Bouygues-Tapi, un nouvel ensemble à Paris.  
14. Le nouveau classement des SICAV à court terme.  
15. Revue des valeurs.  
16. Crédits, changes et grands marchés.

**RADIO-TÉLÉVISION (12)**  
Radio (12) : Journal officiel (12) ; Météorologie (12) ; Mots croisés (11) ; Programmes des spectacles (11).

## LES SOCIALISTES S'INDIGNENT DU « CHANTAGE » EXERCÉ, SELON EUX, PAR M. LÉOTARD SUR LES FONCTIONNAIRES

Les propos tenus par M. Léotard en Nouvelle-Calédonie suscitent de vives réactions dans les rangs de la majorité. MM. Christian Goux, député PS du Var, et Jean Poperen, membre du secrétariat national du Parti socialiste, dénoncent la mise en garde du secrétaire général du PR à « certains fonctionnaires politisés » : « Nous n'avons pas la mémoire courte », avait-il lancé (le Monde du 24 août). M. Goux se déclare « stupéfait et inquiet », tandis que M. Poperen accuse M. Léotard d'avoir fait du « chantage aux fonctionnaires ». M. Poperen s'interroge sur le langage d'un responsable politique qui « s'était présenté comme un beau jeune homme tout neuf » et qui a en fait exprimé « la vieille haine de la droite à l'égard de ceux qui osent ne pas être d'accord avec elle ». Le lifting moderniste de M. Léotard vient de craquer, résume M. Michel Charzat, secrétaire national du PS, qui juge que le député du Var « présente le visage flétri d'une droite sectaire et revancharde ».

M. Edgard Pisani considère, lui, la proposition de M. Léotard d'inviter cent trente parlementaires à aller en Nouvelle-Calédonie surveiller les bureaux de vote comme une « inacceptable mise en cause » de « l'intégrité et de l'autorité des magistrats ». Cette suggestion lui paraît « ajouter, s'il en était besoin, un caractère provocant et irresponsable à la démarche de M. Léotard ».

La fédération générale des fonctionnaires FO proteste à son tour. Elle rappelle qu'elle ne « saurait admettre les transferts un peu trop faciles de responsabilités politiques sur le dos de ceux qui ont pour tâche d'appliquer les décisions de pouvoir » et qu'elle « ne saurait accepter que les fonctionnaires soient l'enjeu de campagnes électorales ».

Après les incidents de Thio, le Haut Commissariat de la République tient, par sa part, à préciser qu'une protection « très active » des parlementaires de l'opposition était prévue lors de leur visite à Thio, mais que « l'accompagnement a été rendu impossible par le refus de cette délégation de donner quelque indication que ce soit sur le programme, l'horaire et l'itinéraire de la visite ».

Le Front de libération kanak socialiste brandit, lui, la menace d'une mobilisation générale de ses membres en Nouvelle-Calédonie au cas où se renouvellerait une « provocation » comparable à celle qu'a constituée à ses yeux la venue à Thio de MM. Léotard, Chirac et Médor.

Le numéro du « Monde » daté 24 août 1985 a été tiré à 421 853 exemplaires

A B C D E F G

## La plupart des neuf cents enfants interpellés à Soweto ont été relâchés

La plupart des neuf cents enfants interpellés, jeudi 22 août et vendredi 23 août, à Soweto pour avoir contrevenu à la loi sur l'état d'urgence, ont été relâchés, a indiqué vendredi soir la police sud-africaine. L'archevêque anglican et prix Nobel de la paix, Mgr Desmond Tutu, avait négocié dans l'après-midi avec les policiers pour qu'ils libèrent les écoliers dont certains n'avaient que six ou sept ans.

Après sa rencontre avec le brigadier Jan Coetzee, Mgr Tutu avait annoncé à des centaines de parents inquiets, rassemblés devant le poste de police que « tous les enfants de moins de treize ans seront libérés immédiatement sans être inculpés. La police prend les identités de ceux âgés de plus de treize ans, et ils seront ensuite rendus à leurs parents ».

Le brigadier Coetzee a expliqué par la suite que trois cent vingt-huit enfants avaient été interpellés jeudi et environ trois cent cinquante autres vendredi. Il n'a ajouté qu'il regrette l'arrestation des enfants de moins de dix ans et qu'il avait donné des ordres pour que cela ne se reproduise plus.

En revanche, la police a arrêté vendredi à Durban huit militants anti-apartheid, dans le cadre de la loi sur la sécurité intérieure. Selon le porte-parole du quartier général de la police, le président du Front démocratique uni pour la province du Natal (UDF, anti-apartheid), le Dr Farouk Meer, figure parmi les huit personnes arrêtées.

Un membre de l'UDF à Durban a estimé que huit arrestations ont été opérées à la suite de l'appel à une marche pour la libération de Nelson Mandela - le responsable du Congrès national africain (ANC, interdit), âgé de soixante-sept ans et emprisonné depuis 1962 - prévue pour mercredi prochain.

Le révérend Allan Boesak, président de l'alliance mondiale des églises réformées, a en effet annoncé

vendredi au Cap l'organisation de cette marche qui partirait de la prison de Pollmoor, où est emprisonné M. Nelson Mandela.

« Nous sommes confiants dans le caractère discipliné et pacifique que revêtira cette action. De notre côté, elle sera non violente. Nous demandons aux autorités de ne pas provoquer notre peuple par une présence militaire », a déclaré le révérend Boesak, en soulignant qu'il était pleinement conscient que cette marche était illégale.

Par ailleurs, le chef Buthelezi, dirigeant du bantoustan du Kwa-Zulu, dans la province du Natal, a déclaré à Johannesburg que des négociations pacifiques ne pourraient avoir lieu tant que M. Mandela ne serait pas libéré et que le gouvernement n'aurait pas annoncé son intention d'abolir l'apartheid.

### La mission de la CEE

Sur le plan diplomatique, les directeurs des affaires politiques des dix pays membres de la CEE se sont réunis vendredi à Luxembourg pour préparer la mission d'information que trois ministres des affaires étrangères de la Communauté (Luxembourg, Italie, Pays-Bas) doivent effectuer en Afrique du Sud, du 29 août au 1<sup>er</sup> septembre. Cette visite sera maintenue, indique-t-on de sources diplomatiques, malgré un message adressé à la CEE par l'Organisation de l'unité africaine (OUA) et les pays membres du groupe des 77 (Algérie, Cameroun, République centrafricaine, etc.) demandant son annulation (le Monde du 24 août).

Les trois ministres, MM. Jacques Poos, Julio Andreotti et Hans Van Den Broek doivent rencontrer des responsables du gouvernement sud-africain, mais également des représentants de l'opposition.

Les membres de la mission feront un rapport à leurs collègues qui tenteront de dégager une position commune de la CEE lors de la réunion du conseil des ministres des affaires

étrangères, les 16 et 17 septembre à Luxembourg.

Les Dix ne sont pas toujours d'accord sur l'opportunité d'exercer des sanctions économiques contre l'Afrique du Sud. La Belgique, la Grande-Bretagne et la RFA, s'opposent en effet à cette mesure. La France et les Pays-Bas souhaitent pour leur part une initiative commune de la CEE pour obliger le gouvernement sud-africain à réviser sa politique raciale. - (AFP, AP.)

## LE RÉVÉREND FALWELL PRÉSENTE SES « EXCUSES » A Mgr TUTU

Washington (AFP). - Le révérend Jerry Falwell, leader de l'organisation ultra-conservatrice Majorité morale, s'est excusé dans une lettre adressée, vendredi 23 août, à l'évêque anglican sud-africain, Mgr Tutu, de l'avoir traité de « fumiste » (le Monde du 24 août). Il a expliqué que ses propos ne visaient ni la personne du prix Nobel de la paix ni le serviteur de Dieu.

Le pasteur Falwell, dont les déclarations à son retour d'un voyage en Afrique du Sud avaient provoqué de vives protestations, notamment dans diverses communautés religieuses aux Etats-Unis, continue cependant de soutenir que, à son avis, Mgr Tutu ne peut pas parler au nom de tous les Noirs sud-africains.

Dans la lettre destinée à l'évêque noir et rendue publique vendredi, le pasteur Falwell reconnaît que le qualificatif de « fumiste » était une « expression malheureuse ». « Certains ont eu le sentiment que je mettais en doute votre réputation et la véracité de votre engagement pour Jésus-Christ », écrit M. Falwell, qui ajoute : « Si c'est ainsi que vous avez interprété ma déclaration, je vous prie de m'en excuser. Je suis persuadé que vous et moi voulons sincèrement l'abolition de l'apartheid. Cependant, nous divergeons totalement sur la manière d'y parvenir ».

### Au Sénégal

Dirigeant du principal parti d'opposition  
**M. WADE A ÉTÉ INCULPÉ POUR « MANIFESTATION NON AUTORISÉE »**

Dakar (AFP). - Le dirigeant du principal parti sénégalais d'opposition, le Parti démocratique sénégalais, M. Abdoulaye Wade, député, arrêté vendredi 23 août, a été inculpé par le parquet et sera jugé mercredi devant le tribunal des flagrants délits de Dakar pour « manifestation non autorisée sur la voie publique ». apprend-on de sources informées.

Il sera gardé en détention jusqu'à son jugement, ainsi que quatorze autres personnes, pour la plupart de l'opposition, dont un député du parti de M. Wade, M. Boubacar Sall, et le dirigeant d'un des partis marxistes sénégalais, la Ligue démocratique, M. Abdoulaye Bathily, qui seront également jugés mercredi pour le même motif.

Les arrestations font suite à une tentative de manifestation organisée par l'Alliance démocratique sénégalaise (ADS, regroupement informel de cinq partis d'opposition, dont celui de M. Wade).

L'objectif de la manifestation, qui devait être la première organisée par l'ADS depuis sa création en juillet dernier, était, selon ses promoteurs, de soutenir la lutte contre l'apartheid en Afrique du Sud.

### Sur CFM

de 19 heures à 19 h 30  
à Paris (89 MHz)  
à Lyon (100,3 MHz)  
à Bordeaux (101,2 MHz)  
à Saint-Nazaire-La Baule (94,8)

**LUNDI 26 AOUT**  
**MARCEL MARÉCHAL**  
homme de théâtre  
avec COLETTE GODARD

## LA CATASTROPHE AÉRIENNE DE MANCHESTER

- Des accidents similaires avaient déjà eu lieu sur des réacteurs de Boeing-737
- Une enquête avait été demandée par la sécurité aérienne américaine

L'accident du Boeing-737 de British Airways, qui a provoqué cinquante-quatre morts et quatre-vingt-trois blessés, à Manchester, le 22 août, serait dû à un mauvais fonctionnement des « brûleurs » du réacteur gauche, ont indiqué les experts dépêchés sur les lieux de la catastrophe par la société américaine Pratt & Whitney, qui fabrique ces réacteurs. Jusqu'ici la principale hypothèse avancée avait mis en cause les ailettes de turbine du réacteur.

Les « brûleurs » mettent le feu au mélange air-carbone dans la chambre de combustion du réacteur. Ils sont protégés par des pièces en alliage qui doivent résister aux très hautes températures et aux hautes pressions. Si un bouchier est fissuré, a précisé un expert, le moteur se transforme en « torche ».

La suite de l'accident est, elle, comme une explosion du réacteur à sectionné le conduit principal d'alimentation situé sur l'aile de l'avion, et le carburant répandu s'est enflammé. Interrogés sur le fait de savoir si un défaut d'entretien pouvait être reproché à British Airways, les experts américains n'ont fait aucun commentaire.

Pratt & Whitney a demandé par télex à toutes les compagnies de procéder à un contrôle immédiat de tous les moteurs du type de celui du Boeing-737 (réacteur JT8D-15). British Airways, la maison mère de British Airways, a indiqué qu'elle allait procéder à ces vérifications sur ses trente Boeing-737, mais sans les immobiliser au sol.

Cet accident de moteur n'est pas le premier. L'agence américaine pour la sécurité des transports (NTSB) a indiqué d'ailleurs, le 23 août, qu'elle avait ordonné à Pratt & Whitney d'effectuer une enquête sur ses moteurs, à la suite d'un incident survenu, le 11 mai dernier, sur un Boeing-737 saoudien. Les circonstances étaient tout à fait similaires à celles de Manchester : un incendie s'était déclaré dans un

moteur au moment du décollage d'un aéroport de Qatar. Le pilote n'aurait pas pu immobiliser l'appareil sans que l'on déplore des blessés.

Depuis, six autres cas de défaillances ont été enregistrés. Un Boeing-737 de Pacific Western (compagnie canadienne) avait été détruit en mars 1984 à Calgary dans un incendie comparable, faisant vingt-quatre blessés, a-t-on appris auprès de la sécurité aérienne canadienne.

### « Aucune notification »

Il est encore trop tôt pour remettre en cause l'ensemble des moteurs Pratt & Whitney ou les Boeing-737. Tous ces incidents ont pas forcément la même origine. Toutefois on a appris que les compagnies aériennes n'avaient pas été prévenues de l'enquête (qui concernait en particulier les ailettes des turbines) demandée par l'agence américaine et dont les conclusions devaient être rendues la semaine prochaine. British Airways est à cet égard formelle : « Nous n'avons reçu aucune notification », a indiqué la compagnie le 23 août.

En outre, suite cette fois à l'accident du Boeing-747 de Japan Airlines (JAL), les inspections n'ont permis de découvrir des fissures, des rayures, des ruptures de boulons et d'autres anomalies dans l'empennage et autour des cloisons de pressurisation sur vingt-trois Boeing-747 possédés par des compagnies japonaises, a annoncé le ministère japonais des transports. Quarante et un appareils de ce type ont été testés depuis le 15 août et vingt-huit autres vont l'être.

South African Airways a révéilé également avoir repéré une fissure d'une dizaine de centimètres sur la queue d'un de ses Boeing-747. Toutes les compagnies aériennes du monde procèdent actuellement à des inspections.

### Aux Etats-Unis

## L'accident de l'usine d'Union Carbide serait dû à une erreur humaine

South-Charlestown (Etats-Unis). - Une erreur humaine et un défaut d'équipement sont à l'origine de la fuite de produits toxiques qui s'est produite le 11 août dans l'usine de pesticides d'Union Carbide à Institute (Virginie-Occidentale) et avait conduit à l'hospitalisation de cent trente-cinq personnes, ont déclaré, vendredi 23 août, des représentants de la société américaine.

Selon eux, des ouvriers avaient retiré de cette cuve une partie de l'isolant d'aldicarb qu'elle contenait, et croyaient l'avoir laissé vide alors qu'elle renfermait encore quelque 2 tonnes de ce produit chimique irritant pour les yeux et les poumons. La fuite a été provoquée par la surchauffe accidentelle d'un réservoir, provoquant la rupture d'une vance de sécurité.

Outre l'oxime d'aldicarb, près de 300 kilogrammes de chlorure de méthyle - une substance suspectée de provoquer des cancers sur les souris de laboratoire - se sont également échappés, a annoncé Union Carbide.

La firme, qui avait été sévèrement critiquée pour avoir attendu plus de vingt minutes après l'accident avant de prévenir les autorités, a déclaré qu'elle avait modifié ses procédures d'alerte. - (AFP, UPI, AP.)

### CONDAMNÉ PAR DÉFAUT POUR PUBLICITÉ MENSONGÈRE

## M. Michel de Vence un homme d'affaires parisien, a été écroué

M. Michel Naudou, dit Michel de Vence, a été arrêté et écroué le 23 août 1985. Le 20 mars dernier, la trentième et dernière chambre correctionnelle de Paris l'avait condamné par défaut à deux ans d'emprisonnement et 100 000 francs d'amende pour publicité mensongère. Au cours de la même audience, son fils, M. Isidore Naudou, avait été condamné pour les mêmes motifs à douze mois d'emprisonnement avec sursis et 10 000 francs d'amende.

M. Michel Naudou, qui s'est présenté, vendredi après-midi 23 août, devant la deuxième section du parquet pour faire opposition à ce jugement, sera présenté de nouveau, lundi 26 août, devant la trentième et dernière chambre qui devra statuer alors sur son maintien en détention et fixer la date à laquelle son affaire devra être évoquée au fond.

Agé de cinquante-six ans, « actuellement sans domicile connu, gérant de société, marié, deux enfants, de nationalité française, déjà condamné », selon les termes du jugement du 20 mars dernier, M. Michel Naudou, selon l'Etat civil, Michel de Vence pour ceux qui l'ont connu comme un créateur d'entreprises et animateur d'APIC (Association pour la promotion de l'innovation dans le commerce et l'industrie), au sein d'une structure

## MORT DE SOPHIE GROS-GAUDENIER ESPOIR DU SKI FRANÇAIS

Sophie Gros-Gaudenier, seize ans, espoir du ski français et cousine de Marie-Cécile Gros-Gaudenier, ex-vainqueur de la Coupe du monde de descente en 1982, est morte, vendredi 23 août après-midi, à l'hôpital de Bonneville (Haute-Savoie), où elle avait été transportée après un accident de voiture.

L'accident est survenu, jeudi soir, à Sallanches (Haute-Savoie).

MYSTÈRES  
ET COULE

En Occident, les faconniers de...  
tirer profit de la grâce et de l'é...  
de ce simple et majestueux bou...  
convain et voyageur curieux...  
s'est émerveillée sur place, en l...  
de l'habillement de ces femme...  
les travaux des routes et des ch...  
qui ont « les gestes des gran...  
lorsqu'elles confinent des caill...  
Mystères et couleurs du sari. (F

مكتبة الأصل

# Le Monde AUJOURD'HUI

**AÉRIENNE DE MANCHES**  
s similaires avaient déjà  
éacteurs de Boeing-747  
avait été demandée par  
enne américaine

De Br...  
proposés  
à quatre  
heures, le  
vaisseau  
du reser-  
va expert  
californien  
ne Paul  
des reser-  
vais hyper-  
causés en  
sont  
le feu au  
la chaudi-  
rière. Les  
nécrops en  
sont très  
un hélicop-  
ter d'armée  
indiqué se

**Aucune notification**  
est encore trop tôt pour  
dire que l'incendie de la  
base de la Marine qui les  
a tués est un accident. Les  
mêmes organes, l'armé-  
e, les médias, les experts  
qui ont été envoyés sur les  
lieux de l'incendie (qui com-  
mence à se terminer par l'ap-  
pareil et dont les causes  
sont encore réduites à né-  
ant. Bruce Armstrong  
qui a dirigé l'enquête : « Nous  
avons une classification et  
une enquête de la CIA.

Les enquêteurs sont très  
prudents. Ils ne veulent  
pas dire que l'incendie est  
un accident. Ils ne veulent  
pas dire que l'incendie est  
un accident. Ils ne veulent  
pas dire que l'incendie est  
un accident.

Il y a une enquête de la CIA.  
Il y a une enquête de la CIA.  
Il y a une enquête de la CIA.  
Il y a une enquête de la CIA.  
Il y a une enquête de la CIA.

**Aux Etats-Unis**

**Yusuf d'Union**  
**une erreur humaine**

Yusuf d'Union  
une erreur humaine  
Yusuf d'Union  
une erreur humaine  
Yusuf d'Union  
une erreur humaine

Yusuf d'Union  
une erreur humaine  
Yusuf d'Union  
une erreur humaine  
Yusuf d'Union  
une erreur humaine

**Michel de Vence**  
**affaires parisiennes, a été le**

Michel de Vence  
affaires parisiennes, a été le  
Michel de Vence  
affaires parisiennes, a été le  
Michel de Vence  
affaires parisiennes, a été le

Michel de Vence  
affaires parisiennes, a été le  
Michel de Vence  
affaires parisiennes, a été le  
Michel de Vence  
affaires parisiennes, a été le



L'ÉQUIPE DE SYGMA EN TOURNAGE POUR LEUR SÉRIE « SUPERSTARS » : ICI JERRY LEWIS. PHOTOGRAPHIE DE SIMON PETRI/SYGMA.

## NOUVELLES TÉLÉS, NOUVEAUX PROGRAMMES

**S**ixième université d'été  
de la communication en Aquitaine.  
Entretien avec Jacques  
Chabari-Delmas (page III).

**Ne rions pas de la caméra  
associative (page IV).**

**Quelques questions  
sur l'après-monopole (page V).**

**L'avenir en six portraits  
de sociétés de production  
indépendantes (pages VI et VII).**

**A Marseille, la joyeuse  
équipée de Vidéo 13 (page VIII).**

**Le cercle vicieux  
de la logique commerciale.  
Les canaux  
de la détente (page IX).**

## MYSTÈRES ET COULEURS DU SARI

En Occident, les façonniers de la mode ont su depuis longtemps  
tirer profit de la grâce et de l'élégance qui émanent  
de ce simple et majestueux bout d'étoffe, le sari.  
Ecrivain et voyageuse curieuse, Pierrette Fleutiaux  
s'est émerveillée sur place, en Inde,  
de l'habillement de ces femmes qui font « en robes de gala  
les travaux des routes et des champs »  
et qui ont « les gestes des grandes dames à l'Opéra  
lorsqu'elles coltinent des caillasses ».  
Mystères et couleurs du sari. (Page XI.)





L'UNIVERSITÉ D'ÉTÉ DE LA COMMUNICATION EN AQUITAINE

# NOUVELLES TÉLÉS, NOUVEAUX PROGRAMMES

**C'est dit. En France, il faut aujourd'hui considérer comme irréversible l'apparition de nouvelles chaînes de télévision qui, sans se substituer aux chaînes existantes, pourront voler de leurs propres ailes et reléguer au rayon des histoires anciennes le sacro-saint monopole d'Etat. Cette révolution ne se passera pas aussi facilement que certains le prédisent. Du côté du service public, les agents des sociétés actuelles n'entendent pas se laisser déposséder de leur savoir-faire et de leurs droits acquis ; du côté des producteurs indépendants, ce sont déjà les affres des montages financiers et la recherche de stratégies de programmation. Autant de thèmes qui seront débattus lors de la sixième université d'été de la communication organisée à Carcans-Maubuisson en Aquitaine.**



## JACQUES CHABAN-DELMAS PROPHÈTE EN SON PAYS

propos recueillis par Yves Agnès

**« LES programmes en vedette »** : Tel est le thème de la sixième université d'été de la communication, qu'organise à Carcans-Maubuisson (Gironde), du 25 au 31 août, le Centre régional d'éducation permanente et d'action culturelle (CREPAC) d'Aquitaine, avec la Ligue française de l'enseignement et de l'éducation permanente, à laquelle il est affilié. Cette manifestation est placée sous l'égide du Conseil régional d'Aquitaine, qui préside à nouveau depuis le 15 avril, M. Jacques Chaban-Delmas, ancien premier ministre de Georges Pompidou. De nombreuses institutions publiques, nationales et régionales — ministères, DATAR, mission « TV câble », Agence de l'information, Carrefour international de la communication, Centre nation-

Mardi 27 : le cinéma et les nouvelles formes de diffusion ; les associations prennent leur place dans le monde de la communication.

Mercredi 28 : télévision : les industries de programme au premier rang ; les premiers pas sur le câble.

Jeudi 29 : les premières formes de services télématiques ; téléphone : la parole se libère.

Vendredi 30 : la culture informatique pour tous ; la formation à la communication.

**CARTES SUR TABLES**

Lundi 26 : le cinéma dans l'œil du cyclone.

Mardi 27 : l'après Bredin ! Mercredi 28 : la communication et l'Etat.

**L'AQUITAINE** a, depuis le 15 avril, un nouveau président. Jacques Chaban-Delmas a retrouvé son siège — son trône, dirait-on dire, pour celui que l'on surnomme volontiers le « duc » ou le « prince » d'Aquitaine. Cette région est parmi celles qui ont pris le développement des moyens de communication au sérieux. Le précédent conseil régional, que présidait le socialiste Philippe Madrelle, en avait fait l'un des axes de sa politique, et l'ancien premier ministre, dans l'interview qu'il nous a accordée, salue ce travail.

Jacques Chaban-Delmas, qui avait contribué à la libéralisation de l'information à la télévision, avec la première expérience Desgrupes sur la deuxième chaîne (1969-1972), donne, d'autre part, son sentiment sur l'ouverture pratiquée aujourd'hui par le gouvernement.

« Le gouvernement vient de décider d'ouvrir le système télévisuel français à des chaînes privées, ce qui n'avait pas fait l'ancienne majorité. Qu'en pensez-vous ? Est-ce le bon moment ? S'agit-il, comme l'affirment certains responsables de l'opposition, d'un trompe-l'œil ?

« La manière dont vous me posez la question semble indiquer que vous reprochez à l'ancienne majorité de n'avoir pas ouvert le système télévisuel français à des chaînes privées. Toute évolution nécessite des étapes. On se plaint à reconnaître aujourd'hui les mérites des chaînes publiques françaises. De longues années leur étaient nécessaires pour envisager une quelconque privatisation et, sans doute aussi, l'apparition de canaux supplémentaires.

« En fait, nous nous dirigeons vers cette ouverture, en confortant la qualité et les moyens des chaînes existantes et d'ailleurs successives. Puis-je rappeler que, dès 1969, le gouvernement a lancé la réflexion sur le statut de l'ORTF ? L'Office conservait son caractère de service public, garant de la qualité de l'ensemble des programmes, mais par l'autonomie et la décentralisation allait apparaître un système de télévision différent. En bref, j'ai lancé le système français d'aujourd'hui des horizons dont l'expérience a montré qu'ils n'étaient pas des mirages.

« Si, aujourd'hui, on peut en venir à des chaînes privées, c'est parce que le terrain a été préparé, balisé par des responsables conscients de la nécessité de maintenir des équilibres et de sauvegarder les acquis. C'est le bon moment : techniquement les choses paraissent au point. Financièrement, juridiquement, administrativement, des dispositifs se présentent qui devront permettre le développement des chaînes privées dans un environnement que chacun sait difficile. C'est le bon

moment aussi pour les métiers de la communication. C'est enfin le bon moment car, à la veille d'une échéance électorale importante, le risque était grand de voir l'anarchie s'installer comme cela fut le cas pour les radios libres.

« Subsiste le risque de trompe-l'œil si demain, à l'abri de chaînes dites privées, se cachait l'Etat ou le gouvernement, par sociétés

qui s'y rattache. J'avais d'ailleurs réduit sévèrement ce rôle quand j'étais premier ministre, et ce problème de liberté demeure posé, donc à résoudre.

« Quel doit être le rôle et l'importance du service public de la télévision (deux chaînes nationales, réseau FR 3, future chaîne éducative et culturelle...) ? Faut-il le réduire ?

instant à l'automne 1969 pour libérer l'information télévisée. Combien d'organismes ont été créés qui sont des paravents ! Je ne dis pas que la Haute Autorité relève d'une de ces catégories. Les personnes qui la composent ont à plusieurs reprises fait la preuve de leur indépendance par rapport à ceux qui les ont désignés, mais pas toujours. D'où une crédibilité, une autorité au plein sens du terme qui demeurent à renforcer pour accéder à la considération sans réserves qu'il lui faut obtenir.

« De plus, n'oublions pas qu'en matière de « services de télévision par voie hertzienne destinés au public en général », c'est le régime de la concession qui s'applique et que les contrats de concession sont soumis au contrôle de la Haute Autorité. Ce qui sera vrai pour les « nouvelles télévisions ».

« Comment les chaînes privées vont-elles pouvoir se faire une place au soleil face au service public ?

« Il y a l'exemple des chaînes de radios privées. La place au soleil est fonction du succès d'écoute. Le succès d'écoute, c'est la qualité des programmes et la bonne information. La compétition entre privé et public portera sur le choix des créateurs et sur la qualité. Une inquiétude demeure au sujet des ressources publicitaires à disputer entre télévision privée et presse écrite. La participation de celle-ci dans celle-là doit fournir des réponses valables, et beaucoup en sont heureusement conscients.

« Etes-vous partisan d'accroître la possibilité de diffuser en France les chaînes étrangères, surtout européennes ?

« Certes, mais il faudra que le câble soit installé pour que cette possibilité soit offerte à tous dans de bonnes conditions.

« Les collectivités territoriales n'auraient-elles pas intérêt à investir rapidement dans le câble pour sortir réellement du sous-développement ? Où en est-on en Aquitaine ?

« L'investissement dans le câble présente un double avantage. D'abord, il permet à un plus grand nombre d'avoir accès à de multiples chaînes de télévision. Nous savons que, en ce qui concerne la télévision par voie hertzienne, seuls à peine 19 millions de Français (dont 7 millions de Parisiens) sont concernés par les 141 fréquences qui ont pu être dégagées. Avec le câble, plus de problèmes de ce genre et plus de discriminations entre les régions.

« En second lieu, le câble est un outil de développement économique. Il faut, en effet, aller au-delà de la télédiffusion et prendre en compte les nombreux avantages offerts par la fibre optique, en particulier pour prévoir que le

(Lire la suite page IV.)

## LA CLÉ DU SUCCÈS

Jeudi 29 : faut-il sauver l'écrit ?

Vendredi 30 : informatique et nouveaux métiers.

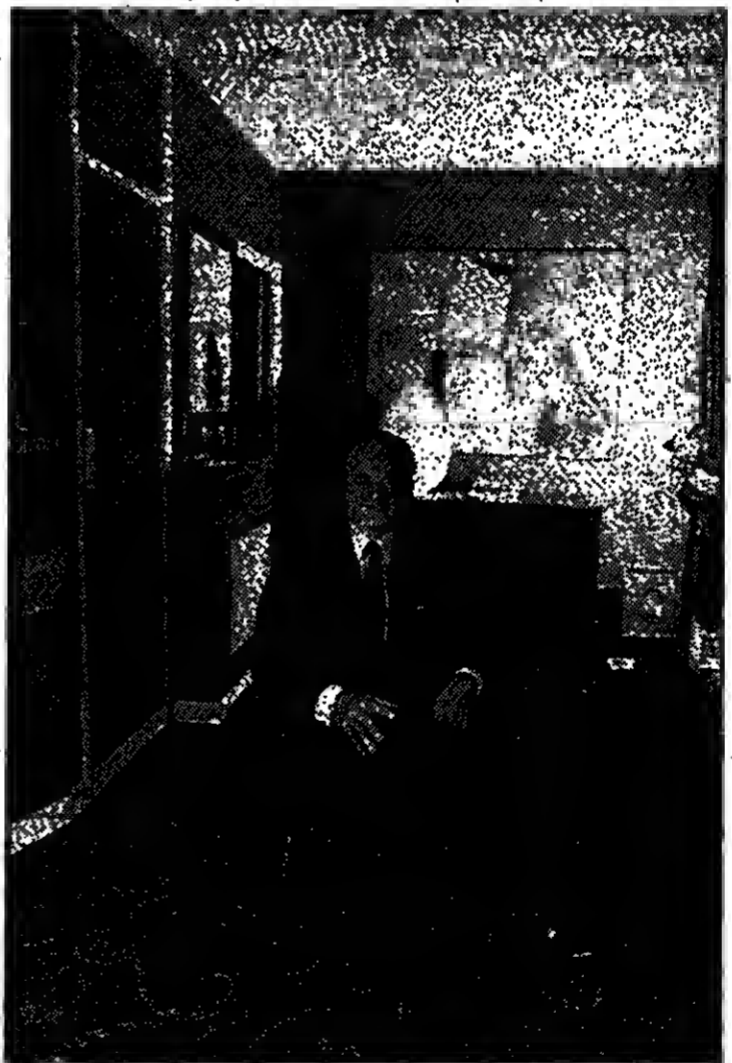
La CREPAC d'Aquitaine, installée dans ses nouveaux locaux, fournit des prestations culturelles et développe ses activités dans le secteur de la communication : atelier de micro-informatique, diffusion de films, vidéothèque régionale, régie de distribution de programmes, conseils et ventes de matériels, location de banc de montage vidéo, etc. Son service formation, qui se transforme en institut régional de formation et de recherche en éducation permanente, propose d'autre part de nombreux stages (environnement, techniques de spectacles, télématique, etc.).

L'Agence nationale de la communication de la Ligue française de l'enseignement et de l'éducation permanente assure désormais au niveau national les activités de cette organisation dans le domaine des médias. Elle se propose d'être un bureau d'études pour les fédérations des œuvres laïques et de favoriser la mise en place de réseaux, à commencer par le radio et le micro-informatique. Elle va mettre en place des agences régionales et profite de l'université d'été de Carcans-Maubuisson pour réunir les militants de la Ligue concernés par ces activités.

**MATINÉES THÉMATIQUES**  
Lundi 26 : la radio entre la concurrence et la vie locale ; les schémas de communication au service de la décentralisation ;

• CREPAC d'Aquitaine, 15, rue Roda, 33000 Bordeaux. Tél. : (56) 81-78-40.

• Université d'été : village « Les Bruyères », 33121 Bombannes-Carcans. Tél. : (56) 03-35-38.



publics interposées. Nous abordons une nouvelle étape. Ni plus ni moins.

« Quel doit être le rôle de l'Etat dans la communication audiovisuelle ? Le jugez-vous actuellement trop important ?

« L'Etat doit faire en sorte que chaque citoyen, quelles que soient ses capacités, puisse satisfaire un certain nombre de besoins. La réponse doit être obtenue sans porter atteinte à la dignité de l'individu. L'Etat doit donc offrir aux Français une télévision publique de qualité, ouverte, respectueuse des idées de chacun, donnant de la France l'image d'une nation libre et respectueuse, tolérante et attentive au monde. D'une manière générale, le rôle de l'Etat est trop important lorsqu'il s'agit d'information et de tout ce

## NOUVELLES TÉLÉVISIONS

# DES TUTEURS POUR LA CAMÉRA ASSOCIATIVE

par Alain Briole

**Les associations locales sauront-elles profiter de la création de nombreuses chaînes plus facilement accessibles ? Alain Briole, s'il doute de leur capacité à s'engager seules dans la production de nouveaux programmes, préconise qu'elles joignent leurs forces créatives à celles financières des collectivités locales et techniques de l'administration.**

S'il use volontiers des moyens traditionnels de diffusion, le secteur associatif semble en retrait, sinon absent, des nouveaux espaces d'expression publique, réticent à passer du simple usage à une logique de la communication. Sans doute cette logique heurte-t-elle sa propre rationalité ; le fait associatif réside d'abord dans le rassemblement et l'échange entre ceux qui se regroupent. La logique de la communication d'aujourd'hui oblige à revoir ce rapport entre l'association et son environnement, son public potentiel. Ce qui, au fond, ne va pas de soi. Les exigences techniques et économiques des nouveaux médias conduisent aussi à une mutation dans la distribution des ressources d'une association ; là encore, l'opération est douloureuse.

De ce constat, beaucoup tirent les conclusions les plus pessimistes. A y regarder de plus près, on repère toutefois les signes d'une réelle capacité d'intervention du secteur associatif dans les médias en développement.

On dénie souvent le statut de producteur audiovisuel au secteur associatif, ou, si on lui concède une vague existence, c'est pour en souligner aussitôt les faiblesses. L'accusation est, à plus d'un égard, injuste. Si le secteur traditionnel des associations est relativement prudent vis-à-vis des nouveaux médias, un nouveau domaine associatif s'est créé, qui en a fait l'objet même de son activité. On peut s'étonner du foisonnement d'entreprises de l'audiovisuel en région depuis deux ans. On doit également constater que plus d'un tiers de ces initiatives prennent la forme d'une association. Entreprises privées ou non font de la vidéo leur support privilégié. Or qu'est-ce qui distingue les unes des autres ?

Ici ou là, l'initiative, le projet, est toujours très personnalisé. Peu de chose sépare acteurs associatifs et acteurs du privé, si l'on veut bien admettre que la formation sur le tas qui caractérise souvent les premiers n'est que partiellement vérifiable et qu'elle n'est guère moins pertinente, à terme, que celle que délivrent trois ou quatre écoles formant des professionnels agréés. L'intuition donnerait à penser que c'est plutôt le milieu culturel qui distingue les deux groupes : ici s'impose un modèle dominant d'expression, non sans effet sur une créativité qui, là, se cherche encore. L'âge ne permet pas de les distinguer non plus, et c'est un indice certain de la nouvelle culture dont ils sont les uns et les autres porteurs.

### Pionniers

Pour le secteur associatif, le temps des subventions est passé ; le préfinancement des produits, la recherche des sponsors et la coproduction deviennent les seules règles du jeu. Mobiliser des capitaux, jouer en quelque sorte le rôle de producteur n'est plus ignoré des praticiens du secteur associatif. Si le volume financier de ces activités peut paraître dérisoire, il est à l'échelle de la prestation qu'aura à assurer le secteur sur les nouveaux réseaux ; elle révèle l'existence d'une dynamique de négociation, d'une capacité d'intervention du secteur associatif qui est loin d'être négligeable. Ainsi, parmi plusieurs expériences intéressantes, l'ACS 94, lors de son inauguration officielle en juin 1985, a réalisé une journée de télédiffusion de ses produits sur une zone restreinte, associant les habitants d'un grand ensemble, la collectivité locale, le secteur associatif et le commerce local, qui a semblé adhérer à l'idée d'un sponsoring.

En Bretagne, l'ACAV de Saint-Cadon produit une vidéogazette, en collaboration avec les habitants d'un canton, qui préfigure ce que peut être la communication de proximité.

On peut toujours regarder avec condescendance, comme une télévision de clocher, ces magazines d'informations locales, invoquer la dimension internationale de la communication pour renvoyer cette production au bricolage socioculturel. Erreur ; tous les mécanismes de production de cette expérience en font la préfiguration d'une télévision locale de qualité : la recherche de financements multiples, le projet d'ins-

tente, subrepticement, d'imposer une norme unique, fondée sur l'ordre antérieur qui vacille, comme si toute innovation ne pouvait aller au-delà de son ombre portée. Comme si la véritable réalisation d'une institution au plan symbolique n'avait lieu qu'après sa disparition matérielle.

Contestée de mille façons depuis l'époque héroïque de la RTP, la norme « télévision française » semble le point limite de toute réflexion sur les nouveaux médias. Remarquons pourtant, au moment où se profile la télévision « haute définition », que l'on a abandonné il y a longtemps un

sion, à bien des égards fascinante, comme les professionnels talentueux qui l'on faite ont-ils contribué plus qu'au ne le mesure aujourd'hui à une culture française de la modernité. Elle devra désormais composer avec des projets plus fragmentés, moins soucieux d'identité nationale, mais plus riches peut-être en expression.

### Relais

La gestion interne des associations, enfin, n'est plus un critère de partage des entreprises ; si le débat sur l'économie des activités culturelles est fécond, il occulte

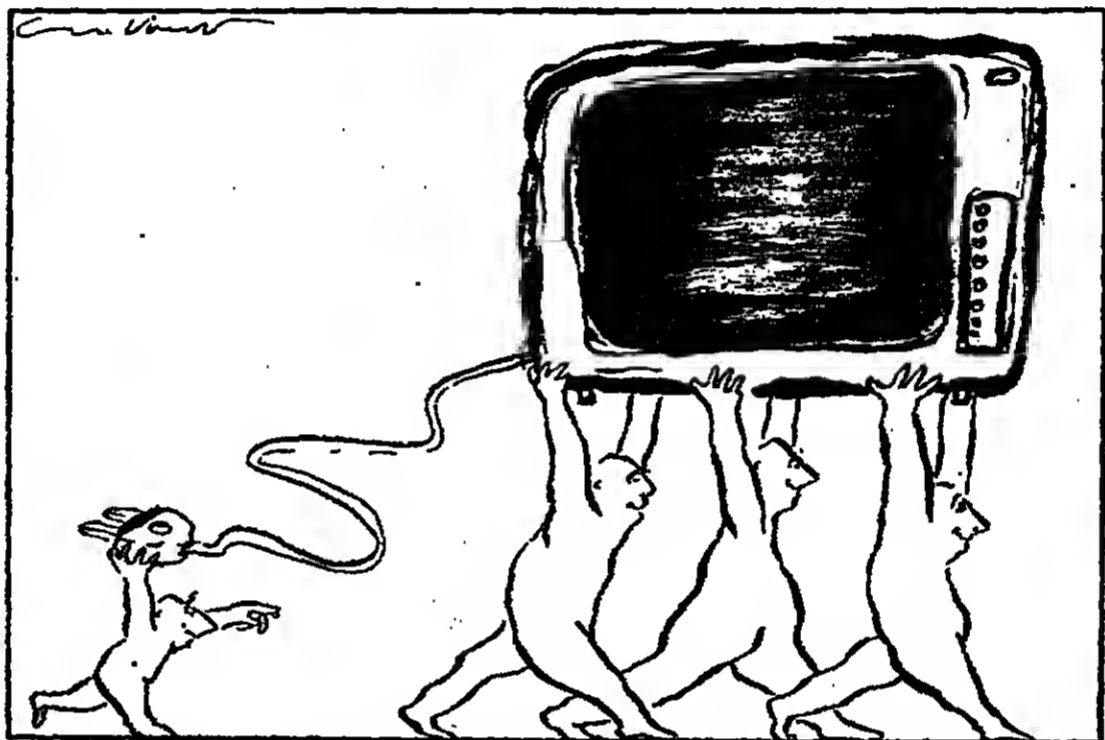
voit pas pourquoi cela entraîne, a priori, une déficience spécifique, une réalisation de second ordre.

Le point où peuvent s'achopper nouveaux réseaux et associations — et il est d'importance — est celui de la rencontre de deux temps hétérogènes. Les nouveaux réseaux ont besoin pour durer d'une identité et donc d'une continuité de style ; leur logique est celle de la linéarité, de la cohérence, de l'accumulation. Effectivement par nature, le secteur associatif est, malgré la permanence de ses structures, voué à la reproduction de l'éphémère, au projet qui s'épuise pour renaitre ailleurs, au renouvellement ; temps cyclique, irrégulier, également générateur de dispersion dans l'espace.

L'accord est difficile entre ces deux temps. Si le secteur associatif ne peut se fixer sans se perdre, les programmeurs de réseaux d'ont pas à assumer ce qui est logiquement pour eux un défaut de leur partenaire. Diverses initiatives récentes montrent l'existence de solutions à cette question cruciale : création de réseaux de diffusion régionaux, base de données des productions audiovisuelles du secteur associatif, agence régionale de la communication... Des organismes-relais, représentatifs du secteur associatif, capables d'assurer une coordination minimale interne et d'en soutenir, voire d'en rationaliser, les initiatives peuvent devenir les interlocuteurs privilégiés des gestionnaires de réseaux.

Cela exige une forte légitimité, qui ne relève pas seulement du savoir-faire. Peut-être, pour une période transitoire, des organismes du type des Ateliers de la communication sociale, qui rassemblent l'administration, le secteur associatif et les collectivités locales, sont-ils les mieux à même d'assurer cette fonction essentielle. Parce qu'ils combinent la compétence technique et la reconnaissance institutionnelle et sociale, ces organismes peuvent s'insérer dans les futurs conseils régionaux de la communication audiovisuelle, les instances décentralisées de la Haute Autorité et les sociétés locales d'exploitation des réseaux câblés. Assigner ce rôle à un seul des acteurs locaux serait à l'évidence manquer l'objectif d'une véritable communication sociale.

Sociologue, chargé d'études à l'IDATE, Montpellier.



crire la production dans la durée, la participation des acteurs locaux à la définition du produit, à sa réalisation. La dynamique nécessaire à une réelle expression locale sur les nouveaux réseaux existe bel et bien dans ce type de production.

La déficience culturelle du local, esthétique autant que technique, est souvent invoquée. C'est un phénomène bien connu des sociologues : au moment où un champ social semble voler en éclats, révélant des forces hétérogènes et divergentes, avec un potentiel de créativité multiple, un mouvement inverse

standard qui l'en rapproche beaucoup. Disons aussi, sans vouloir afficher un goût pervers pour l'image défaillante, l'approximation des cadrages ou les éclairages de l'art minimal, que la production locale peut générer de nouvelles perceptions esthétiques, un nouveau rapport à l'image ; d'autres normes culturelles peuvent régler le développement des réseaux locaux que celle d'une télévision qui — au-delà de sa valeur mondialement reconnue, de ses qualités techniques intrinsèques — n'a jamais été autre chose que l'expression du goût moyen. Sans doute cette télé-

parfois des réalisations concrètes, des avancées dans ce domaine.

Ce qui distingue, en revanche, les unes des autres — secteur privé et tiers secteur — est bien plutôt le lien puissant de leur activité avec le milieu social qui l'a fait naître. Pour les unes, le processus conduit à l'autonomie, à l'activité pour soi ; pour les autres, la production d'images ne peut s'isoler de ceux à qui elles sont destinées. Les réalisateurs sont tout autant des animateurs ; leur rôle social est intimement solidaire de leur rôle technique. Exigence à laquelle échappent les producteurs privés. Mais on ne

## CHABAN-DELMAS PROPHÈTE EN SON PAYS

(Suite de la page III.)

cable aura des effets non négligeables dans la vie des citoyens et celle des entreprises. Il en résulte que le câble est l'affaire des collectivités locales mais aussi celle de l'Etat. Les choses doivent être claires, car il ne faudrait pas que, dans ce domaine, comme on l'a vu dans d'autres, il y ait transferts de charges.

Pour l'Aquitaine — où Biarritz constitue une vitrine mondiale — il appartient aux collectivités locales de se déterminer.

Dans la région bordelaise, par exemple, un certain nombre de communes, à l'initiative de Bordeaux, ont constitué une association destinée à préfigurer une société locale d'exploitation du câble. A mon sens, les communes doivent être des collectivités-soutiens. La région et le département peuvent naturellement s'associer à ces initiatives sans pour autant se substituer aux communes. En ma qualité de président du conseil régional d'Aquitaine, je ferai en sorte d'apporter l'aide possible aux initiatives destinées à implanter le câble dans la région.

Rêvez-vous d'une « télé-Chaban » à Bordeaux ?

C'est mal me connaître que de le penser. Je me préoccupe plutôt de « faire » que de « faire savoir ». C'est quelquefois un tort, et je m'en suis aperçu. Mais je n'ai jamais voulu me substituer aux hommes de presse ou de radio, qu'il s'agisse de journalistes ou de producteurs. Peut-être parce que j'ai commencé ma vie professionnelle, précisément,

comme journaliste et que je me suis pris d'une passion définitive pour la liberté de la presse et ensuite de tous les médias. Par contre, mon souci est de ne rien causer de mon action, d'ouvrir les dossiers, d'inciter au dialogue et à la concertation. La radio, la télévision, la presse, jouent leur rôle, et si la compétence et l'honnêteté sont de la partie, je ne vois pas pourquoi les responsables politiques devraient créer leur propre chaîne ou leur propre journal. Libre à eux de la faire, mais pour moi : informer, oui ; me substituer aux professionnels, non. Vous remarquerez que je n'ai pas profité de l'apparition des radios libres pour créer une « Radio-Chaban » à Bordeaux.

Les capacités de production d'images dans les régions sont encore très faibles. Peut-on développer une production régionale ? Dans quelle direction spécifique ? Avec quels moyens le conseil régional peut-il y contribuer ?

En effet, les régions n'ont pas d'entreprises de production d'images comme il en existe à Paris. Mais ne nous y trompons

pas. Il existe dans nos provinces et en Aquitaine en particulier des équipes qui ont déjà fait leurs preuves. Certes, l'exiguïté du marché ne leur a pas encore permis de s'exprimer pleinement, mais, dans ce domaine plus que dans d'autres, il suffit de faire connaître ce que l'on fait pour dégager très vite des contrats.

Le conseil régional peut contribuer au développement des capacités de production d'images en facilitant l'association des différents facteurs impliqués dans cette production et en faisant connaître les réalisations des entreprises régionales. Mais, dans le secteur, comme d'habitude, l'ensemble du secteur économique, la région n'a pas à se substituer à ceux dont le métier est de produire. Permettez-moi de vous dire que je suis contre l'« étatisme régional », comme d'ailleurs ceux qui m'entourent.

Radio, télématique, micro-ordinateurs, TV, vidéo... une région comme l'Aquitaine peut-elle jouer toutes les cartes à la fois ? Doit-elle choisir des axes ?

Je ne vois pas en quoi nous devrions choisir certains axes et en ignorer d'autres. Justement, en matière de nouvelles technologies, tout me semble lié. Parler de micro-ordinateur ou faisant l'impasse sur la télématique ? Entendre vidéo et oublier radio ? Non. La chance de l'Aquitaine, c'est que l'administration régionale précédente a compris qu'il fallait embrasser le champ complet des nouvelles techniques, y compris les nouveaux moyens de communication. Il y a cohérence et globalité dans cette démarche. Certes, il peut y avoir encore des lacunes. Elles ne sont pas le fait de la région.

Ici, le Centre régional de documentation pédagogique joue un rôle moteur en télématique. Là, l'Université allie informatique et câblage. Entreprises, laboratoires, communes se familiarisent avec le micro-ordinateur et la télégestion. De Sony à IBM, de l'Aérospatiale à Siemens, ne croyez-vous pas que bien des cartes sont dans notre jeu ? La diversité des initiatives est facteur de développement. L'aide de la région devrait porter sur des éléments

communs comme la formation, la recherche ou la promotion des actions ; ce qui laisse chacun libre des meilleurs choix pour lui-même, donc pour tous.

Que pense le promoteur de la « nouvelle société » de cette société de communication dont on nous annonce l'avènement ?

Je ne peux m'empêcher de citer une phrase que j'ai prononcée à l'Assemblée nationale, le 16 septembre 1969 : « Le nouveau levain de jeunesse, de créativité, d'invention qui secoue notre vieille société peut faire lever la pâte de formes nouvelles et plus riches de démocratie et de participation, dans tous les organismes sociaux comme dans un Etat assoupli, décentralisé et désacralisé. Nous pouvons donc entreprendre de construire une « nouvelle société ». Ne pensez-vous pas que cette phrase répond à votre question, m'aide à conclure cette interview et se situe en pleine actualité ? »

Propos recueillis par  
YVES AGNÈS

Bouquins - Dossiers par milliers

### Rayonnages Bibliothèques

au prix de fabrique  
du kit au sur mesure

**LEROY FABRICANT**

équipe votre appartement  
bureaux, magasins, etc.  
28 années d'expérience  
Une visite s'impose  
208, avenue du Maine, Paris (14<sup>e</sup>)  
540-57-40 - M. Alain

مكتبات الأصل

## PRIVATISATION SANS IMPLOSION

par Yves Agnès

**Privatisons, privatisons ! A l'exception du Parti communiste, l'ensemble des formations politiques entonnent le credo de la libéralisation de la télévision. A quel prix ? Les personnels du service public accepteront-ils sans broncher le changement de leur statut ? Les règles qui régissent le volume publicitaire seront-elles révisées et comment ? Faut-il prendre le risque de bouleverser des programmes reconnus de qualité ?**

On va voir ce qu'on va voir ! Si l'opposition l'emporte en 1986, on privatisera à vive allure. C'est du moins ce que promettent les deux grandes formations de droite, qui avaient fait connaître leurs intentions pour l'audiovisuel plus de deux ans avant l'annonce par M. Mitterrand de la création de chaînes de télévision privées, pour les giscardiens lors du Conseil pour l'avenir de la France et dès le mois de mai 1984 pour M. Jacques Chirac, président du RPR.

Les programmes sont, grosso modo, les mêmes et se résument en une formule : désengagement de l'Etat. Une seule chaîne de télévision publique, l'« éclatement » de la Société française de production (SFP), la privatisation de la SOFIRAD (holding d'Etat qui contrôle notamment Europe 1, Radio-Monte-Carlo et Télé-Monte-Carlo) et du groupe Havas, actionnaire principal de Canal Plus et associé influent de

la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion (RTL et RTL-télévision)... Il s'agit bien, selon l'expression du maire de Paris, d'un « bouleversement ». Et certains responsables précisent que la réforme interviendrait dès les premiers mois de la législature.

Au diable les demi-mesures. Effacées, les querelles d'il y a dix ans, lorsque, à la faveur du morcellement de l'ex-ORTF, la majorité de l'époque avait envisagé un début de privatisation. Le credo libéral sort revigoré d'une décennie de crise économique et s'appuie sur le retour en force de l'initiative privée, contre l'emprise de la puissance étatique. Moins d'Etat, oui, surtout dans un secteur aussi sensible puisqu'il concerne l'information et la culture. Deux domaines où le mot libéré résonne agréablement aux oreilles des citoyens.

L'idée générale est séduisante, et bien dans l'air du temps. De

quoi se méfie l'Etat — courtois de transmission du pouvoir politique — en matière de création de programmes et d'information ? La concurrence de chaînes privées, et non le monopole public, devraient assurer le pluralisme et la qualité qu'attendent les auditeurs et les téléspectateurs. D'autant que quelques témoins de l'opposition ne se privent pas d'agréments la critique du système audiovisuel français de véhémentes diatribes contre une prétendue malbouille socialiste sur les médias.

Pourtant, la mise en œuvre d'un programme radical de privatisation se heurterait d'emblée à trois obstacles. D'une part, la majorité actuelle aura beau jeu de faire rompre l'ouverture — radios et télévisions privées, plan câble... — c'est elle qui la pratique, et non une opposition qui a largement usé du monopole jusqu'aux dernières heures de son règne. Elle-même en est consciente : un rapport du Conseil pour l'avenir de la France reconnaissait en mai 1984 : « L'opposition libérale ne doit pas se dissimuler que, sur le sujet de la communication, elle rencontrera son problème particulier de crédibilité ».

D'autre part, ce que les communistes — derniers partisans d'un « avant d'Etat » — appellent encore le « démantèlement du service public » n'est peut-être pas si facile à réaliser. L'ensemble des sociétés issues de l'ORTF, ce sont 17 771 emplois permanents

répartis en onze organismes (le personnel se laissera-t-il privatiser sans broncher ?), des règles de fonctionnement, qui limitent l'accès de la publicité (et donc rassurent la presse écrite), un ensemble de programmes qu'inspire une longue tradition de qualité (les téléspectateurs n'ont jamais été aussi nombreux et les indices de satisfaction sont bons)... Qui prendra le risque de créer une perturbation qui pourrait se traduire par des mécontentements en cascade, aisément transformables en mouvement d'opinion ?

### Produire plus

Enfin, l'ensemble de l'action gouvernementale depuis trois ans, de la loi du 29 juillet 1982 aux décisions du conseil des ministres du 31 juillet dernier, constitue un schéma de développement puisant, organisant un système audiovisuel original, dont l'économie mixte, chère au président de la République, est le principe de base. Concurrence public-privé, sociétés d'économie mixte pour les réseaux câblés, sociétés à capitaux mixtes pour Canal Plus et les futures télévisions, mélange des genres pour les quatre canaux du satellite TDF 1, sans parler de la télématique, où voisinent les services les plus variés.

Les dernières mesures (télévisions privées nationales et locales), en particulier, prennent à contrepied l'opposition (le Monde

du 2 août). Telle était bien, dès le départ, l'ambition de M. Mitterrand.

Cette tactique a des chances de réussir. A la différence d'autres pays (Etats-Unis, Grande-Bretagne, Italie...), la France ne compte guère de grands groupes multimédias aux reins solides et à l'esprit aventureux, même si les appétits de M. Robert Hersant sont bien connus (les dirigeants de l'opposition lui auraient promis la deuxième chaîne, privatisée, en « récompense » de ses bons et loyaux services). La petite production privée se développe actuellement, mais ne peut prétendre faire « tourner » les chaînes et les réseaux nationaux. Même les plus gros, Hachette, Gaumont et quelques autres, devront s'associer pour être de la partie. Au moment où les Murdoch, Bertinotti et autres Turner rêvent d'en découdre sur l'Hexagone.

Sans doute le long monopole d'Etat a-t-il contraint le secteur privé à la léthargie. Sans doute aussi la tradition économique et culturelle a-t-elle renforcé le poids du secteur public. Le résultat est là : l'initiative privée n'explose pas. Les producteurs indépendants connaissent des difficultés. La Banque Worms a dû mener une véritable croisade pour convaincre les investisseurs que l'industrie des programmes audiovisuels méritait qu'on s'y intéresse (le Monde du 16 avril). En fait, on attend encore beaucoup de l'Etat et de sa capacité à investir.

La privatisation ne se fera pas par décret.

La véritable question n'est pas de produire public ou privé, mais de produire davantage, pour alimenter ces nouveaux canaux qu'on nous promet. Les incitations publiques — fonds de soutien, abri fiscal... — en faveur du cinéma et des programmes audiovisuels devraient y aider. Et l'ouverture au privé obligera sans doute les chaînes et la SFP à des efforts accrus de gestion.

Même si les chiffres sont controversés, il est certain qu'une télévision de qualité se paie. Et n'est-ce pas le rôle de l'Etat dans une société telle que la nôtre, différente à bien des égards de celle des Etats-Unis (1), que de garantir cette qualité et de sauvegarder le pluralisme ?

M. Jacques Baunel, député RPR des Hauts-de-Seine, un peu en retrait sur les positions de M. Chirac, explique lui-même dans le Livre blanc de l'association de téléspectateurs qu'il préside : « Il n'est pas question de céder à la loi de la jungle » (le Monde du 28 mars).

Il ne serait pas étonnant que l'opposition, avant les élections de 1986, revioie sa copie et fasse de nouvelles propositions, prenant en compte davantage les changements qui vont intervenir d'ici là.

(1) Il n'existe qu'une chaîne publique aux Etats-Unis, à vocation culturelle, PBS (le Monde du 13 avril).

# L'AQUITAINE

Terre des hommes d'action  
qui ont gardé le goût de vivre

Accueille à CARCANS MAUBUISSON

du 25 au 31 Août 1985

## la 6<sup>e</sup> UNIVERSITE D'ÉTÉ de la COMMUNICATION

Point de Rencontre des Professionnels et des Techniques

CONSEIL REGIONAL D'AQUITAINE  
24, rue Esprit des Lois. 33077 Bordeaux Cedex  
Tél. (16) 56.44.49.44 poste 2182 Service Information

## NOUVELLES TÉLÉVISIONS

# LE COMPTE A REBOURS DES SOCIÉTÉS FRANÇAISES

La mise en place prochaine de télévisions privées ainsi que la généralisation progressive de réseaux câblés locaux ont convaincu les sociétés de production indépendantes et les professionnels de la communication d'accentuer leur effort de création. Si tous n'ont pas encore arrêté leur stratégie, certains sont déjà entrés dans les filières du marché.

## GAMMA TÉLÉVISION, « LE MONDE », L'AFP : ACTUALITÉ A CHAUD

**P**REMIÈRE concrétisation de l'accord de coopération conclu entre Gamma Télévision, le Monde et l'AFP (le Monde du 19 juin) : la réalisation de quatre heures hebdomadaires de programmes pour la Mission « TV Câble », pendant trois mois à partir de fin 1985 ou de début 1986. Organisée autour de l'actualité brûlante et de l'enquête approfondie, les magazines et reportages coproduits seront diffusés dans les villes déjà câblées. Ils constitueront la maitrise d'un service audiovisuel d'informations, préfiguration d'un canal thématique pour les réseaux câblés.

« Il faudra étendre cette expérimentation », souligne Jean-Marc Fombonne, le directeur de Gamma Télévision. L'élargissement en termes de francophonie, c'est-à-dire favoriser la diffusion de produits réalisés par des pays de langue française ou de culture latine. Voilà qui pourrait prêter à un véritable système d'échanges d'images, rempart contre la concurrence qui sévit actuelle-

ment. En tout cas, ce projet permettra aux trois partenaires de tester leur capacité de programmation. Parallèlement, des enquêtes seront menées auprès des téléspectateurs afin de cerner leurs perceptions.

Les émissions, bénéficiant des compétences des différents secteurs de la communication, prendront en effet un tour encore inédit. Jusqu'à présent, Gamma Télévision se donnait les moyens de produire des sujets ponctuels, filant les événements en faisant appel à divers journalistes pour la

partie rédactionnelle. Le nouveau triumvirat dispose d'un « vivier » de spécialistes et de points d'ancrage internationaux inégalables en France. Des séries d'envergure peuvent ainsi être envisagées, à trois ou à deux. Gamma Télévision et le Monde d'une part, Gamma Télévision et l'AFP d'autre part. Plusieurs sont en préparation, consacrées notamment aux grands témoins du vingtième siècle ou à la vie dans la capitale traitée sous l'angle journalistique. Destination de ces magazines : l'Hexagone peut-être, mais sur-

tout l'étranger, car la coopération des trois sociétés ne prend son sens que dans un marché international. L'enjeu est clair : avec la multiplication des réseaux de diffusion et le risque de voir les images américaines déferler en Europe, seul le regroupement des moyens et des énergies constitue une véritable alternative.

Les pouvoirs publics français en semblent convaincus. Témoin le soutien de la Mission « TV Câble » à l'égard de telles initiatives.

## TÉLÉIMAGES : PROPOS DU TEMPS

**L'**AVENIR de la production indépendante ? Les émissions bon marché ou le haut de gamme cofinancé à l'étranger. Dixit Simone Arari, numéro un de Téléimages, qui misonne en terme d'efficacité industrielle. Son ambition ? Renouveler le genre du feuilleton populaire, créé pour la télévision avec une écriture télévisuelle, enrobé dans une conception marketing de la production.

Un exemple : *Magny*, série en quarante-deux épisodes tournée actuellement pour A 2 et qui doit démarrer à la rentrée. « J'appelle ce style de création le nouveau boulevard », explique Simone Arari. Un « Au théâtre ce soir » des années 80, coloré des thèmes qui nous intéressent dans la vie de tous les jours. Les relations parents-enfants, la contraception chez les jeunes, les manières notes en classe... autant d'aspects traités sur un ton de divertissement pour un rendez-vous régulier, hebdomadaire en l'occurrence, avec les téléspectateurs.

Filmé en studio, en public, le feuilleton s'adapte aux goûts de ses destinataires. Simone Arari fait tester les réactions du public et aménage le déroulement des épisodes en fonction des observations.

A côté de ces émissions élaborées avec un souci constant de compression des coûts, Téléimages coproduit avec des chaînes de télévision étrangères et françaises les émissions à budget plus élevé. Leur point commun ? Elles abordent des sujets « branchés », susceptibles de plaire au plus grand nombre de téléspectateurs. Marketing, toujours. Ainsi, six heures de programmes sont prévues sur les aventures d'un Robin des bois de l'âge informatique.

Second registre dans les activités de Téléimages, la distribution. Agent exclusif en France pour plusieurs sociétés de production étrangères, elle se veut fournisseur de programmes dans la perspective, cette fois très nettement, de la mise en place des nou-

velles chaînes. Faut-il rappeler que le besoin d'images en Europe ira en progression croissante et que les télévisions devront acheter une bonne partie de leur programmation ?

Enfin, Téléimages se lance dans un secteur sans doute appelé à connaître des heures de gloire, la communication d'entreprise. Le créneau, encore largement inexploité, suscite aujourd'hui bica des convoitises dans les univers de la presse et de l'industrie.

Si Téléimages tient à rester une petite société, « condition sine qua non pour survivre tout en favorisant les talents », elle fait preuve de la volonté de compter, économiquement parlant, dans les marchés à venir. Il faut dire que ses actionnaires savent gérer une entreprise : Havas détient près de la moitié du capital, trois banques importantes se partagent l'autre moitié. Des partenaires solides et perçus comme tels au-delà de nos frontières.

## TELFRENCE : 1500 HEURES EN BOITE

**T**ELFRENCE, c'est la plus ancienne des sociétés de production privées françaises. Depuis 1955, quelque 1 500 heures de programmes ont enrichi son catalogue, de « Vive la vie » aux « Gens de Mogador », en passant par « Haroun Tazieff raconte sa Terre » et le tout récent « Châteauneuf », coproduit avec Téléci.

Telfrance, c'est la seule société indépendante qui possède ses propres moyens de production, 5 600 mètres carrés de locaux équipés de deux studios, où soixante employés travaillent en permanence. « Ces investissements représentent une très grosse charge », rappelle Michel Casello, le PDG de Telfrance. Il faut amortir le ma-

trieriel, et une diminution de la production peut devenir dramatique. « Rentabiliser au risque de sacrifier à la qualité ? » Nous travaillons certes selon des méthodes industrielles, mais toujours en restant vigilants. D'autre part, nos coûts de production sont beaucoup moins importants que s'il fallait faire appel à des prestataires de services : nous ne

sommes pas obligés d'utiliser notre matériel vingt-quatre heures sur vingt-quatre. » Telfrance s'est équipée en vidéo en 1979, ce qui lui a d'ailleurs permis de tourner « Châteauneuf » dans ses studios, mais tient à travailler aussi sur film, selon le genre de l'émission produite.

En 1985, la société a réalisé le tiers de son chiffre d'affaires grâce au Fonds de soutien à l'industrie des programmes. « Une structure que l'étranger nous envie », souligne Michel Casello. Calqué sur le dispositif qui a permis la sauvegarde du cinéma français, ce fonds est encore alimenté par une contribution budgétaire du gouvernement mais re-

tises accumulées de 1978 à 1983 et vitaliser un secteur qui devenait moribond. C'est bien simple : 1983 fut notre première année sans bénéfice. Depuis la mise en œuvre du fonds, la régression s'est enrayée. »

Bien implantée à l'étranger par le biais de ses filiales, en Allemagne, en Suisse et en Italie notamment, Telfrance regarde la France comme un pays sous-développé en matière de télévision. « L'amélioration sera lente mais inéluctable, dans les faits comme dans les mentalités », affirme Michel Casello. Les Français devront payer le juste prix des programmes, et ils l'admettront. La publicité, la redevance, ne peuvent que croître.



« Haroun Tazieff raconte sa terre » : l'exemple d'une production privée capable de rivaliser avec les programmes de la SFP.

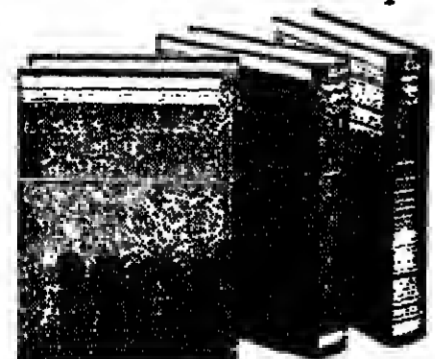
favorisant en même temps la production, donc la création.

Allons-nous vers l'éclatement du monopole de la Société française de production et une réelle dynamique de la production indépendante ? Le numéro un de Telfrance ne semble pas en douter. Sa société s'est taillée une place confortable. Une santé prospère que les nouvelles chaînes de télévision devraient conforter.

Dune est une petite société de production. Elle a réalisé de nombreux documents pour « Les enfants du rock » sur Antenne 2, qui ont ensuite été diffusés dans divers pays. « La musique n'a pas

## CAMUS

Œuvres complètes en 9 volumes  
Une édition commentée par Roger Grenier



Cette édition en 9 volumes n'est pas seulement prestigieuse et nécessaire parce qu'elle réunit l'ensemble des textes, elle offre un avantage sur lequel il convient d'insister : je veux parler des introductions successives que nous devons à Roger Grenier. Roger Grenier joue le seul jeu possible avec Camus : celui de la probité, de l'amitié, c'est-à-dire celui de l'ouverture et de la non-complaisance.

(André Brincourt, *Le Figaro*)

AUX ÉDITIONS DU CLUB DE L'HONNÊTE HOMME  
Luce Fieschi éditeur, 32, rue Rousselle - 75007 Paris - Tél. (1) 783.61.85 +

Veillez me faire parvenir gratuitement et sans engagement de ma part une documentation sur les Œuvres complètes de Camus.

Notre catalogue : ☐ Céline ☐ Balzac ☐ Flaubert ☐ Colette ☐ Pagnol ☐ Pergaud  
☐ Dumas ☐ Labiche ☐ Guirys ☐ Sartre/Beauvoir.

Documentation sur simple demande.

Nom \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_ Profession \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_

Code postal \_\_\_\_\_

صكنا من الأمل

## NOUVELLES TÉLÉVISIONS

# DE PRODUCTION A COMMENCÉ

par Catherine Youinou

## SYGMA-TÉLÉVISION : VIVE LA BETACAM !



**V**INGT-CINQ OCTOBRE 1983 : scoop mondial pour Michel Farbot, journaliste-reporter de Sygma-Télévision, seul à filmer le débarquement des troupes américaines à la Grenade. Un reportage exclusif tourné en Betacam, une des plus belles opérations financières des dix dernières années, un « coup » qui devait conforter la société de production dans son option vidéo légère.

Dans les équipes de télévision traditionnelles figurent au moins le caméraman, le journaliste-rédacteur, le préneur de son et l'assistant. A Sygma-Télévision, on ne jure plus que par la Betacam, caméra au maniement simple munie d'un magnétoscope incorporé. Garant de la mobilité du reporter, cet ensemble image et son coûte encore très cher, 300 000 F en moyenne. Sygma-Télévision abandonne en 1983 le tournage en 16 mm et dispose

aujourd'hui de huit Betacam. L'investissement a porté ses fruits : en deux ans, son chiffre d'affaires est passé de 3 à 12 millions de francs, il doublera en 1985.

Mais cette hausse s'explique aussi par la création du département « People », spécialisé dans le portrait télévisé de stars. « Le vingtième siècle a besoin de soufisme et de tendresse », affirme-t-on chez Sygma, qui a lancé en France ce genre de reportages dont les Etats-Unis sont boulimiques depuis des années. Le secteur show-business représente actuellement 70 % de la production de Sygma-Télévision, dépassant largement celui de l'actualité.

Cette évolution se révèle très liée au développement de l'agence de photos, qui s'est elle-même dotée d'un département « Charme ». Les deux sociétés

s'imbriquent d'ailleurs étroitement. « Sygma-Télévision doit beaucoup à Sygma-Photos », souligne Hubert Henrotte, fondateur et PDG de Sygma. La société de production a en effet démarré avec un support de taille, bénéficiant d'une structure mise en place en 1973 et d'un savoir-faire déjà éprouvé à l'époque. La plupart des équipements et une grande partie du personnel sont communs aux deux branches, ce qui permet une rentabilisation accélérée des investissements. Hervé Chaballier, rédacteur en chef à Antenne 2, vient d'être nommé directeur de Sygma-Télévision, où il prendra ses fonctions dès le 1<sup>er</sup> septembre.

Avec la création des nouveaux réseaux de télévision, Sygma-Télévision deviendra un des fournisseurs privilégiés des futures chaînes. Presque toutes devraient en effet fonctionner avec un parc

de matériel très réduit, dans le souci de limiter leurs charges.

Déjà la collaboration entre Canal Plus et Sygma-Télévision est fructueuse. Les deux sociétés ont coproduit cette année la série « Superstars », reportages détendus sur des personnalités qui font rêver. D'abord diffusés dans l'émission « Tous en scène », ils ont été remontés pour « Les vacances de M. Léon », projetés tout l'été sur TF 1.

Sygma-Télévision, mangera-t-elle sa maison mère après l'élargissement du marché de l'audiovisuel ? Hubert Henrotte reste persuadé du rôle de la photo, même dans une société qui bouge tous azimuts : « Nous n'avons jamais vendu autant de photos qu'après la catastrophe du stade du Heysel, à Bruxelles. Et pourtant, le drame a été diffusé en direct sur tous les téléviseurs de France ».

## CAMÉRAS CONTINENTALES

« **U**n capital sans âme est un capital moribond », affirme d'emblée Jean-Pierre Cottet, le directeur général de Caméras continentales. La toute jeune société de production, créée par les éditions Alain Moreau en janvier dernier, s'est donc dotée d'une structure originale.

D'une part, trois partenaires français et étrangers (les éditions Alain Moreau, la Sofpari et le groupe d'éditions suédois Bonnier) assurent un dispositif financier robuste. Si les actionnaires étrangers doivent rester minoritaires, ils contribuent à l'ancrage international de la maison.

D'autre part, une quarantaine de petits porteurs viennent grossir les rangs de Caméras continentales : journalistes, réalisateurs ou spécialistes de la communication, ils constituent un réservoir d'idées et garantissent à l'entreprise une ouverture sur l'extérieur. « Nos assemblées générales durant toujours longtemps », souligne Jean-Pierre Cottet. Ces professionnels, associés au développement économique de la société, sont des gens qui adorent travailler, échapper, leurs points de vue. Mais qui proposent des projets réalistes, appuyés sur des dossiers sérieux ».

Véritable centre de pouvoir au-delà de la direction, le groupe d'actionnaires oriente Caméras continentales vers la production culturelle, et spécialement le secteur documentaire. « Ceux du château », un reportage sur vingt-quatre heures de la vie de l'Elysée, a déjà été diffusé sur A 2. Le catalogue des créations s'enrichira prochainement de plusieurs documents en cours de production : une série de trois heures intitulée « Do-we have a future ? » (Avons-nous un futur ?), consacrée aux enfants réfugiés, aux enfants abandonnés, aux drogués et à l'alcool, sera disponible en novembre 1985. Des enquêtes sur les grandes écoles françaises, sur les principales organisations de l'Etat... arriveront bientôt sur les écrans.

« Les points d'appui représentés par les télévisions en France permettant d'emporter la production à hauteur de 10 % à 20 %. Demain, avec les nouveaux réseaux, on peut envisager un amortissement de 50 %. De toute façon, travailler uniquement pour nos chaînes restait pure folie », précise le directeur de Caméras continentales, qui joue la carte internationale, multipliant les coproductions et démultipliant les relais naturels, en particulier grâce à l'entrée dans son capital d'investisseurs étrangers.

L'allègement des coûts de production s'impose comme une bataille décisive. « La technologie doit rester au service de la création. Pourquoi choisir une méthode de tournage exclusive, la vidéo par exemple, alors que différents supports, le film en 16 ou 35 mm, s'adaptent encore à des produits spécifiques. C'est comme si tous les peintres se mettaient subitement à peindre à l'huile. » Ainsi, louer chez des prestataires de services le matériel de tournage autorise une certaine souplesse dans l'appréhension des sujets. Pourtant, cette solution adoptée par la plupart des sociétés de production revient elle aussi très cher. Caméras continentales a donc décidé de s'associer avec trois autres sociétés dans un groupement d'intérêts économiques (GIE). Les quatre partenaires ont l'intention d'investir dans du matériel de tournage et de post-production. Avantage du dispositif ? Un amortissement garanti par une utilisation quasiment permanente. Lorsqu'une entreprise investit seule dans un parc de matériel, la moindre récession de production se révèle dramatique. La technologie évolue et se pérenne très vite, les installations doivent être mobilisées au risque de sacrifier la qualité.

Ce type d'accord reflète, outre un souci d'efficacité, un état d'esprit de la maison. En effet, les initiateurs du GIE souhaitent en faire une plateforme de rencontres, une bourse d'échanges d'idées, un lieu où pourraient germer des projets de coproductions originales.

## DUNE : FRANCS-TIREURS AVEC MODÈLE ANGLAIS

**L**e directeur de Dune, Robert Nador, a son modèle de chaîne de télévision : Channel Four, en Grande-Bretagne. Cette chaîne privée existe depuis 1982, diffuse à l'échelle nationale et ne produit elle-même que des émissions d'actualité. Pour le reste, Channel Four coproduit ou achète aux sociétés indépendantes, britanniques ou étrangères. « Voilà un véritable partenaire », souligne Robert Nador. Quand les télévisions ne navigueront plus entre la production et la diffusion, le secteur privé retrouvera son dynamisme. Pour l'instant, nous agissons en francs-tireurs, dans un dispositif qui ressemble tout juste à un embryon de marché financier ».

Dune est une petite société de production. Elle a réalisé de nombreux documents pour « Les enfants du rock » sur Antenne 2, qui ont ensuite été diffusés dans divers pays. « La musique n'a pas

de frontières et se vend très bien, c'est un des domaines les plus télévisuels ». En contrepartie, les séries vendues à l'étranger doivent être « formatées », adaptées à la sensibilité des téléspectateurs. Le rythme et le découpage d'une émission varient considérablement, entre les Etats-Unis et l'Italie par exemple. Le marché international a lui aussi ses contraintes, seuls les Américains vendent leurs programmes sans les modifier d'un iota.

Si la production pour les chaînes publiques demeure le premier objectif de Dune, elle a produit la série *Un bon petit diable* pour FR 3, la société a beaucoup travaillé avec Canal Plus. « Sa création a engendré un bouleversement psychologique, bouffée d'oxygène dans le paysage audiovisuel français. Mais les données n'ont pas encore beaucoup changé ». Canal Plus, la pionnière en matière de télévision à péage, ne sera dorénavant plus



Tournage du film « Un bon petit diable »

seule. Les difficultés qu'elle a connues cette année étaient prévisibles : on ne transforme pas en un coup de baguette magique des structures ancrées dans des mentalités habituées à se satisfaire de trois chaînes de télévision.

« Dommage que la France soit un pays lent », regrette Robert Nador. Même le Fonds de soutien à l'industrie des programmes, destiné à dynamiser la production, souffre de sa lourdeur administrative. Remplir en moult exemplaires des dossiers qui passent et repassent entre les mains de diverses commissions, cela devient parfois un véritable casse-tête. Certes, le concours du Fonds de soutien s'obtient ponctuellement sur des projets solides, mais la procédure peut sembler rigide à propos des créations de courte durée. Elle prend son sens pour les séries de longue haleine, feuilletons par exemple, dont les budgets s'évaluent en millions de francs.



## NOUVELLES TÉLÉVISIONS

LE MONDE AUJOURD'HUI  
DIMANCHE 25-JUIN 1985 IX

# RICHES ET NANTIS, PAUVRES ET SANS MOYENS

par Jean-François Lacan

**C'est un cercle vicieux dans la logique commerciale : une faible audience empêchera les futures chaînes privées de produire ou d'acheter des programmes attractifs et l'absence de ceux-ci empêchera ces chaînes d'accroître leur audience. Aussi seuls quelques « grands » pourront relever le défi et les autres devront se regrouper dans des centrales d'achat.**

LORSQU'ON analyse les multiples projets des candidats à la télévision privée, on ne peut qu'être étonné par la disparité des budgets envisagés. Les estimations varient de 10 millions à 200 millions de francs pour une télévision locale, de 200 millions à 1 milliard de francs pour une chaîne nationale (1).

Certes, on n'est pas obligé de reconstruire l'ORTF, et on peut réduire au minimum les charges fixes qui représentent le personnel et les installations techniques. De même, les nouveaux outils de production vidéo permettent d'envisager des économies importantes dans la production. Sur

ces points précis, les choix de chacun pèseront d'une manière déterminante sur l'équilibre des comptes, comme l'ont démontré les déboires financiers de Canal Plus.

Mais il est un domaine sur lequel la marge de manœuvre des nouvelles télévisions sera plus réduite.

Même si elle réalise elle-même ses informations, ses plateaux, voire ses jeux, une station locale devra acheter un grand nombre de ses programmes à l'extérieur pour diffuser films et séries susceptibles d'attirer l'audience. Elle se retrouve alors sur un marché

dont les règles économiques sont bien précises et qui réserve quelques surprises.

Sur l'ensemble du marché international, le prix de vente d'une émission dépend de l'audience potentielle de la télévision qui l'acquiert, c'est-à-dire du nombre de foyers équipés d'un poste de télévision dans la zone desservie. Une étude réalisée par la Caisse des dépôts et consignations montre que le prix d'une heure de film est en moyenne de 1,2 centime par foyer en Europe de l'Ouest, de 0,8 centime en Amérique latine, de 2,5 centimes en Afrique noire. Celui d'une série de télévision varie entre 1 centime pour l'Europe de l'Ouest et 2,2 centimes pour l'Afrique noire.

Ces disparités géographiques s'expliquent facilement : dans les pays faiblement équipés en téléviseurs, le prix de vente ne franchit pas un prix plancher, au-dessous duquel la transaction n'est plus rentable.

Mais l'audience réelle des télévisions est bien différente de leur audience potentielle, de sorte que moins une station a de succès

plus cher lui reviennent ses programmes. La même étude montre que, rapporté à l'audience réelle, le prix d'une heure de film est de 5 centimes par foyer pour TF1 ou Antenne 2, 8 centimes pour RTL-Télévision, 24 centimes pour la télévision belge et 40 centimes pour Télé-Monte-Carlo.

Différence essentielle, car les ressources publicitaires d'une télévision privée sont, elles, étroitement dépendantes de son audience réelle. On ne vend pas un spot au même prix si l'on touche 8 % ou 30 % du public. La logique commerciale prend alors rapidement des allures de cercle vicieux : avec une faible audience, il est pratiquement impossible de se payer des programmes attractifs, mais sans ces programmes attractifs on ne peut pas accroître son audience !

L'affaire se corse avec la multiplication des réseaux de diffusion, qui diminuent d'autant l'audience potentielle de chacun. Les chaînes publiques françaises affichent aujourd'hui des audiences cumulées pouvant dépasser les 30 %. Aux États-

Unis, les trois réseaux nationaux, qui subissent la concurrence des télévisions locales et du câble, dépassent difficilement aujourd'hui 15 % d'audience. Plus les télévisions se multiplient, plus les programmes deviennent donc relativement coûteux.

C'est ce phénomène qui est, pour l'essentiel, à l'origine du dérapage des télévisions privées italiennes, leur course aux jeux médiocres, aux plateaux insipides, aux films entrelardés toutes les cinq minutes de spots publicitaires qui finissent par cooerper à eux seuls le programme de toute une soirée.

L'étude de la Caisse des dépôts donne une estimation approximative des budgets annuels d'achat de programmes pour une télévision locale en France. Pour un minimum de quatre heures par jour, il faut compter 2 millions de francs pour une station desservant une agglomération de 200 000 habitants, 30 millions de francs si la station est parisienne... Ces chiffres ne sont qu'indicatifs : ils concernent une programmation moyenne, où les documentaires contrebalan-

cent l'achat de longs métrages plus coûteux. Surtout, ils ne peuvent tenir compte de l'inflation des prix qui provoquera nécessairement la concurrence entre les acheteurs et qui peut atteindre 30 % à 50 %.

La conclusion s'impose d'elle-même. Rares seront les stations locales françaises dont le marché publicitaire sera suffisant et l'audience significative pour pouvoir relever un pareil défi. Seul un regroupement sous la forme de centrale d'achat ou de réseau permet d'obtenir des économies substantielles dans l'achat des programmes. La Caisse des dépôts, comme la Compagnie financière de Suez et la firme cinématographique MK 2, travaille d'ailleurs à la constitution de groupements de distribution, qui pourraient négocier des achats collectifs de programmes au meilleur prix.

(1) A titre de comparaison, voici les budgets 1985 de quelques télévisions existantes : RTL : 250 millions de francs, TMC : 66 millions, Canal Plus : 1,2 milliard, TF1 : 2,3 milliards, Antenne 2 : 2,3 milliards, FR 3 : 2,4 milliards.

## LES CANAUX DE LA DÉTENTE

par Murielle Szac-Jacquelin

FILMS, sport, jeux, variétés : les trois télévisions privées déjà diffusées en France cultivent avant tout l'art du divertissement. Une spécialisation qui a pour but de « ratisser large » et qui a le mérite de fonctionner à l'économie.

Petits moyens et gros appétits font néanmoins bon ménage : ces pionnières ont su capter chacune plus d'un million de téléspectateurs. C'est une des conclusions de l'étude que vient de publier le BIPE (Bureau d'Informations et de Prévisions Économiques) (1), radiographie méticuleuse de RTL-Télévision, Télé-Monte-Carlo et Canal Plus.

Si les deux premières sont nées il y a plus de trente ans, elles partagent néanmoins un certain nombre d'objectifs avec la petite dernière, tout juste âgée de neuf mois. Leur but : avant tout distraire (voir tableau). Depuis le nouvel accord entre Canal Plus et le BLIC (Bureau de liaison des industries cinématographiques) conclu en février dernier, la

chaîne est autorisée à diffuser trois cent soixante-cinq films différents par an. Elle propose donc en moyenne un film nouveau par jour.

Un grand nombre de retransmissions sportives en direct et en exclusivité occupent une partie du temps d'antenne. Le reste de la grille est complété par des séries, des feuilletons, des « soap-operas », principalement d'origine américaine (« *Batman* », « *Hill Street Blues* ») mais aussi australienne, britannique, japonaise et brésilienne.

### Cinéma et séries

Télé-Monte-Carlo diffuse cinq à six heures d'émissions par jour en semaine (une heure de plus les samedis, dimanches et lundis) consacrées exclusivement à des divertissements du type jeux, variétés, téléfilms... En ce qui concerne le cinéma, TMC s'aligne sur les accords français concernant la diffusion des films sur le petit écran (pas de film les mercredis et samedis soir, ni le ven-

dredi avant 22 heures). Mais 54 % des films diffusés ont plus de quinze ans d'âge.

RTL-Télévision affiche la même profession de foi : distraire par tous les moyens. Elle a avant tout recours au cinéma avec huit ou neuf films dans la semaine, soit autant que les trois chaînes publiques réunies.

Viennent ensuite les séries : trois ou quatre par jour. Elles sont essentiellement américaines mais aussi parfois francophones avec des clins d'œil nostalgiques comme « *Rintintin* ». La part d'information est assez importante (21 %) : elle représente quatre heures d'information, un journal du soir, un « digest » de nuit, cinq rendez-vous météo, trois mini-magazines (livres, animaux, cuisine) et des annonces de programmes.

Une fois réunis les ingrédients de ce cocktail de télévisions privées, reste maintenant à bien agiter le mélange avant emploi. C'est chose faite grâce au rythme trépidant que la généralisation du phénomène de « zapping » (saute-chaîne) impose : il faut à tout prix retenir l'attention du téléspectateur.

### Fidéliser un certain type de public

Aussi les émissions sont-elles très courtes (beaucoup de séquences de cinq à dix minutes, des séries de vingt-cinq ou cinquante-cinq minutes maximum) et les « infos » s'organisent autour de flashs et de brèves.

De tels choix en matière de programmation sacrifient la création originale. Mais ils permettent une meilleure rentabilité. Ainsi le coût moyen de l'heure diffusée s'établit à 31 000 francs pour TMC, 54 000 francs pour RTL-TV et 156 000 francs pour Canal Plus (2) contre respectivement 484 000 francs et 482 000 francs pour TF1 et A2, selon le BIPE.

Si les choix et priorités se recoupent, la personnalité des trois télévisions reste toutefois

bien distincte. Leur but est de se créer une identité pour fidéliser un certain type de public.

Canal Plus se veut la chaîne du cinéma et du sport. Elle touche surtout les cadres supérieurs et les professions libérales (même si la tendance de ces derniers mois conduit à un élargissement vers des couches plus populaires). Elle cherche avant tout à faire diffuser RTL-Télévision met l'accent

sur sa vocation populaire et familiale, elle se définit comme « *l'amie préférée de la famille* ». Sa « cible » : les ménagères, les enfants et, le soir, la famille regroupée. Quant à Télé-Monte-Carlo, elle cherche à présenter un programme jeune, très près de la région. Mais il semble qu'elle ait plutôt tiré la carte « *vermill* » : c'est la population

des plus de quarante ans qui constitue l'essentiel de son public, malgré l'apport de téléspectateurs plus jeunes enregistré depuis l'extension de la diffusion aux Bouches-du-Rhône.

(1) BIPE : 22, avenue Charles-de-Gaulle, 92522 Neuilly-sur-Seine, Cedex. Tél. : (1) 747-11-66.

(2) Les films les plus récents sont les plus coûteux.

## DISTRACTION, INFORMATION, PUBLICITÉ

	RTL-TV	TMC	Canal Plus	TF1	A2	FR3
DISTRACTION (1)	75 %	87 %	94 %	58 %	50 %	38 %
INFORMATION (2)	21 %	9 %	3,6 %	46 %	47 %	68 %
PUBLICITÉ (3)	4 %	4 %	2,4 %	4 %	3 %	3 %
ZONES DE DIFFUSION	Bassin parisien (3 départements)	Provence-Côte-d'Azur (3 départements)	11 régions (48 départements)	ENSEMBLE DE LA FRANCE		
POPULATION ÉQUIPÉE (4)	1 834 000	1 574 000	1 000 000	38 217 000	38 194 000	38 077 000
AUDIENCE GLOBALE (5)	1 834 000	1 340 000	1 000 000	37 325 000	37 281 000	37 229 000

Sources : BIPE

- (1) Films, jeux ou retransmissions sportives.
- (2) Journaux, flashs d'actualité, magazines et documentaires, bandes annonces programmes.
- (3) Publicité (spots et génériques de parrainages), bandes annonces des nouveaux films en salle.
- (4) Téléspectateurs pouvant capter la chaîne sur leur récepteur.
- (5) Personnes interrogées déclarant écouter au moins de temps en temps la chaîne.
- (6) Prévu au 1<sup>er</sup> novembre 1985 : 87 % de la France.

## VI<sup>e</sup> FESTIVAL D'AUTOMNE DE LA CRÉATION AUDIOVISUELLE

7-11 novembre 1985

SARLAT (24)

La découverte de la production audiovisuelle de plusieurs régions, la confrontation de professionnels, d'amateurs et de réalisateurs sociaux, la possibilité de traiter des affaires, le plaisir de rencontrer, la fête, l'accueil et la gastronomie du Périgord.

Assistance : CIEPAC l'ARTISTE, 15, rue Bala, 33000 BORDEAUX - Tél. 56/61-73-48.



## le bulletin de l'IDATE

### Derniers dossiers parus

Le prix des nouveaux médias (actes des 8 <sup>es</sup> Journées Internationales) sous la direction de Laurent Gille	n° 17 octobre 84
Les téléconférences en Europe (actes du séminaire international) sous la direction d'Alain Veyret	n° 18 janvier 85
Interactivité(s) sous la direction de François Rabaté	n° 19 avril 85
	n° 20 juillet 85

### Dossiers en préparation

L'Europe des communications (actes des prochaines Journées Internationales) 20-21-22 novembre Montpellier sous la direction d'Yves Gassot	n° 21 novembre 85
Éducation, formation et nouveaux médias sous la direction de Nicole Mercier	n° 22 janvier 86
La déréglementation sous la direction de Laurent Gille	n° 23 avril 86
	n° 24 juillet 86

Catalogue complet sur demande à IDATE - Département Relations Extérieures - Publications Bureaux du Polygone - rue des États du Languedoc - 34000 Montpellier Tél. 67.65.48.48

TV CABLE  
et 1986

émarre en France

ÉDIAS ET LOUIS VINSSEN  
DE PROGRAMMES

PROFAN

## NOUVELLE

# LA PISCINE

par Annie Saumont

**A**NNE-CHARLOTTE SA-  
ROYAN, M<sup>me</sup> de Bercy,  
les Surval (des papiers  
peints), Genfrun l'avocat, Fer-  
nand Armat, Thérèse Beaumont,  
les Vatiér, les Devillers, Lucienne  
Matinois-Burdin, Claude Génac  
(Mélodie 4, films publicitaires),  
Marie-Madeleine Ringier, Jac-  
ques Arnaud l'écrivain, Jean Lu-  
nel et Claude Demuller (produits  
diététiques Santé par les  
plantes), Pierre-Jérôme et So-  
lange Garduel (haute couture),  
les Fratiqon (travaux publics),  
Francesco Aldarez, Hervé Che-  
nard, Laure Lehisson...

Et les autres. Certains n'ont pas  
été invités. Il y a les pique-  
assiettes, ceux qui ont su s'in-  
troduire avec un sourire charmeur,  
oh ! j'ai oublié mon carton mais je  
suis un grand ami de... C'est tou-  
jours de Béatrice. Dit Amanda en  
robe blanche. Béatrice paraît  
avoir beaucoup d'amis.

Dit-il. Amanda approuve d'un  
hochement de tête. Elle sourit,  
mais toi aussi, Lionel. Tout le  
monde te connaît, tout le monde  
t'aime. Il proteste, oh ! tout le  
monde fait comme si. Tout le  
monde se figure que mon père  
sera un jour premier ministre.

Germain Brizard, Christine  
Sanguère, Isabelle Monet-  
Dumond (qui serait l'arrière-  
petite-nièce de Claude Monet),  
Jacques et Madeleine Auth-  
Vallois, Yves de Fitzweiman,  
Pierre Faurel. Elle dit, je vais voir  
si tout va bien pour bon-papa.

Là-bas près des mimosa, bon-  
papa dans son fauteuil roulant ; et  
un peu en retrait, assise sur le  
banc de jardin, Colette, la dame  
de compagnie. Tellement dé-  
vouée. Dit Amanda. Une chance  
qu'on nous l'ait recommandée  
lorsque le cher bon-papa a perdu  
l'usage de ses jambes. Lui qui  
était si vigoureux, si actif. Main-  
tenant le voilà impotent et pres-  
que aveugle.

Colette a été infirmière pen-  
dant vingt-cinq ans. Elle est en-  
core très alerte et dynamique.  
Exactement ce qu'il nous faut.  
Dit Amanda.

Colette, on aurait envie de lui  
faire des confidences ; dit Lionel.  
Amanda se retourne et sourit ;  
aurais-tu des secrets à confier ?  
Lionel reste silencieux. Elle  
ajoute, ils ne doivent pas être  
gais ; tu as très mauvaise mine.

**III**  
Les Frémont. Les Delanois. Si-  
mone et Josette Loubier, les Du-  
barraut cuirs et peaux, Jean Vic-  
tor de l'Académie des sciences,  
M<sup>me</sup> Joséphine Castière (docteur  
en lettres, égyptologue, spécialiste  
du Moyen-Empire). Henri Mail-  
lard (import-export). Sers-toi,  
Lionel, dit Amanda. Il y a encore  
des tonnes de sandwiches et de  
petits fours à l'office. Maman a vu  
grand. Je devrais aller la saluer,  
dit Lionel. Tu la trouveras sûre-  
ment avec Pradier le cardiologue,  
sans doute occupé à lui prendre le  
poids dans l'embrasure d'une  
porte-fenêtre. Fais tout de même  
hum hum avant d'approcher.

Tu as une drôle de façon de  
parler de ta mère, dit Lionel. Je  
n'aime vraiment que mon grand-  
père, dit Amanda. Et Béa quand  
elle n'est pas trop agaçante. A mi-  
voix Lionel demande, et moi ?

Oui toi aussi. Comme un frère.

**IV**  
Simone Loubier s'est installée,  
un verre de champagne à la main,  
sur la balancelle près de la pis-  
cine. Elle dit, nos charmantes hô-  
tesses auraient pu prévoir une  
trempe. Par cette chaleur. Il



LA MOUCHE

est été judicieux de mentionner  
sur la carte d'invitation « se man-  
ger d'un maillot de bain ». Josette  
Loubier déclare qu'il n'y a rien  
d'indécent à se baigner en sous-  
vêtements. Elle tend vers sa sœur  
une main secourable. Simone fait  
quelques pas hésitants et pose sa  
coupe vide dans la jardinière au  
milieu des pétunias. Josette et Si-  
mone Loubier tirent sur des fer-  
metures velcro, débarrassent quel-  
ques agrafes, laissent glisser leurs  
robes à leurs pieds. L'une et l'aut-  
re ont une peau délicatement vel-  
lée que la lingerie noire fait pa-  
raître très pâle. Les seins de  
Josette sont plutôt massifs. Sur les  
cuisses de Simone apparaît déjà la  
légère boursouflure d'un début de  
cellulite.

Dans l'éclairage du grand lam-  
padaire tamisé par les feuillages  
des saules Simone et Josette com-  
posent un assez joli tableau. Jean  
Frémont, Yves de Fitzweiman,  
Fernand Armat, Geoffroy Vatiér,  
Renaud Cèze de Bostecourt  
s'écartent des petites tables aux  
bougies pour s'approcher de la  
piscine. Assises à présent sur le re-  
bord carrelé du bassin les deux  
naïades glosent et s'esclaffent,  
effleurant l'eau de leurs orteils  
aux ongles laqués. Enfin, elles  
descendent à l'échelle. Renaud  
Cèze de Bostecourt (ou peut-être  
Geoffroy Vatiér) crie soudain,  
bravo les filles. Un autre recom-  
mande, allez-y doucement, atten-  
tion à l'hydrocution.

Simone et Josette barbotent en  
poussant des petits cris d'extase.  
C'est Genfrun, soc et brouzé, en  
slip Eminence rouge carmin qui  
les rejoint le premier.

Lionel darling, chantonne une  
voix enjouée. Puis Béa aux longs  
cheveux tombant souplement sur  
sa nuque de soie mauve se  
tourne vers Amanda et l'avertit  
que bon-papa la réclame. Je tiens

compagnie à Lionel jusqu'à ton  
retour. Dit Béa.

**V**  
Martin, le plus ancien des do-  
mestiques, a fait navrer les deux  
cabines de bains. Des costumes  
s'y entassent. Il y a maintenant  
une demi-douzaine de baigneurs  
dans la piscine. Simone et Josette  
sont remontées sur le bord et elles  
enfilent les peignoirs qu'elles ont  
trouvés dans une des cabines. Ma-  
deleine Frémont surveille son  
mari qui fait la planche et son  
ventre rebondi est une île secouée  
de sèismes, ne va pas trop pro-  
fond. Germain, tu as déjà eu une  
attaque. Germain Frémont se  
rapproche lentement de l'échelle.  
Hé, pas le moment de se tirer dit  
Claude Demuller ou va faire une  
partie de water-polo. La sugges-  
tion est accueillie par des bravos.  
Béa envoie l'un des serveurs cher-  
cher le ballon des enfants dans la  
cabane aux outils.

**VI**  
Le projecteur est braqué sur la  
piscine. A vous. Attention. A toi  
là-bas. Par ici. Faudrait tout de  
même éviter de monopoliser la  
balle. Allons les gars... Encore,  
encore... Pas mal. Doucement. Oh  
merde. Du calme mon vieux. Ou  
bien je cogne. Mais c'est vous  
qui...

Ils s'énervent, dit Béa. L'effet  
de l'alcool. On pouvait s'y atten-  
dre. Tu vas voir, dit Béa, que l'un  
d'eux va bien finir par vomir dans  
la piscine. Colette aurait dû rester  
dans les parages. Ou maman.  
Lorsque les soirées deviennent tu-  
multueuses maman a toujours elle  
aussi une influence apaisante.  
Mais aujourd'hui elle est trop oc-  
cupée avec son flirt. On lui doit  
bien quelque indulgence. Je sup-  
pose que pour elle ça ne durera  
plus guère, le temps des amours.

Béatrice n'a disparu. Amanda  
cherche Lionel du regard et

Et même pour nous ce sera vite  
passé. Dit Béa.

Colette, la voici. Dit Lionel.  
Colette rose et fraîche malgré les  
rides dit que bon-papa devrait al-  
ler au lit. Laissez-le moi, dit  
Amanda. Il est content d'être  
avec nous. Dit-elle. Et puis : je me  
charge de lui.

**VII**  
Germain Frémont, Yves de  
Fitzweiman, Fernand Armat et  
Geoffroy Vatiér contre Renaud  
Cèze de Bostecourt, Claude Gé-  
nac, Henri Maillard et Jean Lu-  
nel. Ici, la passe. Un bruit de  
verre brisé. Le ballon lancé trop  
violemment est tombé sur une des  
petites tables aux nappes blan-  
ches, parmi les coupes de cristal.  
C'est comme le signal pour un  
massacre. Un des baigneurs (An-  
dré Devillers ? Jean Frémont ?)  
bondit hors de l'eau, récupère le  
projectile et le jette sur un  
deuxième plateau chargé d'une  
douzaine de verres qu'il pulvérise.  
Le ballon rebondit sur les dalles,  
heurte le montant tubulaire de la  
balancelle qui le fait dévier de sa  
course et un instant plus tard il  
flotte à nouveau dans la piscine.

Le goal le récupère et d'un tir vi-  
goureux l'envoie fracasser une des  
grandes vitres de la porte-fenêtre.  
Un homme (Jean Victor, l'acadé-  
micien ?) appuyé au tronc du se-  
quoia se précipite, renversant une  
chaise, pour reprendre le ballon  
qu'il lance dans une autre vitre.  
Quelqu'un hurle, oh my God... le  
ballon est maintenant dans les  
mains d'une femme débraillée  
(Lucienne Matinois-Burdin ?),  
complètement ivre semble-t-il, qui  
l'expédie sur la terrasse encom-  
brée de vaisselle sale. Des gouttes  
de mayonnaise constellent les  
feuilles velues d'un cirisca.

Béatrice n'a disparu. Amanda  
cherche Lionel du regard et

l'aperçoit sur les marches du hall.  
Il est toujours en slip. Le sang  
coule de son épaule. Il dit,  
Amanda, je n'ai rien pu faire. Elle  
dit, tu es blessé, va voir Colette,  
elle a tout ce qu'il faut pour les  
pansements. C'est n'est pas vrai que  
je voudrais qu'il meure. Epouse-  
le. Ça fera au moins un homme  
heureux. Il y aurait au moins  
quelque part des choses qui s'ar-  
rangeraient. Dans ce foutu monde  
où tout va de travers.

**VIII**  
Amanda dit que ce serait - lui  
semble-t-il - une étrange façon  
de les arranger, les choses. Et puis  
bon-papa dans tout ça ? Bon-  
papa, lui, va mourir bientôt. Dit  
Béa. Alors c'est sûr que maman  
n'aura plus envie que je l'encom-  
bre. Dit Amanda. Lionel, c'est  
pour toi la meilleure solution. Dit  
Béa. Moi j'essaierai de me conso-  
ler avec Hervé Pierre Jean André  
Germain Renaud - tous les au-  
tres. Même Martin ferait l'affaire.  
Amanda rit. Puis elle dit, oh  
j'ai tellement sommeil. Elle re-  
garde autour d'elle, les tables sont  
débarrassées, le sol est déblayé,  
les chaises ont été repliées. Mar-  
tin a ôté les éclats de vitres qui  
restaient encore fixés au cadre des  
portes-fenêtres. Il a tiré les ri-  
deaux de velours.

**IX**  
Dans le calme soudain revenu  
Martin commence à rassembler  
les débris. Un serveur éponge les  
nappes maculées de crème et de  
ketchup. Plus personne dans la  
piscine. Plus d'invités s'attardant  
sur la pelouse ou la terrasse, ils  
ont tous battu en retraite. Déjà on  
entend le bruit des starters et le  
ronflement des moteurs au démar-  
rage.

Les serveurs ont mis en tas la  
vaisselle cassée et les débris. Ils  
en ont rempli trois poubelles.  
Martin achève de balayer le pour-  
tour de la pergola. Amanda s'est  
assise sur le muret de briques lon-  
geant l'allée qui mène aux ter-  
rains de tennis. Lionel tamponne  
son bras avec une serviette de ta-  
ble qui très vite devient rouge  
foncé. Béa surgit entre les buis-  
sons de seringues, elle dit, Martin,  
n'allez pas jeter ça. Il faut tout  
garder pour le constat de l'assu-  
reur. Béa s'approche de Lionel et  
demande, veux-tu que je t'em-  
mène à la clinique ? Le service  
des urgences est ouvert la nuit.  
Non, ce n'est rien, je rentre chez  
moi. Divit. S'emparant d'un pei-  
gnoir abandonné sur la rambarde.  
Moi je vais me coucher, dit Béa.

saule. Le vieil homme ne répond  
pas. Il dort, il a glissé dans le fau-  
teuil, il y est recroquevillé les  
épaules basses la nuque ployée.  
Son crâne chauve luit dans la  
clarté diffuse du grand lampa-  
daire qui a échappé au sacage.

**IX**  
Rien à faire, Lionel, dit Béa.  
Amanda ne veut pas de toi. Mais  
à moi tu me plais. Dit Béa. Tu me  
plais depuis toujours. Tu me plai-  
sais déjà quand je délaissais mes  
poupées parce que tu voulais  
jouer aux billes. On pourrait es-  
sayer d'autres jeux. Pas d'enthousiasme ? Alors bonsoir. Elle s'éloi-  
gne. Elle se retourne. Ça saigne  
encore ? Je te reconduis, si tu  
veux. Nun, dit Lionel qui ramasse  
sur les tables les cendriers de mar-  
bre et les enfonce bâtement  
dans les poches de son peignoir.  
Que fais-tu ? Oh... Je prends quel-  
ques souvenirs.

**X**  
Et voilà. Bon-papa est dans sa  
chambre. Maman doit être dans  
la sienne avec Pradier. Ou bien un  
autre. Dit Béa. Et Lionel ? Lionel  
je ne sais pas où il est passé. Dit  
Béa. Je suis allée chercher un car-  
digan, à mon retour Lionel n'était  
plus là. Il a dû rentrer chez lui. En  
peignoir. Les poches bourrées de  
nos cendriers. Tous fous, dit  
Amanda. Mais je n'ai pas entendu  
l'auto. Dit Béa.

Tu ne trouves pas qu'il avait  
une sale tête ? Et puis cette vi-  
taine hlessure. Ce n'est rien, dit  
Amanda, si l'arrière était section-  
née il serait déjà mort. Moi ça  
m'arrangerait qu'il meure. Dit  
Béa. J'en ai assez de ce type que  
je n'arrive pas à guérir de toi. Je  
suis la sœur, on se ressemble, les  
yeux, les traits, l'allure ; rien à  
faire. Tu devrais te laisser atten-  
drir, Amanda, et aller vivre avec  
lui. Puisqu'il ne veut pas de moi.  
Dit Béa. Tu ne vois pas qu'il est  
beau ? Souviens-toi lorsque l'on  
était petits comme on s'amusait  
tous les trois. Ce n'est pas vrai que  
je voudrais qu'il meure. Epouse-  
le. Ça fera au moins un homme  
heureux. Il y aurait au moins  
quelque part des choses qui s'ar-  
rangeraient. Dans ce foutu monde  
où tout va de travers.

**XI**  
Amanda dit que ce serait - lui  
semble-t-il - une étrange façon  
de les arranger, les choses. Et puis  
bon-papa dans tout ça ? Bon-  
papa, lui, va mourir bientôt. Dit  
Béa. Alors c'est sûr que maman  
n'aura plus envie que je l'encom-  
bre. Dit Amanda. Lionel, c'est  
pour toi la meilleure solution. Dit  
Béa. Moi j'essaierai de me conso-  
ler avec Hervé Pierre Jean André  
Germain Renaud - tous les au-  
tres. Même Martin ferait l'affaire.  
Amanda rit. Puis elle dit, oh  
j'ai tellement sommeil. Elle re-  
garde autour d'elle, les tables sont  
débarrassées, le sol est déblayé,  
les chaises ont été repliées. Mar-  
tin a ôté les éclats de vitres qui  
restaient encore fixés au cadre des  
portes-fenêtres. Il a tiré les ri-  
deaux de velours.

La piscine fuit doucement.  
Mais dans la fosse sous le plon-  
geoir l'eau est noire et opaque.  
Amanda s'assoit sur la balancelle.  
Juste un instant. Elle se redresse  
et elle crie. Elle crie, Lionel. Tais-  
toi, dit Béa, il est trop loin pour  
l'entendre. A la surface de l'eau  
un mince filet de sang tourbil-  
lonne et s'étale.

● Annie Saumont a publié plu-  
sieurs recueils de nouvelles : *La Vie à  
l'endroit* (Mercure de France) ; *En-  
seigne pour une école de monstres*  
(Gallimard) ; *Dieu regarde et se  
tair* (Gallimard) ; *Quelques fois dans  
les cérémonies* (Gallimard) ; *Si on  
les suit* (Lautaud-Asco).

SARIS

Je me suis allée aller en  
J... dans un... pas le  
pas. Il dort, il a glissé dans le fau-  
teuil, il y est recroquevillé les  
épaules basses la nuque ployée.  
Son crâne chauve luit dans la  
clarté diffuse du grand lampa-  
daire qui a échappé au sacage.

Le tout hygiénique de la  
S... et aussi d'est  
le... moite, obscure, agi-  
tée. Des visages qui montent des  
profondeurs, se plaquent un in-  
stant devant nous, des mains qui  
pâlissent de mille part et se por-  
tent vers vos bagages, des om-  
brages en forme de pied partent  
de la sol... de pieds nus en  
Europe). Décomposition de  
l'homme en une bouillie incomp-  
rensible. Après, cela s'éclaircit  
un peu, de ce qui se passe, c'est  
que les taxis ne sont pas privés,  
ils prennent un billet à la  
bouche en face, annoncent sa  
destination et payer, ensuite  
monde le taxi dont le numéro  
répond à celui du billet. Et c'est  
soudain cette attente que vien-  
nent tourner toutes ces formes,  
grues, magres, images de film  
parce qu'elles ne trouvent pas  
place dans une réalité reconnais-  
sable. Rejet dans la fiction,  
l'indépassibilité, douleur.

Et puis soudain, quelque-  
chose.

Quelque chose qui fait éclater  
la crispation des sensations,  
dépasse l'incompréhension et ren-  
voie la douleur à des rubriques  
précises. Tout dans ce no man's  
land obscur reprend une place,  
et moi je reprends un peu pos-  
sion non pas de l'Inde, mais  
de mon voyage en Inde.

Qu'est-ce que j'ai vu ?  
Au milieu du flottement de  
formes cadavériques, un bouquet  
de fleurs énorme, éclatant, glis-  
sant dans un froi-froi de pétales  
et tout bruisant d'exclamations.

Quoi, en fait ? Juste un  
paquet de femmes s'affairant  
avec traces autour d'enfants fati-  
gués et de deux ou trois chariots  
couverts d'un monceau de bal-  
lons indéterminés. Le tout agglu-  
mé et suivant un mouvement  
lent et compliqué vers un scrip-  
tain qui se faisait : « Unaccom-  
panied ladies with children ».

Femmes non accompagnées,  
l'est-à-dire sans homme, je sup-  
pose. Effet de sollicitude ou de  
discrimination ? Autre chose,  
peut-être - passons.

Par belles, ces femmes, et  
de saris aux vives couleurs,  
avancant comme des reines dans  
d'étoiles et malgré les bagages  
écroulants et les enfants en

سكربت الأصل

## RÉCIT

## SARIS

par Annie Saumont

Je me suis trouvée aller en Inde par hasard, dans un voyage qui n'était pas le mien. Le but en était les motifs géométriques qui ornent les mausolées des grands empereurs moghols. Ces éléments se sont joints bizarrement ensemble, en détournant quantité d'autres plus ou moins inoffensifs sur leur passage, pour faire une sorte de vent contraire qui m'empêchait quasiment d'avancer et de sentir. J'étais « perdante » dans ce pays et je vais raconter comment je me suis « sauvée ».

L'avion pour commencer. Classe affaires, avec fauteuils plus larges que ceux de mon salon, menus plus sophistiqués que ceux de ma cuisine, et tout autour rien que des hommes, mini-ordinateurs et dossiers sur leur tablette et pas un regard pour ce qui défile à 6 000 kilomètres en dessous : les montagnes d'Europe centrale (conchies côte à côte comme de longs animaux préhistoriques, pelage fuligineux dans la brume, vision de commencement des temps), Istanbul (sur le noir de la mer impénétrable comme le fond du ciel, tracés rectilignes et isolés de lumières aussi mystérieux vus d'en haut que les lignes des Indiens Naxos), Beyrouth (annoncée par le commandant de bord, je suis seule à tirer le cou comme une oie, honteuse bientôt de cette curiosité trop voyante), le reste, c'était la nuit, mais je tire encore le cou vers le hublot.

Et puis, Bombay. Le bocal hygiénique de la Suisse s'ouvre et aussitôt c'est la confusion, moite, obscure, agitée. Des visages qui montent des profondeurs, se plaquent un instant devant vous, des mains qui jaillissent de nulle part et se portent vers vos bagages, des ossements en forme de pied partout sur le sol (pas de pieds nus en Europe), décomposition de l'humain en une bouillie incompréhensible. Après, cela s'éclaircit un peu : ce qui se passe, c'est que les taxis ne sont pas privés, il faut prendre un billet à la bicyclette en face, annoncer sa destination et payer, ensuite attendre le taxi dont le numéro répond à celui du billet. Et c'est pendant cette attente que viennent tourner toutes ces formes, grises, maigres, images de film parce qu'elles ne trouvent pas place dans une réalité reconnaissable. Rejet dans la fiction, incompatibilité, douleur.

Et puis soudain, quelque chose.

Quelque chose qui fait éclater la crispation des sensations, dégage l'incompréhension et renvoie la douleur à des rubriques précises. Tout dans ce non-manifeste reprend une place, et moi je reprends un peu possession non pas de l'Inde, mais de mon voyage en Inde.

Qu'est-ce que j'ai vu ? Au milieu du flottement de formes cadavériques, un bouquet de fleurs énorme, éclatant, glissant dans un froissement de pétales et tout bruisant d'exclamations.

Quoi, en fait ? Juste un paquet de femmes s'affairant avec traces autour d'enfants fatigués et de deux ou trois chariots couverts d'un monceau de balots indéterminés. Le tout agglutiné et suivant un mouvement lent et compliqué vers un écran où se lisait : « *Unaccompanied ladies with children* ». Femmes non accompagnées, c'est-à-dire sans homme, je suppose. Effet de sollicitude ou de discrimination ? Autre chose, peut-être — passons.

Pas belles, ces femmes, et d'air plutôt pauvre, mais vêtues de saris aux vives couleurs, avançant comme des reines dans un froissement majestueux d'étoffes et, malgré les bagages croulants et les enfants en

grappe, servant leur sari comme on sert une divinité.

Les hanches portent fermement l'enveloppement des étoffes qui vient rouler devant en larges plis onduleux, et sur cette vague la relevée du tissu monte tout droit comme une quille de bateau, carénant leur marche, jusqu'à l'épaule où le dernier pli libéré flotte en drapeau, tandis que tout en bas les jambes s'occupent à pas précis d'ouvrir et refermer l'éventail des plis comme à la nageoire d'une sirène.

Elles sont la sirène et la vague et le navire et le drapeau, mille petits mouvements très anciens assurent la tenue de l'ensemble, et l'ensemble vogue, tout en souplesse au contraire du raide kimono japonais et, couronnant le tout, il y a le geste le plus visible, celui des mains agiles qui sans cesse rajustent l'épaule, ramenant le pan libre que la moindre turbulence soulève au-dessus du corps comme pour l'arracher à ses obsessions, comme pour l'attirer vers l'espace et le faire danser.

Une construction dans l'espace, très ancienne, portée au fil du temps par des milliers de corps différents et qui passe avec son froissement et ses couleurs, je tenais quelque chose pour m'empêcher de sombrer dans l'immensité des perceptions impossibles, je m'y suis amarrée.

Sur Back Bay, devant le dernier village koli avec ses misérables abris de chiffons, le long de la grande avenue de Cuffe Parade, elles sont sur un remblai noirâtre, les pieds nus agrippés à la terre, échelonnées de bas en haut, et se passent de main en main de grands plats empli de terre mouillée. Au milieu des ternes couleurs du sol, des baches, de la poussière, au milieu du bruit de la route et du grondement de l'excavatrice, dans l'odeur de l'huile, de l'essence, du poisson séché ou pourri qui plane sans arrêt dans ce coin de la baie où sont repoussés les derniers pêcheurs, elles sont là, et leurs vives étoffes font d'elles de grands oiseaux multicolores posés en ligne sur le morne remblai. Entre deux passages du plat de terre, elles se redressent, relèvent le pan qui s'est glissé à l'épaule, et le sari reprend toute sa splendeur formelle, attestant la continuation de la beauté, et je sais à leurs gestes que leurs corps le savent.

## Sonate de couleurs

A la pointe de Colaba, où s'est élevée une champignonnière d'énormes immeubles, c'est la sortie des bureaux comme dans toutes les villes du monde. Les saris se déversent, inahérents par les longues heures de chaleur sous les ventilateurs impuissants, toujours droits et froissant, vagues de plis à l'avant, carène s'élevant au-dessus et le drapeau flottant à l'épaule. Les saris grimpent sur des scooters, enfourchent des bicyclettes, s'installent derrière des volants, ou sautent (ouverture inattendue de la nageoire de sirène) dans des autobus qui démarrent sans le moindre égard. Je regarde, prise d'un soulagement, d'une jubilation énormes.

Sur le bateau qui mène aux Elephanta Caves, on croise les super-enrassés « hirsutes d'antennes de l'Inde moderne et les énormes carcasses vides, entièrement rouges de rouille, de l'Inde à l'abandon. Autour de ces monstres de la guerre, la mer devient d'angoisse, mais les saris sont là, pans croisés de la poitrine portée en avant comme une proue et longues écharpes se soulevant dans la brise de la mer d'Oman. Ce sont les ailes soyeuses et colorées de la barque, on dirait qu'elles la font

glisser sur la mer, et elles m'aident à passer.

Et puis, dans l'île Elephanta, au fond des cavernes ahénales arrachées au roc, où des statues vieilles de quatorze siècles perdurent dans leurs enfoncements obscurs, portées de sens pétrifiés, je cherche encore les saris. Et soudain, les voici. Six saris assis, jade, carmin, fuchsia, ocre, violet, or, en rang sur le muret entre deux gros piliers sombres, tout brillants et joyeux devant la guenle noire de la caverne. Visages rieurs dessous et savates

Deux êtres tout en noir, mais pas que cela, avec une volonté d'être dans le noir, dans l'enfermement, le refus, la non-réponse, projetant si fortement cette clôture qu'il m'a semblé littéralement avoir heurté un mur. Emprisonnées sous la tente d'un voile opaque, si épais qu'on ne devine rien du visage à travers et qu'elles-mêmes marchaient sans doute à l'aveuglette. (Oh la face, où le dos ? Qu'y a-t-il sous la tenture, un squelette, la lépre ? Comment les enfants trotant à côté, les époux mar-

mean au ras du sol, et les « attendants » en cravate, et les clients du Golfe écrasants de morgue. Petite détente discrète alors de voir surgir un sari soyeux tout à ses grâces, et peu importe la femme qui le sert.

Sari des villes, sari des champs. Remontée vers le nord par l'intérieur des terres, Poona, Aurangabad, Ellora, Ajanta, Agra, traversée des bourgs et des villages, temples hindous et palais moghols, buffles, vautours, pousièrres, et saris toujours. En rickshaw (mais elles sont là-

d'une lampe fumense. A Connaught Circle, à Old Delhi, dans le soir glacé aux maigres lumières mangées de brouillard, vision de guerre ou d'après-guerre : couvertures sur tous les corps. Ramassés hétéroclites de loques la plupart du temps, vaguement façonnés en manteaux parfois, véritables manteaux dans le meilleur des cas, mais au plus primitif de sa forme et alors semblable quand même à une couverture.

Les saris ont disparu sous une grisaille universelle, engloutis,



remantes dessous. Petite sonate de couleurs, notes lumineuses alignées sur la portée noire de la pierre, chantant pour moi la douce mansuétude du moment présent. Rassurément. J'ai pu regarder ce lieu céleste, agiter des bribes de connaissances, accorder même un peu de ma vie à ces trous du rocher et à leurs reliefs inanimés, imaginer par exemple les robes des prêtres, les peintures aux parois, les tapis, le son des flûtes, le mouvement tournant des fidèles. J'ai pu prendre tout ce qu'il y avait dans l'île à ce moment-là : la chaise à porteurs bleue s'élevant de marche en marche sur deux paires de mollets maigres, les fines des banyans, avec lesquelles les hommes s'efforcent, un peu inquiets quand même, sous les enroulements moqueurs des femmes, le pourvoyeur d'eau courant comme un insecte sur le sol, un pan d'étoffe bien serré entre ses fesses anguleuses, les bricoles à touristes, les déchets des touristes, la chaleur, mon épuisement.

Enchantement des saris. Toutes les femmes drapées dans ces étoffes vives, vieilles ou laides aussi bien et le sari seyant à toutes, cariatides vivantes d'un temple invisible dispersé à travers toute l'Inde, une façon d'être femme partout, malgré tout, de rendre un culte inconscient à la beauté, à la féminité, à la couleur, à la danse, à la forme.

Quel choc alors, sous le Gateway of India, lorsque j'ai failli heurter deux espèces de monstres ambulants. Je ne les avais pas vues parce que mes yeux étaient encore pleins de couleurs, mais elles se mévaient pas vues elles non plus, et pour cause !

chant devant les distinguant-ils l'une de l'autre ? Névralgie brutale. Une élastophobie ancienne s'est réveillée, toute une enfilade d'angoisses remontant d'un passé sans fond, comme tirées par le fil noir de ces voiles.

C'était le sinistre bouda de certaines femmes musulmanes.

Au milieu de la foule multicolore des saris, sur la place du Gateway of India largement ouverte à la mer et au ciel, toute bruisante d'animation sous la dentelle du Taj, ces deux statues fantômes sont passées, sans visage, sans corps, l'image la plus définitive de la mort dans ce pays où on ne le refoule guère pourtant et où elle multiplie ses signes partout.

## Il fait froid

A l'opposé, le blanc. Saris sans bordure, sans paillettes, sans motif, le choli de même, blanc pas très beau souvent, terni, pas le blanc de gloire en tout cas, presque toujours sur des femmes âgées. C'est le blanc des veuves, il va avec les cheveux gris et la chair flétrie, mais tout de même ce n'est pas un linceul, c'est un sari, il froisse lui aussi et son pan libre aussi joue avec la brise, et il fait les mêmes gestes gracieux pour le faire bouger avec le corps.

Retour à l'hôtel. Dans les grands palaces, il n'y a que des hommes ou presque, les portiers sikhs immenses et majestueux dans leurs costumes chamarrés, les balayeurs en dhoti se mouvant à croupetons (pour être invisibles ?) et manœuvrant avec un zèle irrégulier leur grand plu-

dessus en entassement familial (épais), en scooter et à vélo (mais elles sont à l'arrière cette fois, accrochées à la forme enturbannée d'un homme), à pied (mais souvent le pan volant est ramené sur la tête et parfois sous les yeux), cependant toujours dans l'abondance des couleurs et l'abondance des étoffes.

Elles font en robe de gala les travaux des routes et des champs. Elles ont les gestes de grandes dames à l'Opéra soutenant leurs voiles, et elles coltrent des caillottes et portent sur la tête de grands plats lourdement chargés.

Elles portent les énormes balots de linge, de fagots, de canne à sucre, les empièlements croisés de briques sèches, les galettes de bouse de vache, les grands vases de cuivre emplis d'eau. Elles vont suivant la proue du sari, et toujours le froissement des étoffes chante autour de leurs jambes, et les pans frémissent sur leurs épaules, et les couleurs éclatent sur leur corps. Elles sont nu-pieds dans la poussière et leurs pieds sont couleur de poussière, elles n'ont pas une roupie, plus de dents et bien d'autres misères qu'on devine, mais elles sont en sari, conduisant son drapé sans faillir, et elles servent un culte à la beauté.

Et puis Delhi. Il fait froid. Les grandes avenues inhumaines construites comme pour des titans sont noyées de brouillard où se profile parfois la forme peu secourable d'un monument. Tout le long de la route de l'aéroport, les misérables abris de chiffons sont alignés sur les bas-côtés, débordant sur la route. Dessous, des formes vagues dans l'obscurité : silhouettes accrochées sous des couvertures, autour

recouvertes. Un pan pointe bien sous un linceul, le froissement continue à bas bruit au-dessous de la dernière strate, mais la forme est déformée, l'étoffe étouffée, plus de couleurs. Le haillon a repris son empire sur tout le territoire possible, les saris tachés jusqu'aux trois quarts par les couvertures ont perdu leur grâce, vaincus par plus fort qu'eux, le froid, l'une des têtes monstrueuses de la pauvreté.

Pour quitter l'Inde, il fallait revenir à Bombay, il fallait chaud à nouveau, j'ai revu les saris, je suis partie apaisée.

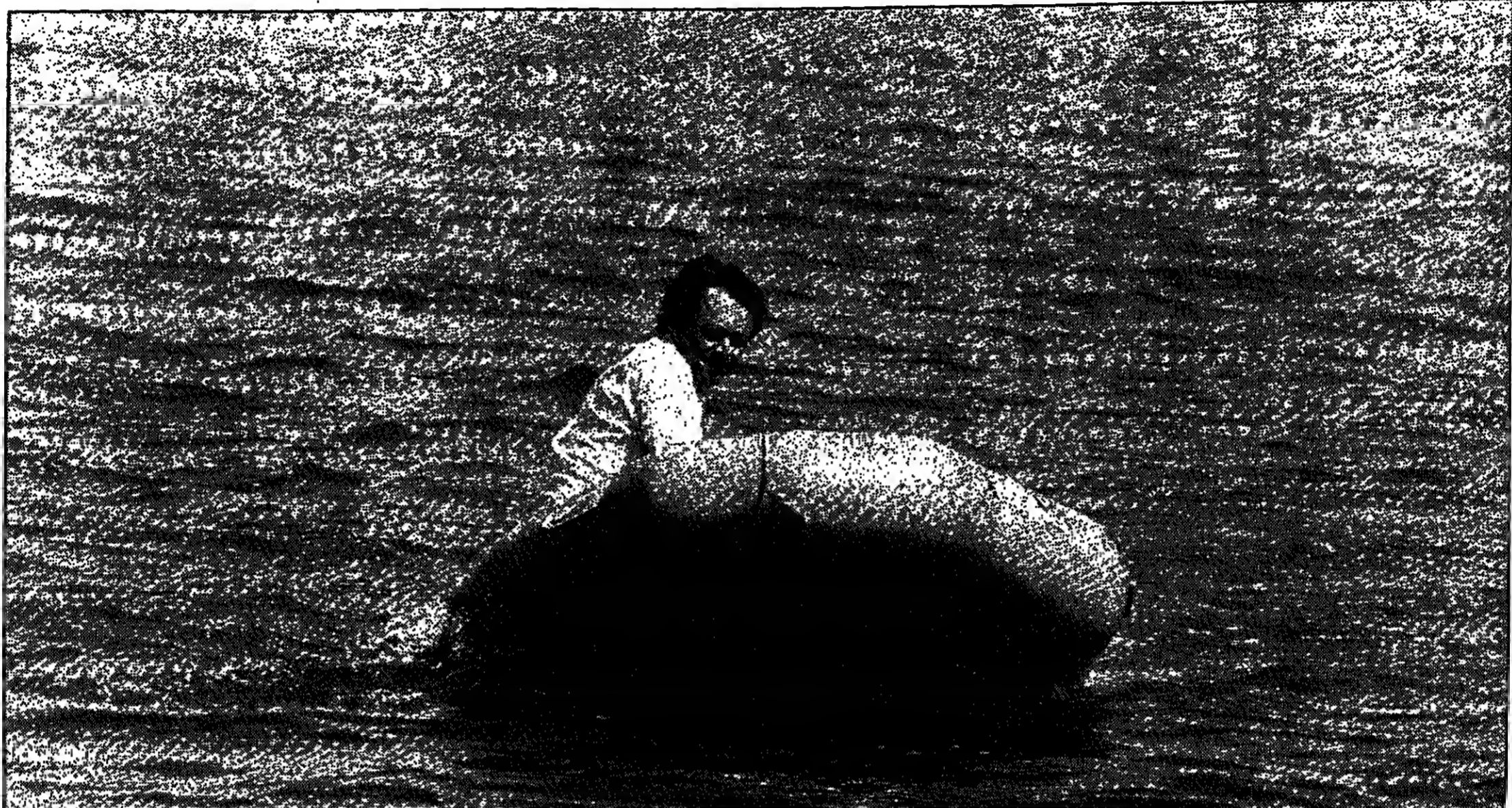
Et maintenant je me rends compte que j'ai fait ce voyage en Inde attachée à la longue ligne des saris des femmes, à laquelle je pouvais m'accrocher et me laisser aller et flotter, petit linge européen, et me sentir bien, accroché à la longue ligne des saris soyeux et colorés des femmes de l'Inde, qui soudain a plongé à Delhi dans l'insondable marécage des couvertures flétries et décomposées, m'a plongée avec elle puis repêchée, jusqu'à ce que je coulisse à nouveau sur cette immense ligne des saris des femmes par laquelle mon voyage était devenu possible.

\* Pierrette Fleutiaux est née dans la Creuse, il y a une quarantaine d'années. Agrégée d'anglais et enseignante, elle a vécu sept ans à New-York. Elle habite désormais Paris. Elle a traduit l'*Amant* de Lady Chatterley, de D.H. Lawrence (Presses Pocket). Pierrette Fleutiaux a publié chez Julliard des romans et des recueils de nouvelles : *Histoire de la chauve-souris*, *Histoire du tablier*, *Histoire du gouffre et de la lunette*, *la Forteresse*. En septembre 1984 a paru chez Gallimard son dernier recueil de nouvelles, *Métamorphoses de la reine*, qui a obtenu la bourse Goncourt de la nouvelle 1985.

## RENCONTRE

## MICHEL ROCARD MARIN D'EAU DE MER

propos recueillis par Guitta Pessis-Pasternak



*S'il reconnaît n'avoir jamais pratiqué la navigation en solitaire, Michel Rocard peut admettre qu'il y a dans son approche de la course en mer tous les éléments permettant de se faire une idée assez précise de la solitude du « décideur ».*  
*Au demeurant, n'y a-t-il pas dans ce sport « une obligation de sincérité liée à la droiture du tempérament ? »*

« Pourquoi, parmi tant de mythes — indispensables pour concevoir le réel — ceux de la mer semblent-ils avoir marqué l'imaginaire de tous les peuples ?

« Une première raison tient sans doute à la magie de l'eau et à son rôle dans le subconscient humain : il est la matrice initiale, le plasma. Nous savons que les images aquatiques évoquent l'amour, les rapports entre sexes et la maternité. Il est établi que la vie sur la Terre a commencé dans l'eau ; il doit donc y avoir là une sorte de mémoire obscure de l'espèce. Un second aspect est celui de l'aventure, du lointain : au-delà de l'eau, on ne voit plus, on part donc à la découverte. Enfin, il y a le défi : affronter la mer est dangereux, cela exige immédiatement une performance, un accomplissement. Il est sûr que les mythes marins ont beaucoup marqué l'humanité ; notre histoire en rend d'ailleurs compte puisque, depuis l'origine, les conflits de l'humanité abondent en combats navals, et que notre société moderne, fondée sur l'échange et la marchandise, s'est principalement développée grâce aux voies maritimes. Autrement dit, partout on trouve l'eau comme condition initiale de la vie, comme un préalable, une base de départ... »

« *« Homme libre, toujours tu chériras la mer »,* écrit Baudelaire ; serait-ce la nostalgie de cette indépendance qui attire les navigateurs vers ces horizons infinis ?

« Sûrement, mais c'est aussi une reconnaissance du caractère fondamental de la mer, car elle est un lieu d'échange et de confrontation : les peuples se sont

d'abord connus par la mer, le transport par voie de terre n'a été maîtrisé que beaucoup plus tard. Quant à l'« indépendance », il ne faut pas trop mythifier : du temps de la grande marine à voile, le sentiment de liberté de l'équipage était restreint, car il s'agissait plutôt de la ébriété. L'indépendance ne concernait que le seul capitaine. Et aujourd'hui encore, la vie de marin pêcheur est une vie de très grande insécurité, et donc de dépendance.

« Pourtant, depuis l'Antiquité, les grandes découvertes ont souvent été l'apanage de navigateurs audacieux ; seriez-vous aussi investi d'un esprit aventurier en quête d'une « terre inconnue » ?

« Il est exact que la cartographie de la Terre a surtout été inventée à partir de voyages maritimes et que la plupart des grands navigateurs avaient un comportement d'aventuriers. Mais cette période est révolue ; il n'existe plus guère de terres inconnues, sauf au cœur des continents : en Australie, en Amazonie, peut-être en Sibérie. Dans le « monde fini », comme disait Voltaire, l'aventure la plus complète réside aujourd'hui dans les rapports humains et non plus dans les relations avec l'univers naturel. Et la plus fascinante de toutes ces aventures est probablement celle qui a trait au champ politique ; il se peut que mon goût pour la mer soit un succédané de ce tempérament politique.

« Le marin solitaire a besoin de courage, non seulement pour affronter les dangers physiques, mais surtout pour faire face à la solitude, c'est-à-dire à l'ail-

mène. Serait-ce cet ultime défi qui vous attire ?

« Je n'ai pratiquement jamais fait de navigation en solitaire, mais principalement en famille ou avec des amis. Or, dès que l'on est sur un bateau, il est indispensable que le commandement soit clair et unique : des amis qui, à terre, se connaissent bien, ne peuvent absolument pas maintenir la même relation en mer, car celui qui est à la barre est seul maître à bord. Dans ma pratique de la mer, il y a donc la solitude du « décideur ». Et il est sûr que le défi existe : il faut savoir surmonter ses faiblesses, réagir à temps, être à la hauteur de l'événement, fuir le météorologique. La mer, à cet égard, est un champ d'expérience et d'aventure illimité. Chaque situation est toujours nouvelle, chaque entrée au port se présente dans des conditions différentes.

« Mais, au-delà de la solitude du commandement, ne cherchez-vous pas aussi à vivre celle du temps, de l'espace ?

« La mer est en effet un autre univers : le temps n'y a pas la même signification, les heures n'ont plus guère d'importance, car on est rythmé par la marée plutôt que par le soleil, ce qui change tous les équilibres. Et puis, il y a un autre genre, un autre rythme de lecture, qui donne lieu à un autre type de découvertes...

« Certains partent plutôt dans le désert, pour s'adonner à la réflexion : serait-ce un peu cela que vous cherchez en prenant le large ?

« La mer est plus sollicitante ; car dans le désert vous n'affrontez que deux défis : celui de proportionner vos forces et votre capacité à transporter vos propres ressources, et celui de ne pas vous tromper d'itinéraire. Tandis qu'en mer le défi est infiniment plus complexe : non seulement il ne faut pas se tromper de route, mais il faut toujours être vigilant : aux éléments, à sa volonté, et à l'état d'esprit de l'équipage. A chaque instant vous devez faire la synthèse d'une vaste gamme d'informations, les unes ayant trait à la nature, les autres à la technique. Tout cela implique le goût de conduire une aventure dont on est le seul maître.

« Les connaissances techniques et l'autorité mises à part, car elles sont aussi requises ailleurs, la mer n'est-elle pas la plus rude des épreuves ?

« Oui, la mer est dure, on ne triche pas avec elle ; les vieux navigateurs savent ce que c'est que la peur. Quels qu'ils soient, tous les marins affrontent les mêmes dangers, et je milite contre l'aggravation de la coupure entre les gens qui naviguent pour leur plaisir et les professionnels de la mer. Je faisais un jour, à la voile car mon moteur était en panne, une entrée vent debout dans le port du Palais à Belle-Ile. La manœuvre était extrêmement délicate. C'était la fin de l'après-midi et la plupart des équipages de marins

pêcheurs étaient accoudés à la balustrade au-dessus de la jetée et me regardaient faire, avec les quolibets à l'adresse de ces marins d'eau douce qui ne connaissent pas grand-chose à la mer. Je réussis ma manœuvre, applaudissements, et, tenez-vous bien, quand nous avons enfin accosté, deux marins nous ont lancé un « bout » d'amarrage et un litre de rouge pour fêter la qualité de la manœuvre. Je me suis enfin senti intégré dans le milieu de la mer !

« L'art de la navigation permet précisément une fructueuse synthèse entre les facultés manuelles et mentales ; serait-ce cette harmonie holiste que vous recherchez, vous qui préférez les actes au discours ?

« En effet, la mer ne pardonne pas la triche, elle est une école d'authenticité. Tout en étant un lieu d'action, elle demande de vastes connaissances : le savoir de la mer est exigeant ! Par conséquent, cette synthèse entre l'effort physique et mental est une nécessité incontournable. On la trouve bien sûr aussi dans d'autres activités — l'alpinisme, par exemple — mais je crois que la mer est la plus exigeante à cet égard. J'aimerais aussi souligner que, sur un bateau, l'espace est restreint et que cela oblige à une réserve, à une discrétion, à ne pas occuper le « territoire » des autres ; et à respecter le silence, car celui-ci est l'une des richesses principales de la mer.

« Cette exigence d'authenticité nécessaire en mer vous accompagne-t-elle une fois revenu à terre ?

« Je l'espère, mais je dois avouer que l'éducation que j'ai reçue m'a déjà donné quelques exigences morales pour la vie privée et professionnelle, avant même que je ne devienne navigateur. Alors, quelle est la cause, quel est l'effet ? Je ne saurais le dire. Il est sûr cependant que, pour ceux qui pratiquent la mer, il y a une obligation de sincérité liée à la droiture de tempérament. Mais il ne faut pas trop en rajouter ! On a vu des cyniques, des affreux, des truands, qui faisaient de la voile.

« A conditions égales, on s'en tire plus facilement avec les mots et la séduction à terre qu'en mer... »

« Même à terre, s'il arrive que l'on s'en tire, c'est seulement temporairement, jamais sur la longue durée. Cela fait partie de mes convictions politiques les plus profondes.

« Pour retourner au port, le marin doit souvent naviguer contre le vent ; n'est-ce pas un bon apprentissage pour la vie politique ?

« C'est l'apprentissage du fait que, lorsque l'on se heurte à une contrainte insurmontable, il faut essayer de la contourner, tout en restant fidèle à sa ligne. L'essentiel est d'annoncer clairement ses objectifs et d'expliquer la manœuvre, tout en gardant la lisibilité d'une direction fondamentale, d'un commandement intégral et unique. »



صكنا من الأصل

Reportage de contact

France - demande

« Pour moi, la France est un pays à quoi on ne peut pas comparer. C'est un pays unique, un pays qui a une histoire, une culture, une langue, une civilisation. C'est un pays qui a des richesses, des ressources, des talents. C'est un pays qui a des problèmes, des difficultés, des défis. C'est un pays qui a besoin de nous, de notre aide, de notre soutien. C'est un pays qui a besoin de nous, de notre aide, de notre soutien. C'est un pays qui a besoin de nous, de notre aide, de notre soutien. »

« En effet, la France est un pays unique, un pays qui a une histoire, une culture, une langue, une civilisation. C'est un pays qui a des richesses, des ressources, des talents. C'est un pays qui a des problèmes, des difficultés, des défis. C'est un pays qui a besoin de nous, de notre aide, de notre soutien. C'est un pays qui a besoin de nous, de notre aide, de notre soutien. C'est un pays qui a besoin de nous, de notre aide, de notre soutien. »

« En effet, la France est un pays unique, un pays qui a une histoire, une culture, une langue, une civilisation. C'est un pays qui a des richesses, des ressources, des talents. C'est un pays qui a des problèmes, des difficultés, des défis. C'est un pays qui a besoin de nous, de notre aide, de notre soutien. C'est un pays qui a besoin de nous, de notre aide, de notre soutien. C'est un pays qui a besoin de nous, de notre aide, de notre soutien. »

« En effet, la France est un pays unique, un pays qui a une histoire, une culture, une langue, une civilisation. C'est un pays qui a des richesses, des ressources, des talents. C'est un pays qui a des problèmes, des difficultés, des défis. C'est un pays qui a besoin de nous, de notre aide, de notre soutien. C'est un pays qui a besoin de nous, de notre aide, de notre soutien. C'est un pays qui a besoin de nous, de notre aide, de notre soutien. »

« En effet, la France est un pays unique, un pays qui a une histoire, une culture, une langue, une civilisation. C'est un pays qui a des richesses, des ressources, des talents. C'est un pays qui a des problèmes, des difficultés, des défis. C'est un pays qui a besoin de nous, de notre aide, de notre soutien. C'est un pays qui a besoin de nous, de notre aide, de notre soutien. C'est un pays qui a besoin de nous, de notre aide, de notre soutien. »

« En effet, la France est un pays unique, un pays qui a une histoire, une culture, une langue, une civilisation. C'est un pays qui a des richesses, des ressources, des talents. C'est un pays qui a des problèmes, des difficultés, des défis. C'est un pays qui a besoin de nous, de notre aide, de notre soutien. C'est un pays qui a besoin de nous, de notre aide, de notre soutien. C'est un pays qui a besoin de nous, de notre aide, de notre soutien. »

« En effet, la France est un pays unique, un pays qui a une histoire, une culture, une langue, une civilisation. C'est un pays qui a des richesses, des ressources, des talents. C'est un pays qui a des problèmes, des difficultés, des défis. C'est un pays qui a besoin de nous, de notre aide, de notre soutien. C'est un pays qui a besoin de nous, de notre aide, de notre soutien. C'est un pays qui a besoin de nous, de notre aide, de notre soutien. »

« En effet, la France est un pays unique, un pays qui a une histoire, une culture, une langue, une civilisation. C'est un pays qui a des richesses, des ressources, des talents. C'est un pays qui a des problèmes, des difficultés, des défis. C'est un pays qui a besoin de nous, de notre aide, de notre soutien. C'est un pays qui a besoin de nous, de notre aide, de notre soutien. C'est un pays qui a besoin de nous, de notre aide, de notre soutien. »